

Forum mondial de la Démocratie



Démocratie & égalité: que peut l'éducation?

www.forum-mondial-democratie.org



www.forum-mondial-democratie.org

Table des matières

Avant-propos	2
Temps forts du Forum mondial de la démocratie 2016	3
Conclusions et recommandations	4
Concept du Forum	6
Exposés et discussions	9
Séance d'ouverture	10
Session de clôture et Prix de l'innovation démocratique	17
Thème 1 : A, B, Citoyenneté, Démocratie et Éducation	19
Thème 2 : L'éducation réduisant les inégalités : succès ou échec ?	40
Présentations éclairés	67
Storytelling	77
Forum mondial de la démocratie : faits et chiffres	94

Avant-propos

L'éducation peut-elle contribuer à renforcer la démocratie et à transcender les inégalités croissantes ?

Actuellement, la qualité et la stabilité de la gouvernance démocratique, notamment au cœur même des démocraties parvenues à maturité, sont profondément préoccupantes. La démocratie, c'est avant tout la connaissance en action. Pour apporter des connaissances adéquates aujourd'hui, l'éducation se doit d'être démocratique et de permettre aux élèves de construire des savoirs, à la fois ensemble et avec les enseignants, de porter sur ces savoirs un regard critique et de se forger un point de vue. Le meilleur moyen d'y parvenir est de permettre aux jeunes de participer au processus décisionnel dès le départ. Les écoles constituent le socle sur lequel nous devrions nous appuyer pour préparer les jeunes citoyens à la vie dans un monde globalisé et qui évolue rapidement. L'apprentissage doit aussi mettre l'accent sur les droits de l'homme et les valeurs universelles, afin d'ouvrir les esprits et d'amener les citoyens à résister à la manipulation populiste. Toutes les situations d'apprentissage de la démocratie et des droits de l'homme ne doivent pas nécessairement être concentrées dans les écoles ; les organisations de la société civile ont aussi un rôle important à jouer en la matière.

Nous devons donner aux écoles les moyens de développer les compétences qui permettent de vivre dans une société démocratique.

Que faire de plus dans l'éducation pour faire de nos jeunes des citoyens éclairés et responsables ? Quelles sont les autres sources d'information ? Quelles autres forces forgent les opinions et les points de vue des jeunes ? Quel type d'éducation peut promouvoir les valeurs démocratiques et la citoyenneté active ? Que peut faire l'éducation pour la démocratie et que peut faire la démocratie pour l'éducation ? Comment donner aux jeunes les moyens d'introduire un changement systémique dans la démocratie ?

Ces questions importantes et pertinentes ont été débattues lors du Forum mondial de la démocratie 2016, organisé par le Conseil de l'Europe avec le soutien de la Ville de Strasbourg, de la région Grand Est et du Gouvernement français. Des représentants de la société civile, les innovateurs sociaux, des médias, des cercles d'affaires, des universitaires et des jeunes militants ainsi que des décideurs ont examiné – y compris via une plateforme numérique – les enjeux et les défis que posent l'éducation et la démocratie, et ont mis en avant que l'éducation ne s'arrête pas aux portes de l'école. Les comportements et les opinions des jeunes ne cessent d'évoluer, y compris dans les environnements non formels.

Temps forts du Forum mondial de la démocratie 2016

« L'éducation est l'une des forces les plus décisives pour déterminer nos destins en tant qu'individus et décider de l'avenir de nos nations et de notre monde. »

- Thorbjørn Jagland, Secrétaire Général du Conseil de l'Europe

« L'éducation joue un rôle essentiel – elle est d'une importance cruciale pour la tolérance, les avancées et l'instauration de l'égalité des chances dans toutes nos sociétés. Personne ne peut sérieusement prétendre que la démocratie aujourd'hui n'est rien de moins qu'un thème majeur de nos systèmes éducatifs. »

Thorbjørn Jagland, Secrétaire Général du Conseil de l'Europe

« La source de la démocratie est l'éducation. »

Roland Ries, maire de Strasbourg

« Sans esprit critique, la démocratie, la primauté du droit et les droits de l'homme n'existent pas. »

Alexandre Cassaro, Conseiller régional de la région Grand Est

« Les filles qui suivent des études pourront prendre en main leur destin, éduquer leurs enfants et faire avancer la collectivité et le pays tout entier. »

Erna Solberg, Premier Ministre de la Norvège

« Il faut encourager le rapprochement de l'éducation formelle et de l'éducation informelle, pour qu'elles travaillent de concert. »

Najat Vallaud-Belkacem, ministre française de l'Éducation nationale et de la Recherche

« C'est l'exclusion de la pratique de la démocratie qui est responsable de la crise actuelle des révoltes populistes. La réponse n'est pas moins de démocratie, mais plus de démocratie. »

Joan Hoey, Éditrice, the Democracy Index, the Economist Intelligence Unit

« La plus grande crise mondiale actuelle n'est pas économique. C'est une crise de valeurs. »

Un participant au Forum âgé de 15 ans

« Sans valeurs, ni justice, ni responsabilité, comment parvenir alors à la démocratie ? »

Sakena Yacoobi, directrice exécutive de l'Institut afghan de l'apprentissage

« L'éducation est la clé, mais vous ne cessez de changer les serrures. »

Un participant au Forum, session de clôture

« La participation est essentielle, car c'est en participant que nous construisons nos aptitudes et nos compétences en matière de démocratie. »

Graham Smith, professeur à l'université de Westminster, Centre pour l'étude de la démocratie

« L'éducation n'est démocratique que dans la mesure où tous les élèves bénéficient des mêmes possibilités d'apprentissage. »

Snežana SAMARDŽIĆ-MARKOVIĆ, Directrice générale de la Démocratie, Conseil de l'Europe

« L'éducation démocratique devrait être axée non seulement sur les enfants, mais aussi sur les adultes et tous les niveaux de la société. »

Un participant au Forum sur Twitter #CoE_WFD

Conclusions et recommandations

Lors de l'examen de la situation de l'éducation et de la démocratie aujourd'hui, l'enjeu de ce Forum mondial est clairement apparu : s'interroger sur le rôle que joue l'éducation pour créer, façonner et renforcer la démocratie et pour contribuer à réduire les inégalités. L'éducation consiste tout d'abord à transmettre des connaissances, mais elle constitue aussi, incontestablement, un soutien pour les principes démocratiques. En effet, les sondages montrent que ce sont les personnes qui ont fait le plus d'années d'études qui sont les plus fervents partisans de la liberté de la presse, de la non-censure de l'internet et de l'égalité entre les femmes et les hommes. L'éducation est aussi associée aux types de valeurs qui peuvent contribuer à rendre nos sociétés plus démocratiques, telles que la tolérance et le respect du pluralisme.

La question mérite d'être posée : l'éducation contribue-t-elle réellement à la démocratie, et dans quelle mesure est-elle démocratique ? A l'issue des travaux de ce Forum, aucune réponse définitive n'a été apportée à cette question, cependant, toute une palette de propositions et de points de vue ont été dégagés.

« La réponse n'est pas moins de démocratie, mais plus de démocratie »

La codécision entre élèves et enseignants, y compris sur les contenus, a été considérée comme un moyen convaincant de préparer les élèves à devenir des citoyens vigilants et actifs. Pour qu'il y ait démocratie participative, il faut, en effet, que l'éducation le soit aussi. Différentes formes de gouvernance démocratique dans l'éducation ont été examinées, telles que la sélection par tirage au sort des représentants aux comités d'étudiants et l'utilisation de systèmes de rotation ou de délibérations de type jury. Tous ces nouveaux modèles de gouvernance ont été considérés comme des moyens très efficaces de responsabiliser les élèves et les enseignants. Cependant, les initiatives présentées ont le plus souvent un caractère expérimental, non-institutionnalisé : serait-ce là le prix à payer pour rester innovant ? Quel degré d'institutionnalisation faut-il pour gagner en efficacité ? Les petits projets expérimentaux peuvent potentiellement grandir, bien qu'ils s'opposent souvent aux mesures et aux évaluations plus traditionnelles qui, bien que nécessaires, peuvent faire obstacle à une meilleure éducation.

« La participation est essentielle, car c'est en participant que nous construisons nos aptitudes et nos compétences en matière de démocratie. »

La réflexion critique, le désir de liberté et l'estime de soi ont été considérés comme des éléments essentiels pour prendre une part active dans l'éducation et savoir résister aux manipulations. Les écoles doivent développer les compétences qui permettent de vivre dans une société démocratique. A cet égard, le Conseil de l'Europe a élaboré un cadre de compétences pour une culture de la démocratie, qui guidera les spécialistes de l'éducation dans la tâche complexe consistant à aider les élèves à acquérir les valeurs, les attitudes et les compétences nécessaires pour vivre dans des sociétés démocratiques plurielles. Si l'on a fait l'éloge de la richesse et de la diversité dans les systèmes éducatifs, deux composantes considérées comme très précieuses pour l'épanouissement des individus, la nécessité de partager des valeurs et des références communes a aussi été soulignée dans les débats menés lors du Forum. Il est ressorti des discussions en session plénière et des laboratoires que l'éducation démocratique exige de passer d'une approche fondée sur les connaissances à une approche fondée sur les compétences, en mobilisant l'ensemble de la communauté éducative au niveau national.

Les inégalités peuvent être considérables entre États et au niveau interne à chacun ; elles peuvent être fondées, par exemple, sur les revenus, le sexe ou la maîtrise du numérique. Pour certains participants, l'éducation, même réformée, aurait peu d'influence sur la réduction de ces disparités, car son impact sur les inégalités structurelles est limité. L'attention a aussi été attirée, lors des débats plénières, sur le fait que les différences géographiques restent importantes, aussi bien en termes d'écart de prospérité que de différences de visions du monde. C'est dans l'harmonisation de ces dernières que l'éducation pourrait certainement se révéler plus efficace, notamment par la mise en place de cursus d'« études internationales ». Compte tenu de la rapidité des évolutions technologiques, et dans un monde façonné par internet, réduire la fracture numérique est devenu un impératif. L'égalité des chances doit être garantie dès le départ en faisant en sorte que l'éducation fonctionne non pas sur une base hiérarchique, mais en réseau. Les citoyens ont besoin d'apprendre à partager des codes communs avant

de pouvoir agir ensemble. La démocratie collaborative du XXI^e siècle a besoin d'une classe collaborative dans laquelle les élèves créent du savoir ensemble, plutôt que de se faire concurrence. À cet égard, les initiatives de la société civile examinées lors du Forum ont permis aux apprenants de créer des connaissances entre pairs, mais aussi d'expérimenter le mentorat intergénérationnel. Ces initiatives sont également essentielles pour développer le volet primordial de l'éducation aux médias.

Recommandations

Aux autorités nationales

- ✓ Les Etats membres du Conseil de l'Europe qui ont adopté la charte sur l'éducation à la citoyenneté devraient veiller à ce qu'elle soit pleinement appliquée.
- ✓ Encourager différents modèles de gouvernance de l'éducation axés sur la participation, la codécision et l'apprentissage entre pairs.
- ✓ Accélérer l'introduction de l'éducation au développement durable, que les gouvernements ont approuvée et concernant laquelle ils doivent rendre compte de leurs actions.
- ✓ Mieux instiller les valeurs de la diversité, de la liberté, de l'égalité et de la justice dans l'éducation.
- ✓ Valoriser davantage le rôle des enseignants

Aux organisations internationales

- ✓ Le Conseil de l'Europe et d'autres organisations internationales devraient aider les Etats (et les villes) à réinvestir en priorité dans l'éducation
- ✓ Renforcer l'éducation dans son rôle de partage des connaissances, des valeurs et de l'humanisme éducatif.
- ✓ Reconnaître le rôle de l'éducation à long terme dans la prévention des conflits et dans la lutte contre la radicalisation.

À la société civile

- ✓ Les organisations de la société civile doivent continuer de promouvoir l'application des normes relatives aux droits de l'homme et à l'état de droit via l'éducation, par exemple en travaillant avec les enseignants, les élèves et l'ensemble de l'administration scolaire sur la lutte contre la corruption.
- ✓ Multiplier les initiatives d'environnements d'apprentissage auto-organisés à l'échelle des quartiers [les instituts d'études politiques soutenus par le CoE en sont un excellent exemple].

Agir en partenariat

- ✓ Reconnaître la nécessité de développer des partenariats multiples pour atteindre les objectifs de développement durable.
- ✓ Tous les systèmes éducatifs devraient promouvoir la citoyenneté mondiale, l'éducation à la paix et l'éducation au respect de l'environnement.
- ✓ Les militants devraient faire pression sur les autorités pour qu'elles respectent leurs engagements en matière de développement durable en mettant en place des partenariats mondiaux et en adoptant une approche globale lorsqu'elles traitent des enjeux complexes du développement.

Concept du Forum

L'éducation peut-elle contribuer à renforcer la démocratie et à transcender les inégalités croissantes ?

Le Forum mondial de la démocratie 2016 a porté principalement sur la relation et la dépendance mutuelles qui font de l'éducation et de la démocratie les deux faces d'une même médaille. Les participants ont examiné si elles peuvent, ensemble, se renforcer et, en oeuvrant de concert, atténuer les risques liés aux nouvelles fractures sociales. Plus précisément, le Forum a permis, d'une part, de s'interroger sur la manière dont l'éducation et la démocratie peuvent aider à former des citoyens actifs dotés de capacités de réflexion analytique et critique, et, d'autre part, de se demander dans quelle mesure favoriser l'innovation à la base et une approche de bas en haut de la réforme démocratique permettrait de développer la participation citoyenne et de renforcer l'égalité des chances.

L'éducation est consubstantielle à des sociétés démocratiques. Plus le niveau d'éducation est élevé, plus les citoyens participeront activement aux élections et à d'autres aspects de la vie démocratique. L'éducation à la citoyenneté démocratique, « en apportant aux apprenants des connaissances, des compétences et une compréhension, et en développant leurs attitudes et leurs comportements, leur donnera les moyens d'exercer et de défendre leurs droits et leurs responsabilités démocratiques dans la société, d'apprécier la diversité et de jouer un rôle actif dans la vie démocratique, afin de promouvoir et de protéger la démocratie et la primauté du droit ».

L'éducation remplit-elle sa mission démocratique ou échoue-t-elle à développer les qualités essentielles à la citoyenneté démocratique ? Quel est le rôle des différents acteurs de l'éducation - enseignants, apprenants, familles, organisations de la société civile, pouvoirs publics, médias ? Est-il nécessaire de réformer l'organisation et le fonctionnement scolaires afin que les apprenants vivent et pratiquent la démocratie ? Les écoles et autres milieux éducatifs peuvent-ils devenir des espaces d'expérimentation démocratique, notamment pour s'essayer à de nouvelles formes de démocratie à l'ère du numérique ? Comment analyser et reconnaître des formes innovantes d'apprentissage et de pratique de la démocratie dans les institutions éducatives ?

Le Forum a notamment permis d'étudier dans quelle mesure l'éducation et la démocratie peuvent contribuer à :

1) Former des citoyens actifs dotés de capacités analytiques et critiques, ainsi que d'autres compétences démocratiques essentielles ;

- ▶ Quel type de ressources démocratiques mobiliser pour aider à financer et améliorer l'accès à une éducation de qualité, en ouvrant l'enseignement à tous les élèves et étudiants, particulièrement aux personnes appartenant à des groupes vulnérables ou défavorisés, tout en mettant l'accent sur l'épanouissement de la personnalité de chaque élève et étudiant, et sur le développement de ses talents et aptitudes mentales et physiques, pour exploiter pleinement son potentiel ?
- ▶ Les développements technologiques, l'utilisation des TIC dans l'éducation, les partenariats public-privé, et les méthodes d'éducation non formelle permettraient-ils d'assurer un niveau plus élevé de l'inclusion dans l'éducation, et dans quelle mesure les institutions sont-elles capables de combiner différentes formes d'éducation, y compris l'éducation en face à face et en ligne ?
- ▶ Comment encourager la formation tout au long de la vie en utilisant les nouvelles technologies pour faciliter le dialogue intergénérationnel ?
- ▶ Comment l'éducation peut-elle aider à surmonter les clivages culturels (ethniques, religieux, linguistiques, etc.) au sein de la société et contribuer au développement d'une identité plurielle ?

Parmi les initiatives présentées dans le cadre des laboratoires figuraient, entre autres, différentes formes d'écoles démocratiques, l'apprentissage personnalisé et d'autres méthodes d'enseignement, l'innovation en matière d'éducation par le biais des TIC, des projets visant à offrir des possibilités d'apprentissage aux élèves issus de groupes vulnérables par la promotion du pluralisme et de l'esprit critique grâce à l'éducation, la culture ou l'action civique. D'autres initiatives traitaient de l'éducation comme moyen d'augmenter la résistance des individus face au

discours de haine, la promotion de la participation citoyenne, le dialogue interconfessionnel et le dialogue interculturel dans l'éducation, les programmes de responsabilisation des jeunes, etc.

2) Par le biais d'une innovation et d'une réforme parties de la base, promouvoir et renforcer la participation citoyenne et contribuer ainsi à réduire les inégalités et à renforcer l'égalité des chances :

- ▶ Comment la démocratie peut-elle être transformée pour s'orienter vers des méthodes plus inclusives et participatives qui permettent à tous les citoyens, et non pas seulement aux élites instruites, de faire entendre leur voix ?
- ▶ Comment l'innovation partie de la base (autrement dit, « organique ») en matière d'éducation peut-elle inspirer des changements dans les processus démocratiques et contribuer à la réforme démocratique ?
- ▶ Quels sont les changements à introduire au niveau de l'organisation et du fonctionnement scolaires, des rôles et responsabilités des différents acteurs de l'éducation - enseignants, apprenants, familles, organisations de la société civile, pouvoirs publics, médias – pour que les écoles et les universités deviennent des lieux où les apprenants vivent et pratiquent la démocratie, y compris dans de nouvelles formes issues l'ère du numérique, des lieux où non seulement ils apprennent, mais aussi où ils pratiquent, la réflexion critique et la participation à la prise de décision ?

Les initiatives et les actions dans ce domaine ont porté essentiellement sur des modèles inclusifs de prise de décision démocratique, tels que les assemblées de citoyens, les conseils consultatifs de citoyens ou encore le « crowdsourcing » (projet collaboratif) pour l'élaboration des politiques, et sur les effets éducatifs de ce type de modèles ; la sensibilisation, l'information et la participation des citoyens via les TIC ; les laboratoires de citoyenneté et de participation démocratiques ; les programmes des gouvernements ou des partis politiques visant à permettre aux citoyens de mieux connaître les processus démocratiques et d'exprimer leurs opinions ; l'éducation à la citoyenneté démocratique par le biais des médias ou des acteurs de la société civile ; des réformes de l'éducation pour des écoles plus participatives et plus inclusives ; des projets visant à offrir des opportunités aux jeunes économiquement défavorisés ; des projets associant des acteurs de l'éducation et des étudiants au débat démocratique et à la prise de décisions.

Parallèlement, les systèmes éducatifs devraient contribuer davantage à la nécessaire promotion des principes civiques et des compétences citoyennes qui font vivre et avancer la démocratie vers un mode de fonctionnement plus participatif et inclusif. L'éducation a un rôle important à jouer s'agissant de transcender les clivages culturels (ethnique, religieux, linguistique, etc.) dans la société et de contribuer à la construction d'un esprit ouvert et d'une identité en phase avec le monde interconnecté et diversifié d'aujourd'hui. Enfin, il était important au cours de ce Forum de réfléchir à la manière dont l'éducation formelle et informelle peut briser le cercle des inégalités sociales entraînant des inégalités politiques et aider à former des citoyens actifs et des leaders issus de milieux défavorisés qui seront les moteurs et catalyseurs d'un changement durable.

Le Forum mondial de la démocratie a engagé des décideurs, leaders d'opinion et innovateurs sociaux dans un débat sur les approches qu'il convient d'adopter aux niveaux local, régional, national et international. Les échanges se sont basés sur des initiatives émanant des autorités publiques ou des acteurs de terrain, qui ont été examinées de manière critique par un panel interdisciplinaire international. De plus, le Forum a permis la présentation et l'analyse critique d'idées originales non encore testées.

Une réunion des participants de l'incubateur du Forum mondial de la démocratie chargé du thème Démocratie participative s'est tenue le 6 novembre 2016 en marge du Forum pour développer de nouvelles idées sur la façon d'adopter l'innovation démocratique à la base à un niveau systémique et de favoriser une communauté active d'innovateurs démocratiques.

Le Forum comprenait aussi un espace plus ouvert (conférence collaborative) pour permettre des discussions spontanées, l'émergence de nouvelles idées et de nouvelles synergies. Des sessions créatives ont également été organisées pour produire des concepts ou des prototypes sur des questions spécifiques sous la forme du Pop-Up Agora et de l'atelier « Pop-up Construction ».

Les initiatives et les idées présentées et évaluées lors du Forum ont été regroupées en deux thèmes.

Thème 1: A, B, Citoyenneté, Démocratie, et Education

La citoyenneté démocratique requiert la capacité d'évaluer de manière critique les normes et les institutions publiques, de se livrer à la résolution de problèmes de manière délibérative et collaborative. Mais l'éducation remplit-elle sa mission démocratique ou faillit-elle à construire les qualités essentielles à la citoyenneté démocratique ? Quel est le rôle des différents acteurs de l'éducation - enseignants, apprenants, familles, organisations de la société civile, pouvoirs publics et médias ? Est-il nécessaire de réformer l'organisation et le fonctionnement des établissements d'enseignement afin de mieux répondre aux exigences de la démocratie ? Les écoles et autres milieux éducatifs peuvent-ils devenir des espaces d'expérimentation démocratique, et intégrer de nouvelles formes de démocratie à l'ère du numérique ? Y a-t-il de nouvelles formes alternatives d'apprentissage et de pratique de la démocratie dans les institutions éducatives et comment les analyser ? Comment la démocratie peut-elle être transformée vers des méthodes plus inclusives et participatives qui donnent une voix à tous les citoyens et non pas seulement aux élites instruites ? Ces questions sont au cœur des laboratoires de ce thème.

Thème 2 : L'Education réduisant les inégalités : succès ou échec ?

L'éducation a contribué au processus de développement des communautés et à la formation de l'identité nationale et elle continue à être perçue comme un facteur de développement de la cohésion sociale et du sentiment d'appartenance à la société. Cependant, dans les sociétés interdépendantes d'aujourd'hui, qui se diversifient de plus en plus, l'aptitude à nouer des relations par-delà les clivages locaux et nationaux et à dépasser une conception trop étroite de l'intérêt national, en vue de répondre aux défis communs qui se posent à l'humanité, devient cruciale. C'est pourquoi l'éducation doit armer les citoyens de compétences pour comprendre et naviguer à travers les complexités idéologiques, culturelles, économiques et politiques du 21^{ème} siècle sans craintes, et résister à la manipulation, y compris par des idéologies radicales. Quel type de ressources démocratiques mobiliser pour aider à financer et améliorer l'accès à une éducation de qualité, en donnant accès à l'enseignement à tous les élèves et étudiants, particulièrement aux personnes appartenant à des groupes vulnérables ou défavorisés ? Les développements technologiques, l'utilisation des TIC dans l'éducation, les partenariats public-privé, et les méthodes d'éducation non formelle sont-ils une solution potentielle pour assurer un niveau plus élevé de l'inclusion dans l'éducation, et dans quelle mesure les institutions sont-elles capables de combiner différentes formes d'éducation, y compris l'éducation en face à face et en ligne ? Comment développer la formation tout au long de la vie, en utilisant les nouvelles technologies, pour entretenir le dialogue intergénérationnel ? De quelle façon l'éducation peut-elle aider à surmonter les clivages culturels (ethniques, religieux, linguistiques, etc.) au sein de la société et contribuer au développement d'une identité plurielle ? Les laboratoires regroupés sous ce thème tenteront de répondre à ces questions

Exposés et discussions

Séance d'ouverture

Thorbjørn Jagland, Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, Roland Ries, Maire de la Ville de Strasbourg et Alexandre Cassaro, Conseiller régional de la Région Grand-Est, ont ouvert le Forum mondial de la démocratie 2016 sur le thème « Démocratie et égalité : que peut l'éducation ? », qui est particulièrement d'actualité dans les démocraties d'aujourd'hui car presque partout dans le monde, les gens doivent se battre pour exercer leur droit à l'éducation, ou pratiquer la démocratie dans sa forme la plus basique. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe a déclaré que nous vivons tous dans un monde qui évolue rapidement, où l'on exige des gens qu'ils s'adaptent aux nouveaux défis qui se posent. Il a en outre souligné que chacun devrait pouvoir décider de sa vie, et c'est pour cette raison que l'éducation est très importante. Dans ce contexte, le Secrétaire Général a expliqué qu'il est nécessaire de se pencher sur le rôle sociétal joué par les écoles dans la promotion de la réflexion démocratique, car nous ne pouvons pas lutter contre la fragmentation de nos sociétés sans réflexion critique. Il devient donc urgent de promouvoir les valeurs démocratiques par le biais de l'éducation. Le Secrétaire Général a insisté sur l'importance que revêt le Forum en tant qu'espace de réflexion, avec à la clé des résultats qui comptent.

Roland Ries, Maire de Strasbourg, a souhaité la bienvenue à l'ensemble des participants au Forum et leur a rappelé le rôle positif joué par cette rencontre au fil des ans. Il a relevé que cette édition 2016 s'inscrit dans le droit fil et la continuité des thèmes qui ont été examinés l'année précédente. En effet, la réflexion sur la source de la démocratie qu'est incontestablement l'éducation fait, selon lui, directement suite au Forum de l'année dernière qui portait sur la démocratie en action. Il a par ailleurs demandé la participation des citoyens aux systèmes démocratiques, quelle que soit la façon dont ils s'y prennent à titre individuel. Il a cité Winston Churchill, pour qui la démocratie ayant émergé des horreurs de la Seconde Guerre mondiale est « la pire forme de gouvernement, à l'exception de toutes les autres formes qui ont été expérimentées de temps à autre ». Il a ainsi expliqué que la démocratie ne pouvait pas s'exporter mais devait être construite par les citoyens dans chaque pays. Il a donc appelé tous les participants à prendre activement part à ce Forum, compte tenu des initiatives innovantes qui y seront présentées.

Alexandre Cassaro, Conseiller régional de la Région Grand-Est, a reconnu l'importance du Forum et a souhaité la bienvenue aux participants. Il a aussi souligné le caractère exceptionnel et unique du Forum, fruit d'un partenariat très original. Il y voit pour sa part une occasion particulièrement propice de se poser les bonnes questions et de s'engager dans une réflexion critique. Car sans réflexion critique, la démocratie, la primauté du droit et les droits de l'homme n'existent pas. Grâce à ce Forum, chacun peut s'impliquer davantage, et prendre conscience de la nécessité d'introduire un changement systémique par l'innovation. Le Forum, a-t-il souligné, est un plaidoyer en faveur de l'éducation et de l'esprit critique. Enfin, il a insisté sur l'importance de la démocratie aujourd'hui, qui n'est pas une idéologie mais une pratique qui doit être entretenue et s'étendre dans toutes les parties des sociétés et des territoires.

Durant la session, deux personnalités sont intervenues : Erna Solberg, Première Ministre de la Norvège et Najat Vallaud-Belkacem, ministre française de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Erna Solberg, après avoir remercié les autorités et les organisateurs et souligné la grande pertinence du Forum, a déclaré que, dans l'histoire contemporaine, l'Europe a fait l'expérience de solutions tragiques de remplacement de la démocratie qui sont complètement opposées à l'idée de coopération entre les nations et au respect des droits inaliénables des individus. Elle a souligné l'importance du Conseil de l'Europe et du rôle qu'il joue en termes d'éducation et d'égalité en employant une métaphore sur la nécessité de « *sauver l'humanité de l'enfer à perpétuité* », pour préserver les valeurs d'un continent fondé sur le droit et la liberté de tous les citoyens, sans discrimination. La diversité des participants au Forum mondial de la démocratie 2016 est exactement l'ingrédient catalyseur pour l'innovation démocratique, la qualité de l'éducation et le développement durable. Elle a prôné une éducation de qualité, en particulier pour les filles, qui constitue le meilleur investissement pour les objectifs de développement durable. Soulignant que l'éducation est une responsabilité qui incombe à la communauté internationale tout entière, elle a proposé un ensemble d'actions immédiates qui doivent être mises en œuvre, par exemple établir des partenariats avec la société civile, les universitaires, le monde des affaires et les collectivités locales, affirmant que « c'est ainsi qu'il convient de

procéder dans le monde d'aujourd'hui ». De plus, elle a qualifié la démocratie de plan commun, un édifice auquel tous les pays devraient apporter leur pierre, quel que soit leur niveau de développement économique. Tous les systèmes éducatifs devraient inclure des enseignements sur la citoyenneté démocratique, les droits de l'homme, l'égalité et la paix ainsi que la non-violence entre les nations et dans les pays. Les conflits entraînent un recul du développement et ce, souvent pendant des décennies, a-t-elle expliqué. L'éducation à la citoyenneté est de ce fait un atout dans les stratégies de prévention des conflits longs ainsi que pour parvenir au développement durable. Elle estime que Conseil de l'Europe et les efforts qu'il déploie pour défendre ces valeurs doivent être reconnus à leur juste valeur.

Les derniers mots du Premier ministre ont concerné la corruption. Elle a souligné la relation directe entre l'éducation et le seizième objectif de développement durable, qui est axé sur la promotion de sociétés pacifiques et inclusives pour le développement durable, afin d'assurer l'accès à la justice pour tous et de mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et inclusives. La primauté du droit est essentielle à la réalisation de ces objectifs de développement durable, faute de quoi les sociétés sont exposées à la corruption et à l'évasion fiscale, a-t-elle ajouté. Approfondissant ce concept, elle a rappelé le dernier scandale de corruption au niveau mondial, l'affaire des « Panama Papers », affirmant que le seizième objectif de développement durable, s'il est effectivement mis en pratique, peut bien être le « vaccin » contre ce genre de situations. Enfin, dans le monde d'aujourd'hui, il est nécessaire de prévoir une aide au développement intelligente qui serve de catalyseur pour les flux économiques et financiers générés par les investissements du secteur privé. Par ailleurs, dans le contexte actuel, un changement s'impose, en particulier pour que les élèves puissent apprendre et acquérir des savoirs dans les meilleures conditions. Mais pour que ce soit possible, des efforts massifs, tant au niveau international que national, doivent être déployés, en ne laissant personne au bord du chemin, car en matière d'éducation, tout retard devient difficile à combler par la suite.

Najat Vallaud-Belkacem, ministre française de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, a commencé son intervention en rappelant les défis auxquels sont confrontées les démocraties actuelles, surtout en Europe, et qui favorisent dans la montée du populisme et de l'extrémisme nourrie par les plaies à vif de l'incertitude et des craintes pour l'avenir. Pourtant, on peut tirer des enseignements de l'histoire de l'Europe, qui face à des défis passés, les a toujours relevés par plus de valeurs et par plus de démocratie. La tenue du Forum mondial de la Démocratie à Strasbourg, dont l'histoire doit être une inspiration, en est la preuve. Face aux attentats dont est victime l'Europe, elle cite Paul Valéry qui déclarait après la Seconde Guerre mondiale que « Nous autres, civilisations, nous savons aujourd'hui que nous sommes mortelles » ; La démocratie n'est jamais acquise, c'est combat quotidien. Aux yeux de la France, le Conseil de l'Europe joue un rôle important en faisant progresser l'Etat de droit tout en suivant de près le respect des engagements pris par les États membres. Elle a ensuite souligné le rôle du Conseil de l'Europe en faveur des initiatives dans le domaine de l'éducation, pour promouvoir le dialogue et la compréhension culturelle, développer la diversité linguistique, renforcer le plurilinguisme et la reconnaissance des qualifications.

La ministre a attiré l'attention sur la relation en France entre citoyenneté et éducation. En effet, en 2013, la loi sur la réforme scolaire a permis de créer un concept de citoyenneté dans tous les environnements scolaires, car les élèves et étudiants doivent, ceci est indiscutable, participer à la vie démocratique. Grâce à la citoyenneté, nous développons tous selon elle des compétences pratiques, processus qui ne s'arrête pas quand on quitte l'école. Le programme français de citoyenneté prévoit une rencontre avec la « réserve citoyenne », groupe de personnes à la disposition des membres du personnel scolaire pour enseigner les valeurs démocratiques. Il est nécessaire de comprendre l'histoire, car la citoyenneté est une valeur qui devrait se fonder sur un passé commun. C'est grâce à la compréhension de l'histoire que nous pouvons défendre la démocratie et ses valeurs. Deuxième et dernier point important de son intervention, le lien entre la langue et l'incompréhension. Selon elle, il y a tant de manières différentes d'exprimer ses pensées qu'il arrive que la montée d'actes de violence résulte simplement d'une incompréhension. La langue constitue par conséquent un outil primordial pour débattre et dialoguer. C'est précisément pourquoi il convient de doter les élèves et étudiants des outils leur permettant de dialoguer dans un esprit de citoyenneté. Pour conclure, elle a mis en exergue que pour qu'il y ait démocratie, il faut des acteurs à tous les niveaux de la société.

Le Forum mondial de la démocratie s'est révélé être un creuset d'idées et le lieu d'un dialogue enrichissant entre les générations, un lieu propice aux échanges sur les défis à relever, des bonnes pratiques et des solutions concernant l'éducation et l'égalité. Face aux défis actuels, la démocratie permet de faire le lien entre

enseignement formel et emploi, en particulier pour les jeunes talents. La Première ministre norvégienne a aussi affirmé qu'il convenait de mieux reconnaître les compétences acquises grâce à l'éducation, aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé. Par ailleurs, la ministre française de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a ajouté qu'un état d'esprit local était en train de naître en faveur de l'engagement local, là où la démocratie est la plus solide.

Après le débat tenu dans le cadre de la session d'ouverture, un temps a été consacré aux faits, avec une discussion plus approfondie sur la manière dont l'éducation contribue à contrebalancer certaines tendances mondiales telles que la montée du populisme, du nationalisme et de l'intolérance.

Les problèmes contemporains liés à la démocratie se posent en particulier en occident, au cœur même de démocraties parvenues à maturité, a déclaré Joan Hoey, éditrice de l'indice de démocratie établi par l'Economist Intelligence Unit. Le fait que les individus se sentent exclus de la pratique de la démocratie est selon elle probablement lié à la crise actuelle des revendications populistes. Ainsi, la réponse n'est pas moins de démocratie mais plus de démocratie. D'après des données collectées par le Pew Research Centre, au Moyen-Orient, aux États-Unis et en Europe, une grande majorité de la population ne considère pas que la prochaine génération sera mieux lotie que celle de ses parents. La confiance dans la démocratie tient bien davantage de la confiance en l'avenir à long terme que de l'état actuel de l'économie. Dans beaucoup de nations européennes, un grand nombre de personnes considère qu'elles vivent moins bien dans leur pays en raison de la diversité croissante de la société ; dans 32 pays à revenu faible et intermédiaire, on estime qu'internet a des répercussions positives sur l'éducation, les relations personnelles et l'économie, mais un effet négatif sur le sens moral dans le pays. Dans ce contexte, la faible confiance dans les institutions démocratiques est inquiétante : seules 19 % des personnes interrogées aux États-Unis font confiance aux pouvoirs publics ; dans les pays émergents et en développement, elles sont 61 % à ne pas être satisfaites de la manière dont fonctionne leur système politique. L'éducation constitue incontestablement un soutien pour les principes démocratiques. En effet, les sondages montrent que ce sont les personnes qui ont étudié le plus longtemps qui sont les plus fervents partisans de la liberté de la presse, de la non-censure d'internet et de l'égalité entre les femmes et les hommes. L'éducation est aussi associée aux types de valeurs qui peuvent contribuer à façonner une société plus démocratique. Les valeurs comme la tolérance et le respect du pluralisme sont souvent associées à la probabilité qu'un pays aura d'avoir une démocratie vigoureuse.

Session plénière 1 : Apprendre par la pratique – De la théorie à la pratique de la démocratie

Gabriella Battaini Dragoni, Secrétaire Générale adjointe du Conseil de l'Europe, a souhaité la bienvenue aux participants à la première session plénière consacrée au thème « Apprendre par la pratique – de la théorie à la pratique de la démocratie ». Elle a souligné le rôle joué par le Conseil de l'Europe dans la promotion de la démocratie, des droits de l'homme et de l'Etat du droit, ainsi que la nécessité de mettre un certain nombre d'outils d'éducation à disposition de gens en vue de renforcer les valeurs démocratiques. Elle a très vite invité les participants à répondre à une question simple : « Avons-nous réellement accès à l'éducation dans le monde actuel ? »

Marko Grdasic, président du Conseil consultatif pour la jeunesse du Conseil de l'Europe, a pris la parole en tant que modérateur de la session et a exposé rapidement la portée du Conseil consultatif pour la jeunesse au Conseil de l'Europe et la pertinence du Forum de cette année avec les activités du Conseil consultatif pour la jeunesse.

Le premier intervenant, Georges Haddad, président de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, a déclaré que même si la question de l'éducation demeure la première priorité aujourd'hui, les réponses ne sont plus les mêmes que celles du siècle dernier. Comme il le rappelle en tant que mathématicien, le cerveau humain s'efforce de s'adapter aux rythmes biologiques (langue, mathématiques, sciences), mais le nouveau défi consiste à adapter le cerveau à un autre monde culturel que les êtres humains sont en train de créer (nouvelles technologies, internet) et ne contrôlent pas toujours. Le besoin absolu de justice, le sentiment d'équité, reposent sur un système d'éducation juste, égalitaire partout et pour tous. Il recommande une organisation flexible plutôt que hiérarchique où les individus travaillent en groupes au sein d'un réseau qui partage leurs codes communs et harmonise leurs comportements. Ces comportements s'appuient sur des connaissances et les êtres humains ont besoin de connaissances pour agir, être cohérents et s'inscrire dans le

long terme. Savoir comment agir, agir pour savoir et agir ensemble, tels devraient être les mots d'ordre de l'éducation. Pour conclure, il a cité une devise populaire « le monde dépend d'enfants qui étudient ».

Dans son intervention incisive autant qu'enrichissante, Yacoov Hecht, éducateur et pionnier de l'éducation démocratique en Israël, a expliqué comment l'éducation favorise la démocratie au sein des écoles démocratiques, grâce à trois règles principales. Premièrement, dans une école démocratique, les élèves vivent comme une communauté démocratique, en prenant les décisions ensemble ; de plus, ils choisissent de manière spontanée les matières scolaires qu'ils veulent étudier pour que chacun puisse apprendre différemment. Deuxièmement, grâce à une relation étroite entre les élèves et les membres des équipes pédagogiques, chaque élève est libre de choisir un mentor et, partant, les contenus d'apprentissage. Enfin, les contenus font véritablement la différence dans les écoles démocratiques, car ils insistent sur les droits de l'homme et les valeurs démocratiques. Le mouvement des écoles démocratiques s'étend, selon lui, et les possibilités de formation sont aujourd'hui nombreuses pour les enseignants qui souhaitent rejoindre l'idée de base des écoles démocratiques, selon laquelle le concept de l'école n'est pas le même que dans une école traditionnelle, car les élèves choisissent activement leur parcours d'éducation. De plus, M. Hecht a souligné qu'aujourd'hui, nous vivons une période de changement du paradigme éducatif : chaque élève est un enseignant et la classe poursuit un objectif commun, puisque l'ensemble de la classe doit s'employer à atteindre les objectifs d'apprentissage. Il a aussi ajouté que le mouvement des écoles démocratiques s'est affranchi des murs de l'école physique en favorisant l'éducation démocratique aussi dans les villes, reliant ainsi les élèves à ce qui se passe en dehors des établissements scolaires. Ainsi, les élèves sont invités à se pencher sur les défis auxquels les villes sont confrontées afin d'aider à trouver de véritables solutions. Après près de trente ans d'implication dans l'environnement des écoles démocratiques, M. Hecht a conclu qu'une pièce du puzzle fait encore défaut aux sociétés démocratiques : l'éducation démocratique. Il a ensuite recommandé de connecter les projets innovants, comme l'éducation démocratique, avec les écoles publiques traditionnelles.

À l'issue des allocutions des membres du panel, la modératrice de la session, Gabriella Battaini-Draconi, a invité l'auditoire dans l'hémicycle ou suivant le débat en ligne à poser des questions ou à formuler des commentaires. Gudrun Mosler-Törnström, Présidente du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe, a déclaré que ce dernier est au fait des défis identifiés par cette édition du Forum. Les autorités locales et régionales sont, selon elle, la pièce manquante du puzzle mentionnée par Yacoov Hecht car tout commence au niveau local. En soulignant l'importance du Forum en tant qu'espace de rencontre pour partager des expériences et apprendre les uns des autres, elle a ensuite prévenu qu'il était tout aussi important de soutenir tous les efforts visant à construire des sociétés pluralistes, interculturelles et inclusives. Compte tenu du manque grandissant de confiance dans la politique, qui fait le lit de la radicalisation et de l'extrémisme, il est aujourd'hui plus important que jamais de se pencher sur ce phénomène en agissant au niveau local. Pour vivre dans une démocratie, il est absolument essentiel d'apprendre quels sont les fondements des droits de l'homme et de l'Etat de droit. On a pu dire que, pour comprendre ce que les gens apprennent, il faut s'appuyer sur les connaissances mises en pratique au niveau local ; par conséquent, selon elle, les modes d'enseignement ne changeront pas si les individus n'agissent pas au niveau local et régional. Il est donc nécessaire d'introduire de plus en plus des doses de participatif dans les démocraties représentatives. En outre, dans son intervention, elle a recommandé de proposer des moyens concrets de faire participer directement les citoyens à la gouvernance démocratique. Les citoyens doivent pouvoir établir des partenariats concrets à partir de ce qu'ils ont appris. Il faut donc leur en donner la possibilité, comme le fait l'initiative de l'éducation démocratique. Pour conclure, la présidente a déclaré que le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux est persuadé que les débats du Forum donneront à tous les participants une multitude de nouvelles idées qu'ils pourront tester au quotidien, à leur niveau.

Un participant de la Fédération de Russie a posé des questions aux deux intervenants. La première, adressée au président de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, portait sur les relations entre le passage d'une éducation traditionnelle au mode opératoire démocratique de Yacoov Hecht, et sur la question de savoir si les acquis d'avant pourraient être conservés. La deuxième question, adressée à Yacoov Hecht, concernait les traditions nationales et culturelles. Plus précisément, le participant a expliqué à l'intervenant que le cas de la Fédération de Russie est emblématique, du fait de sa société multiethnique et multilingue qui compte un grand nombre de régions et de groupes différents, avec leurs propres traditions. De ce fait, il se demandait comment les méthodes prévues par l'école démocratique pourraient s'adapter aux différentes sphères culturelles d'une telle société. Le participant lui a aussi demandé de donner un exemple concret du point de vue israélien, et de sa tentative de mettre en place l'éducation démocratique dans sa société et ses établissements d'enseignement.

Avec leurs réponses, les deux intervenants ont élargi la portée de leurs interventions. George Haddad a expliqué que l'éducation n'a pas changé du fait du progrès technologique, mais plutôt en raison du monde dans lequel nous vivons. Les connaissances, selon lui, sont accessibles partout et par tous, à tout moment. Toutefois, les véritables questions qu'il faudrait se poser sont : quel type de connaissances voulons-nous, quelle est la pertinence de ces connaissances et quelles sont leur validité et leur qualité ? Tel est le principal défi que l'éducation doit relever aujourd'hui et auquel elle sera confrontée demain. Néanmoins, la difficulté réside plutôt, selon lui, dans le fait de développer des dimensions critiques, ce que l'éducation traditionnelle n'a pas suffisamment fait.

Les participants ont demandé à ce que George Haddad explique ce qu'il appelle « *un sentiment de créativité* ». Il a alors insisté sur le fait que nous devons être des citoyens actifs et créatifs. Tel est le propre de la démocratie, a-t-il affirmé. Pour être des citoyens dynamiques, il faut s'informer et rechercher les connaissances. Pour illustrer ses propos, il a établi une comparaison avec les régimes totalitaires : il a rappelé qu'une fois les horreurs de l'histoire révélées, la seule réaction des gens a été de dire « Je ne savais pas ce qui se passait alors » - on ne peut pas continuer à se cacher derrière des excuses. Au cours du débat animé, il a aussi ajouté que les connaissances ne sauraient être gardées pour soi, mais devraient être partagées. L'éducation est aussi un acte d'amour, d'après George Haddad : il s'agit non seulement de former des citoyens professionnels, mais aussi d'instaurer entre les étudiants et les enseignants un climat de bienveillance. La société, selon lui, doit promouvoir cette idée. Si un pays ne respecte pas ses enseignants, il est alors peu probable qu'il respecte ses enfants.

Yacoov Hecht a partagé l'avis de George Haddad sur les connaissances. Toutefois, pour lui, les connaissances sont nécessaires au travail en réseau, ce qui commence, selon lui, par affronter les différences, en particulier en termes de culture et de traditions. Tel est le lien avec l'éducation : l'éducation doit être différente dans chaque pays, car chacun a des origines différentes. C'est ce qu'il a appelé « la beauté de l'éducation ». C'est grâce à des opinions différentes et par les différences que les personnes entrent en relation. Ce concept est au cœur de l'initiative de l'éducation démocratique. Il a aussi déclaré que pour avoir des multiplicateurs dans l'éducation démocratique, il fallait se retrouver par le biais de réseaux, surtout au niveau local.

Des interventions de jeunes ont ponctué et animé les travaux dans l'hémicycle. Un participant grec de 18 ans a demandé comment la morale peut tirer profit de l'éducation, compte tenu de l'insécurité politique contraignante dans laquelle vivent les citoyens aujourd'hui. Un autre participant portugais de 15 ans a remis en question le fonctionnement du système éducatif dans le monde, en se demandant s'il ne vaudrait pas mieux mettre en place un programme d'enseignement universel afin de réduire les clivages culturels.

Le débat s'est ensuite poursuivi sur les principaux réseaux sociaux, comme Twitter. Un tweet des participants en ligne a demandé comment les citoyens et les enfants pouvaient s'engager de manière active pour faire face aux tendances mondiales au populisme et au déficit de confiance dans le système démocratique, qui remettent en question la tolérance et la diversité. Pour répondre à toutes ces questions, George Haddad a conclu que les mathématiques, parce qu'elles sont un langage universel, sont un moyen d'appréhender et de comprendre la complexité des défis mondiaux d'aujourd'hui en matière d'éducation, les deux intervenants étant d'accord sur le fait qu'il est temps désormais de refonder l'éducation et ses modèles.

Gabriella Battaini-Dragoni a conclu la session en rappelant que les compétences démocratiques sont importantes pour relever les défis sociétaux, et nécessaires si l'on veut s'engager en faveur de la démocratie, y participer et s'en sentir responsable autant que respecter ses valeurs, ce qui passe forcément par une approche à la fois théorique et pragmatique, véhiculée par l'éducation.

Session plénière 2 : Éducation – reproduire ou transcender les inégalités ?

Pedro Agramunt, Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, a ouvert la session. Il a expliqué qu'au cours de sa carrière de responsable politique, il avait travaillé avec des gens à la formation et aux origines sociales très diverses ; il est donc important pour lui de mieux comprendre comment l'éducation à la démocratie peut traiter le risque inhérent à la réduction des inégalités et comment elle contribue à renforcer la participation citoyenne et l'égalité des chances pour tous. Aujourd'hui, l'éducation est toujours une chance, tout autant néanmoins qu'une source d'inégalité sociale. Des études ont montré que les personnes ayant un niveau d'éducation plus élevé participaient davantage aux activités politiques et avaient de ce fait plus d'influence sur la prise de décisions. Reste que les citoyens sont de plus en plus désabusés de

constater que les élites politiques se composent la plupart du temps de personnes riches ayant un niveau d'études élevé. C'est un problème de plus en plus prégnant face à la montée du populisme. Les mouvements nationalistes s'imposent de plus en plus au niveau mondial, en exploitant souvent les craintes et la frustration des citoyens, mais aussi en simplifiant à l'excès les défis complexes auxquels les sociétés sont confrontées. Son intervention a insisté sur la menace du discours démagogique et populiste dans la société, et sur la nécessité pour les citoyens instruits de prendre activement part au débat public. Cela l'a amené à formuler deux questions : « Comment réformer l'éducation afin qu'elle permette de surmonter les clivages de notre société ? » et « Comment les responsables politiques peuvent-ils doter les citoyens des compétences nécessaires pour cartographier les complexités idéologiques, culturelles, économiques et politiques de ce siècle et tracer leur route ? »

Anja Olin Pape, représentante des jeunes et vice-présidente du Comité consultatif pour la jeunesse du Conseil de l'Europe, a pris la parole et présenté les membres du panel.

Aaron Benavot, Directeur du Rapport mondial de suivi sur l'éducation, a insisté sur l'importance de la publication internationale phare de l'Unesco dans le domaine de l'éducation qui analyse la relation entre l'éducation et les objectifs de développement durable, adoptés en 2015 par les Nations Unies. L'un des chapitres de ces objectifs concerne la paix et la non-violence, et les observations de M. Benavot lors du Forum y ont fait allusion. L'Unesco, a-t-il déclaré, félicite le Conseil de l'Europe de consacrer le Forum de cette année à l'éducation et à la démocratie. Il a souligné qu'éduquer les enfants, les jeunes et les adultes aux idées démocratiques telles que la justice, les libertés et l'égalité, le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales était au cœur même du mandat de l'Unesco consistant à promouvoir la paix dans l'esprit des femmes et des hommes. Les dispositions relatives à l'égalité des chances en matière d'éducation ont un rôle déterminant à jouer pour inverser la tendance et réduire les inégalités au sein des pays ; elles peuvent aussi contribuer à garantir l'essor de sociétés plus inclusives, plus durables, plus justes et plus pacifiques. Toutefois, la principale question qu'il faut se poser selon lui est de savoir si l'éducation peut remédier aux inégalités en responsabilisant les groupes marginalisés. L'éducation peut aussi perpétuer certaines visions et cultiver l'intolérance dès lors que les préjugés et les stéréotypes ne sont pas combattus en salles de classe, l'éducation pouvant dès lors transformer l'école en terrain favorable à la violence. Nous devons nous concentrer sur la véritable source de l'éducation : les enseignements comme les modes d'enseignement comptent. Dans un grand nombre de pays, il s'est avéré que les politiques et les programmes ont renforcé les stéréotypes. Dans la mesure où l'on propose une éducation de qualité ainsi que des matériels d'enseignement et d'apprentissage inclusifs, l'éducation constitue un instrument puissant de prévention des conflits et de la violence.

Les attitudes des enseignants, les attentes relatives aux comportements et les interactions avec les élèves peuvent aussi réduire ou perpétuer les inégalités. Les enseignants peuvent contribuer à remédier aux inégalités en traitant tous les élèves avec respect tout en appliquant des principes d'égalité, en particulier entre les femmes et les hommes, ou en s'occupant plus particulièrement des groupes marginalisés et en encourageant des discussions ouvertes en classe. Tous ces efforts contribueront selon lui à réduire la discrimination et à favoriser un environnement d'apprentissage inclusif qui reflète les principes démocratiques, tolérants, pacifiques et pluralistes que nous souhaitons tous dans nos sociétés. C'est ce qui rend la formation des enseignants au développement durable et à la citoyenneté mondiale indispensable. L'éducation à la citoyenneté mondiale, qui vise à donner aux apprenants les moyens d'assumer un rôle actif et de comprendre les enjeux mondiaux, contribue à bâtir un socle. Aaron Benavot a conclu que l'éducation jouait un rôle fondamental dans la cohésion sociale. Si l'éducation fait défaut, n'est pas égale pour tous ou manque d'impartialité, elle peut attiser l'extrémisme violent. L'éducation favorise la participation constructive et non violente aux processus politiques. Lorsque les citoyens sont mécontents de la situation politique, l'éducation augmente la probabilité qu'ils fassent connaître leurs préoccupations par des mouvements civils non violents, tels que des protestations, des boycotts, des grèves et des manifestations politiques. Enfin, il a exprimé sa profonde gratitude pour avoir été invité en tant que représentant de l'Unesco au Forum mondial de la démocratie.

Un participant de l'Ecole bulgare d'Études politiques qui assistait à la session à l'hémicycle a ouvert le débat et s'est interrogé sur le rôle de l'Unesco dans le renforcement de la participation active de la jeunesse. Un avocat et chercheur à l'université de Genève a demandé comment les animateurs éducatifs pouvaient apprendre aux gens à ne pas avoir peur et à transmettre le message de paix aux jeunes générations. Aaron Benavot a répondu qu'il était important d'éduquer les jeunes par la voie du débat. L'Unesco participe activement au Forum des

jeunes afin de s'assurer qu'ils sont représentés dans les grands forums de discussion des politiques. Il est essentiel de les associer aux objectifs de développement durable. Concernant la question de savoir comment éduquer en respectant l'individualité, il a répondu qu'il fallait tenir compte des barrières linguistiques et de la maîtrise de la langue, afin de répondre aux besoins des élèves dans un contexte globalisé et multiculturel. D'une part, dans les sociétés bilingues et plurilingues, l'enseignement linguistique est essentiel pour une éducation égale pour tous et l'inclusion des élèves aux origines culturelles et linguistiques diverses. D'autre part, les enseignants devraient aussi être sensibles à ce problème majeur ; il convient de redoubler d'attention et d'efforts concernant les programmes bilingues et plurilingues et leurs enseignants, afin de répondre à ces besoins croissants en matière de connaissances linguistiques et d'inclusion des élèves dans l'éducation d'aujourd'hui.

Colin Crouch, professeur émérite de l'université de Warwick, Royaume-Uni, a souligné que la participation demandait un équilibre entre raison et passion. Sans raison, nous ne pouvons pas agir de manière compétente, et sans passion, nous ne sommes pas motivés à agir et à nous sentir concernés. Mais cela peut facilement amener à l'extrémisme. Si la passion n'anime pas la politique, celle-ci devient une activité technocratique aride et le règne d'intérêts particuliers. À l'inverse, si la passion commence à prendre le pas sur la raison, cela nuira au savoir-faire experts et aux connaissances et les influencera. En effet, la politique fondée uniquement sur la passion risque d'aboutir à une confrontation violente, jusqu'au-boutiste. Ce sont deux dangers différents, deux problèmes d'équilibre qui constituent des obstacles pour parvenir à une certaine stabilité. Au fil de l'histoire, après une série de luttes pour la mise en œuvre de la démocratie, les citoyens ordinaires se sont rendu compte que l'identité sociale a un sens politique. À terme, ce conflit sera réglé. Le deuxième élément clé de son intervention a concerné l'identité. Comment peut-on reconnaître son identité politique individuelle ? Aujourd'hui, les gens manquent de confiance en eux et en la classe politique. Les compétences sociales sont importantes pour créer un lien entre les citoyens et la politique. Paradoxalement, du point de vue de l'égalité des sexes, les femmes ont été moins confrontées aux problèmes liés au désintérêt pour la politique et à un sentiment de mise à l'écart. L'économie mondiale a aussi eu un effet sur le manque de confiance dans la politique aujourd'hui. Il devient évident que la mondialisation, les migrations, la crise des réfugiés et le terrorisme islamique actuels ont créé un nouvel ensemble d'identités sociales qui ont un sens politique, à l'origine de très fortes passions fondées sur la haine.

Qu'en est-il de l'éducation ? Colin Crouch a estimé que plus les citoyens avaient fait d'études, moins ils semblaient prendre part à la politique de la haine. En effet, plus les individus sont instruits, plus ils ont confiance en eux, et de ce fait, moins ils se sentent aliénés. En outre, il a souligné que plus les citoyens étaient instruits plus ils disposaient de compétences sociales, et c'est en partie l'essence même de l'éducation. Dans ses conclusions, Colin Crouch a fait observer que l'éducation dote les gens de compétences leur permettant de croire en leur raison. Néanmoins, il a conclu son intervention en posant la question suivante : « Où trouver de nouvelles sources de passion qui peuvent plus facilement nous relier à la raison afin d'élaborer une politique démocratique ? »

Le débat animé de cette session a aussi été suivi via Twitter. Un participant en ligne a demandé à Colin Crouch de préciser la dimension de genre de son intervention. Colin Crouch a expliqué que selon lui, la confiance des femmes augmente et leur identité s'affirme de plus en plus, ce qui a un certain sens politique. Il est donc probable que leur participation augmente. Une autre question a été soulevée par Nora Bateson, intervenante dans le laboratoire 18 sur l'apprentissage intergénérationnel. Elle a d'abord insisté sur l'idée selon laquelle l'éducation, à la fois formelle et informelle, préparait les citoyens à intégrer les structures prédéterminées de la société. Ces structures contribuent aujourd'hui à la perte des droits écologiques et humains. Il est donc nécessaire que l'éducation narrative et la démocratie englobent la réalité, qui est que nous vivons une période de transformation sans précédent. Face à ce scénario, elle a ensuite demandé comment les professionnels se préparent aux transformations structurelles du système qui permettront l'émergence d'un autre type d'éducation et comment ils les soutiennent. Colin Crouch a reconnu la pertinence de la question et ajouté que par convention, l'économie comprend l'équilibre mais pas l'innovation, en particulier lorsque celle-ci est radicale. Il est possible de parvenir à une éducation qui donne aux citoyens les outils dont ils ont besoin pour réfléchir et agir. Actuellement, les tendances dans le domaine de l'éducation vont exactement dans la direction opposée : les écoles apprennent aux élèves comment réussir aux examens car les écoles sont elles-mêmes évaluées en fonction de leur performance. Ce n'est donc pas une éducation de l'innovation, a-t-il ajouté. Bien que l'éducation joue un rôle de plus en plus important, il est convaincu qu'il est possible de se concentrer sur une éducation qui prépare les esprits des apprenants pour l'innovation.

Une autre question a été soulevée par une participante marocaine. Affirmant que l'éducation reflète malheureusement l'inégalité de la société et n'a pas le pouvoir de changer la situation, elle se demandait comment les nations pourraient révolutionner l'éducation sans bouleverser l'ordre politique, social et économique. Colin Crouch a répondu qu'il était certainement possible d'agir au sein du monde éducatif pour favoriser les opportunités et vaincre les préjugés. Toutefois, il convient que l'éducation n'est pas la seule institution puissante de la société, puisque nous subissons encore dans une très large mesure nos évolutions sociétales.

Sakena Yacoobi, Directrice exécutive de l'Institut afghan de l'apprentissage, a enrichi le débat de la session avec un discours fort et inspirant, en rappelant que l'éducation était le point clé pour changer la société. L'éducation peut permettre à une nation de progresser, d'aborder différemment la culture et la lutte contre la pauvreté. Elle a expliqué que l'Afghanistan était parti d'une approche holistique de l'éducation, en travaillant sur chaque aspect de la vie, ainsi que sur l'éducation à la citoyenneté. Quand 90 % des citoyens ne savent ni lire, ni écrire, comment leur dire qu'ils ont le droit à la participation, au travail, à l'égalité des chances, etc., s'est-elle-interrogée. Nous devons concevoir une éducation de qualité, participative, qui forme le genre de dirigeants dont nous avons besoin. La démocratie n'arrive pas par hasard. C'est un processus de transformation progressif qui passe par l'éducation, et repose sur des heures et des heures de discussions avec les jeunes sur leurs droits et comment les défendre. Il demande du temps et de la patience, de l'amour et de la passion. Pour elle, l'instauration de la démocratie passe par l'éducation. En Afghanistan, 27 % des parlementaires sont des femmes. Un pays où les femmes ne sont pas représentées sur la scène politique ne peut pas être démocratique, car ce sont elles qui éduquent les enfants sur la diversité, les préjugés et l'égalité. Par conséquent, comment s'adresser aux enfants qui ne sont pas scolarisés ? L'organisation de Sakena Yacoobi se rend dans les villages ruraux, parle aux parents et aux enfants pour les convaincre d'accepter l'éducation. La deuxième partie de son discours a porté principalement sur les valeurs. Dans nos sociétés, selon elle, on a complètement ignoré les valeurs, et notamment la responsabilité et la justice. Sans valeurs ni justice, « comment parvenir à instaurer la démocratie ? », a-t-elle demandé aux participants. Les gens aujourd'hui vivent encore dans une société très individualiste où l'égalité ne peut pas être pleinement réalisée. Elle s'est en outre penchée sur le rôle des technologies, précisant qu'elles constituaient un outil remarquable qui donne la possibilité, grâce à la dimension humaine, de contacter, mais aussi d'interconnecter les gens.

Une discussion passionnante s'est ouverte dans l'hémicycle lorsqu'un participant indien a demandé comment l'organisation de Sakena Yacoobi réussissait à atteindre les personnes vivant dans les zones reculées. Elle a indiqué que l'organisation commence par construire un bâtiment et, tout en travaillant avec les communautés locales, elle regroupe les élèves tous ensemble pour leur permettre de débiter le processus éducatif fondé sur un programme conçu selon leurs besoins. Une fois qu'ils ont atteint un niveau d'éducation satisfaisant, ils peuvent étudier dans des établissements ordinaires en Afghanistan.

Anja Olin Pape a demandé à Sakena Yacoobi comment on pouvait selon elle réformer l'éducation afin de transcender les inégalités. Elle a répondu que la clé est d'écouter les citoyens et de travailler à partir de la diversité et des similarités. Un participant de l'Ecole d'Études politiques de Tbilissi, en Géorgie, a déclaré que son pays traverse une transition culturelle et politique complexe. L'éducation est toujours un sujet de débat. Il a donc demandé comment Sakena Yacoobi travaille avec des adultes pour parvenir à un consensus autour de l'éducation et comment elle réussit à éduquer les adultes. L'intervenante a répondu qu'elle écoute les apprenants et leur apportait ce qu'ils veulent (un centre d'apprentissage pour les femmes, une école ou autre chose, par exemple). Elle a rappelé qu'éduquer consiste à écouter les apprenants et non à appliquer un modèle unique.

Enfin, les participants se sont interrogés sur le terrorisme et le fondamentalisme, sujets qui devaient être abordés au cours des laboratoires. Une question d'une participante ukrainienne a permis tout d'abord de rappeler que l'Ukraine a déjà commencé à appliquer à la fois la lettre et l'esprit : en effet, il existe une université en ligne en Ukraine, qui dispense un très bon niveau d'éducation et dont 170 étudiants ont déjà été diplômés. En conséquence, la question était de savoir comment les démocrates pouvaient communiquer avec les pays voisins ayant un système éducatif « totalitaire ». Un autre participant a demandé comment introduire une éducation démocratique dans des pays qui axent l'éducation sur la religion, plutôt que sur la démocratie. Les pays arabes traversent une crise économique et de nombreux groupes armés s'opposent à la démocratie. Que faire ? Toutes ces questions ont été renvoyées aux laboratoires, qui les ont traitées plus en détail lors de cette session plénière.

Les modérateurs ont clos la session en remerciant les membres du panel et les participants pour leurs précieuses contributions.

Session de clôture et Prix de l'innovation démocratique

Malgré toutes les difficultés à changer les structures et les systèmes éducatifs, « des arbres pousseront sûrement grâce aux expériences courageuses et aux graines démocratiques plantées au fil du Forum mondial de la démocratie ». Avec cette déclaration emblématique, Lyn Carson, professeure à l'École de commerce de l'université de Sydney et administratrice de la Fondation newDemocracy, ainsi que rapporteure principale du Prix de l'innovation démocratique 2016, s'est félicitée des thèmes et des initiatives présentés dans les laboratoires cette année. Elle a ajouté qu'au vu des 40 initiatives présentées dans les différents laboratoires, il faut essayer, changer d'orientation si on s'est trompé, et ne pas porter sur le fait d'expérimenter un jugement sévère. Toute la population n'a pas besoin d'être éduquée sur absolument tout. Au contraire, notre ambition collective devrait, selon elle, être de rassembler les citoyens et de les informer en profondeur sur un sujet, de développer leur esprit critique, de leur donner des possibilités d'interroger des experts et de débattre ensemble de manière équitable.

« Nous devons viser haut pour corriger les insuffisances des sociétés contemporaines »

Expliquant de manière convaincante que beaucoup d'initiatives n'en sont encore qu'au stade de l'expérimentation, souvent dans des environnements stimulants, mais aussi dans des environnements incroyablement hostiles, Smith Graham, professeur de l'université de Westminster et rapporteur principal des laboratoires, a souligné les enseignements tirés des initiatives présentées. De fait, il est apparu nécessaire de développer l'éducation comme un moyen de parvenir à une démocratie plus tolérante. Il a fait remarquer qu'un grand nombre de laboratoires ne traitaient pas l'éducation à la démocratie mais l'éducation par la démocratie. De plus, si la participation est essentielle car elle nous permet d'acquérir des connaissances démocratiques et de développer les compétences nécessaires à la démocratie, elle remet aussi en cause les hiérarchies et donne à chacun la possibilité de s'exprimer. Après tout, pour réduire les inégalités par l'éducation, il est essentiel de développer des stratégies de sensibilisation, de donner une impulsion pour un changement systémique de l'éducation à la démocratie, et de réunir toutes les innovations.

Rosemary Bechler, rédactrice de *openDemocracy*, s'est félicitée de l'ensemble des présentations enrichissantes en partant de l'exemple de l'école ukrainienne de la démocratie comme une expérience de démocratie en action, qui a reconnu l'état d'esprit de chacun comme un véritable moteur de changement, donnant aux élèves les moyens d'agir et d'être entendus et permettant ainsi de libérer efficacement d'extraordinaires énergies créatives et transformatives. Elle a salué les initiatives présentées dans les laboratoires, qu'elle trouve utiles pour améliorer les systèmes éducatifs et démocratiques tout en réduisant les inégalités sociales.

Trois initiatives présentées dans les laboratoires ont été présélectionnées par le Conseil scientifique du Forum mondial de la démocratie et exposées lors de la session de clôture : l'initiative pour l'éducation civique MaYouth, Zimbabwe ; La démocratie en pratique, États-Unis/Bolivie ; L'enseignement supérieur pour les réfugiés, KIRON, Allemagne.

Le Prix de l'innovation démocratique du Conseil de l'Europe est décerné chaque année à l'initiative la plus populaire du Forum mondial de la démocratie, présentée dans les laboratoires et élue par les participants au Forum.

La première initiative entendait former les jeunes dirigeants âgés de 16 à 35 ans grâce à la plateforme WhatsApp qui utilise de la documentation et des vidéos en open source. L'objectif du projet est d'accroître la participation civique des jeunes grâce à l'autonomisation des connaissances favorisée par WhatsApp.

La deuxième initiative visait à transformer la façon dont les écoles abordent l'éducation civique en facilitant les propositions des élèves pour structurer de manière innovante le conseil des élèves. Elle offre à la fois une alternative à l'exclusion et au désengagement qui caractérisent généralement le conseil des élèves, et un moyen de former des citoyens actifs avec de solides compétences civiques et des valeurs démocratiques.

La troisième initiative, d'une start-up sociale allemande, permet aux réfugiés d'étudier quelle que soit leur situation à l'égard de la loi. Le modèle d'étude combine des éléments en ligne et hors ligne et offre une approche gratuite et qui ne dépend pas du lieu où se trouve l'apprenant. Le programme est basé sur des cours en ligne ouverts et massifs (MOOC) et est accessible grâce à des plateformes partenaires. L'objectif de Kiron est de favoriser l'intégration dans le pays d'accueil et de créer des perspectives à long terme pour les personnes déplacées. C'est pourquoi Kiron propose également des cours de langues ainsi que des programmes de mentorat et de jumelage.

Cette initiative allemande a été plébiscitée par les participants et saluée par Snežana Samardžić-Marković, Directrice générale de la Démocratie, qui lui a remis le Prix de l'innovation démocratique 2016.

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe a présenté les premiers résultats du Forum, qui a réuni quelque 2200 personnes du monde entier.

«...après 40 ans en politique, je considère toujours que l'éducation est l'une des forces les plus décisives pour déterminer nos destins en tant qu'individus et décider de l'avenir de nos nations et de notre monde »

Il a déclaré que, par l'esprit critique et la quête de la connaissance, l'humanité pouvait progresser et construire des sociétés meilleures, plus équitables et plus sûres.

Évoquant l'importance de l'éducation, dans le contexte des environnements scolaires, il a clairement établi que les écoles demeuraient l'un des espaces où, en permanence, les différents membres de nos sociétés, comme les jeunes, peuvent se réunir sur un pied d'égalité, et où peuvent se définir des normes concernant la qualité des informations que les jeunes reçoivent.

Le Secrétaire Général a indiqué que les écoles étaient l'instrument le plus important dont nous disposons pour préparer les jeunes citoyens à la vie dans un monde globalisé et qui évolue rapidement, que ce soit par les langues, qui les aident à trouver leur voie sur le marché du travail du XXI^e siècle ; par l'enseignement de l'histoire, pour les aider à comprendre nos sociétés culturellement diverses, ou par la citoyenneté démocratique, pour leur permettre de devenir des gardiens de démocraties fortes et inclusives.

Il a par ailleurs insisté sur les limites des systèmes éducatifs actuels pour ce qui est de remédier aux dysfonctionnements de la démocratie.

Il a indiqué que de tout temps, on a demandé à l'école de guérir tous les maux de nos sociétés. C'est la raison pour laquelle il est également important de rendre hommage au grand nombre d'éducateurs qui travaillent dans les environnements non formels.

Tout en appelant à l'égalité contre les fractures sociales et la radicalisation afin de soutenir des citoyens éclairés et responsables, il a annoncé que l'an prochain, le Forum portera sur le problème croissant du populisme, et mettra l'accent sur le rôle des partis politiques et des médias.



Thème 1 : A, B, Citoyenneté, Démocratie et Éducation

Les laboratoires ont structuré les travaux du Forum mondial de la démocratie 2016. L'idée était de résoudre des problèmes spécifiques grâce à une analyse critique d'initiatives testées. Celles-ci, présentées brièvement en dix minutes chacune, ont fait l'objet d'une évaluation critique par des panels multidisciplinaires et des participants aux laboratoires. Un expert a animé chaque laboratoire et les intervenants ont été invités à formuler des observations critiques sur l'impact, le caractère reproductible, la pérennité et les risques de l'initiative. Les principales conclusions et leçons tirées des laboratoires ont été discutées lors d'une séance de restitution (synthèse) afin de préparer les conclusions générales du Forum.

Lab 1 – Réinventer la gouvernance à l'école

Modératrice : Mme Milena SANTERINI, Italie, Parlementaire et membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Rapporteuse générale sur la lutte contre le racisme et l'intolérance

Initiatives : Expérimentation démocratique mise au point par les élèves, La démocratie en pratique / Democracia En Práctica, USA/Bolivia ; L'école démocratique, Communauté Européenne pour l'Education Démocratique (Eudec), Europe ; Apprendre à collaborer et collaborer pour apprendre, Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur Andorre

Présentateurs :

M. Adam CRONKRIGHT, Bolivie, co-fondateur de Democracia En Práctica

M. Simon PEK, Canada, Cofondateur de Démocratie en pratique

M. Ramin FARHANGI, France, fondateur de l'École Dynamique

Mme Estefania ROTLLAN, Andorre, Inspectrice de l'éducation

Intervenants :

M. Ansgar ALLEN, Royaume Uni, Professeur d'histoire de l'éducation à l'université de Sheffield

M. Kageki ASAKURA, Japon, doyen de l'Université Shure

Le lab en bref

Le laboratoire avait pour but d'explorer des approches novatrices de gouvernance participative à l'école qui ont été mises en œuvre comme un moyen de favoriser l'appropriation du processus éducatif et l'apprentissage de la démocratie par la pratique. Il a permis de voir comment transformer la façon dont les écoles abordent l'éducation civique en facilitant les propositions des élèves pour structurer de manière innovante le conseil des élèves. Grâce à cela, les élèves commencent également à penser de façon critique et créative à de meilleures façons d'aborder la démocratie. L'idée de respecter les élèves en tant que personnes émancipées qui sont en mesure de faire des choix pour elles-mêmes, non seulement concernant leurs apprentissages mais dans tous les autres domaines de la vie, a aussi été mise en avant dans toutes les initiatives.

Adam Cronkright, cofondateur de Democracia En Práctica, a expliqué qu'afin de lutter contre l'idée selon laquelle la participation était réservée aux élèves les plus éloquents, les structures hiérarchiques avaient été remplacées par des équipes et les élections par un tirage au sort, pour ce qui était de choisir les représentants. De ce fait, la participation des représentants a augmenté, en particulier concernant l'équilibre hommes-femmes. Une bibliothèque et une stratégie de recyclage ont été créées et mises en place. La façon d'envisager l'égalité et l'impartialité a changé.

Ramin Farhangji, fondateur de l'École Dynamique, a ouvert une école démocratique à Paris, où les enfants sont en mesure de choisir librement leur processus d'apprentissage. La méthodologie de l'école est axée sur le jeu, comme moyen d'explorer l'environnement éducatif dans lequel vivent les élèves. Les règles, le budget et les décisions de l'équipe pédagogique font l'objet d'un processus démocratique et s'établissent sur un pied d'égalité. Estefania Rotllan, inspectrice de l'éducation, a présenté une approche d'apprentissage coopérative de l'éducation : l'approche fondée sur les compétences. Le Parlement d'Andorre travaille en coopération étroite avec le Conseil de la jeunesse d'Andorre pour proposer des expériences concrètes de participation. Cette réforme implique avant tout un changement de paradigme de la part des éducateurs.

Ansgar Allen, maître de conférence en histoire de l'éducation à l'université de Sheffield, a rappelé l'importance de placer les élèves au centre d'un environnement éducatif, et l'influence que les parents ont sur le processus d'apprentissage des enfants. Il a insisté sur l'importance de l'histoire pour comprendre qu'on ne peut mettre en place des projets complètement novateurs si on est dans le même temps coupé des expériences antérieures. Il a ajouté qu'il existe des constantes et qu'il faut en avoir conscience.

Le deuxième intervenant, Kageki Asakura, doyen de l'université Shure au Japon, a déclaré qu'un trop grand nombre de jeunes se sentent impuissants et frustrés, ont l'impression de ne pas être entendus et d'être des victimes dans les sociétés actuelles. Ils doivent respecter beaucoup de réglementations, tout en veillant à rester flexibles. La participation est donc certainement un élément clé. Il a insisté sur cette idée en prenant acte de l'initiative de la Bolivie et de ses efforts pour donner aux jeunes les outils qui leur permettront de changer les choses.

À propos des initiatives

En ce qui concerne la première initiative, Adam Cronkright a expliqué que Democracia En Práctica était née de l'idée d'impliquer les communautés et les parents. « Nous montrons aux parents ce que font leurs enfants, par le biais de vidéos, notamment ; nous mettons l'accent sur les compétences en matière de prise de parole en public, en encourageant les élèves à participer » a-t-il déclaré. L'initiative Democracia En Práctica développe un large éventail de compétences et entend permettre aux étudiants de repenser la conception traditionnelle du leadership. « Si votre dirigeant est une personnalité charismatique, tout peut s'effondrer à son départ ; cela fragilise votre société. Dès lors, le leadership devrait être collectif. » La confiance a été sérieusement ébranlée dans nos systèmes politiques ; par conséquent, le meilleur moyen de la restaurer est d'impliquer les citoyens.

« La démocratie ne s'enseigne pas. Alors ne le faites pas. Ne faites rien qui soit contraire à vos objectifs et vos valeurs. » (Ramin Farhangi - Fondateur de l'École dynamique)

« Dans notre école, si les enfants ne sont pas intéressés, ils peuvent sortir de la salle de classe » a-t-il expliqué aux participants du laboratoire, anticipant certaines observations sur son initiative. Les écoles démocratiques ne reposent pas sur l'évaluation. Chaque personne participe en fonction de ses capacités, et personne n'est jugé. Pour ce qui est des autres observations sur l'applicabilité des écoles démocratiques dans un pays non démocratique, Ramin Farhangi a souligné l'importance de ce type d'écoles pour les changements sociétaux. L'idée des écoles démocratiques est plutôt de combattre le statu quo non démocratique. Les retombées de cette initiative sont liées aux parents des élèves : quand les parents voient la manière dont leurs enfants sont transformés, ils changent aussi. En conséquence, cette initiative, à terme, change l'ensemble de la communauté.

Conclusions

Il convient de généraliser l'approche des écoles démocratiques à l'ensemble du système éducatif. Il existe des exemples d'écoles démocratiques qui ont donné des résultats remarquables dans des milieux défavorisés.

- ▶ Il est important de veiller à ce que les minorités ne soient pas placées en porte à faux par la règle de la majorité. Une démocratie qui repose sur un petit nombre de dirigeants charismatiques élus est plus fragile qu'une démocratie fondée sur une communauté de citoyens égaux qui sont prêts à jouer un rôle actif dans leurs sociétés et sont en mesure de le faire.
- ▶ L'élection de représentants des élèves par tirage au sort est une approche intéressante de la démocratie, qui permet à chacun de développer des compétences de participation solides.
- ▶ Si les décisions sont prises par des citoyens ordinaires, cela peut aider à rétablir la confiance dans une société et à lutter contre le ressentiment à l'égard de la classe dirigeante.
- ▶ Si les élèves doivent être placés au cœur de l'éducation et détenir un certain pouvoir, il convient aussi de prendre soin de faciliter l'implication des adultes. Cela concerne en particulier les enseignants, les directeurs d'école et les parents.
- ▶ Il est crucial d'obtenir le soutien des parlementaires. La gouvernance des écoles traditionnelles s'inspire de la démocratie parlementaire. Aujourd'hui, l'innovation démocratique commence souvent à l'école et les parlementaires peuvent apprendre de ces expériences.

Lab 2 – Civic Crowd – le débat public facilité par la technologie

Modératrice : Mme Veronica CRETU, Moldova, présidente d'Open Government Partnership

Initiatives : Civic CrowdAnalytics – Université de Stanford, USA ; Débat citoyen planétaire sur le climat et l'énergie 2015, Commission nationale du débat public (CNDP), France

Présentateurs :

Mme Tanja AITAMURTO, Finlande, post-doctorante, Social Algorithms Lab, université de Stanford, USA

M. Christian LEYRIT, France, président de la commission nationale du débat public

Intervenants :

M. Robert BJARNASON, Islande, président et directeur technique de la Citizens Foundation Iceland

M. Anthony ZACHARZEWSKI, Royaume Uni, directeur de Democratic Society

Le lab en bref

Le laboratoire a été l'occasion de se pencher sur deux études de cas. La première initiative de l'université de Stanford, « Civic Crowd Analytics », utilise des méthodes de traitement du langage naturel et des méthodes d'apprentissage machine pour organiser des données civiques qui aident le public à comprendre davantage les questions de société. La deuxième initiative, Consultations mondiales sur le climat et l'énergie, coorganisée par la Commission nationale française du débat public, a rassemblé 10 000 citoyens dans 76 pays dans le cadre de 97 débats.

La consultation et le débat publics sont des processus à double sens : les gouvernements doivent régulièrement faire participer et écouter attentivement autant de citoyens que possible et, ce faisant, leur donner un feedback sur leurs opinions. L'utilisation de l'intelligence artificielle et de l'analyse algorithmique dans l'analyse et la présentation des conclusions des consultations publiques doit se faire de manière impartiale et non discriminatoire.

Les données publiques collectées doivent aussi être non exclusives et accessibles librement. La responsabilité des personnes chargées de la conception des algorithmes et la présentation des conclusions des consultations publiques ont suscité des inquiétudes. Ces inquiétudes se sont étendues à la responsabilité des décideurs qui s'appuient sur ces conclusions pour déterminer et défendre la politique publique.

À propos des Initiatives

Tanja Aitamurto a décrit comment l'université de Stanford utilise les algorithmes et les outils de gestion du « big data » dans la planification urbaine à Palo Alto, en Californie.

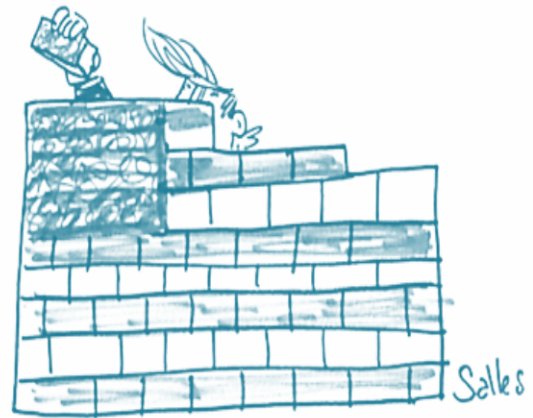
L'initiative a été présentée comme un moyen à la fois efficace et économique de transformer des données non structurées volumineuses en informations utilisables pour les décideurs politiques. Ces algorithmes et ces outils produisent des résultats de plus en plus précis, qui prennent en compte les réponses émotionnelles de l'opinion publique. Avec une formation complémentaire, ils peuvent être développés et transposés à plus grande échelle pour des projets différents dans d'autres villes. Leur potentiel d'éducation et d'information des citoyens a été souligné par des exemples tels que l'utilisation de l'intelligence artificielle pour contrôler la véracité des faits dans les débats publics et aider les élèves à apprendre.

Christian Leyrit a présenté la consultation internationale sur le climat et l'énergie, coorganisée par un groupe d'acteurs dynamiques, qui s'appuient sur de nombreux bénévoles de pays riches comme pauvres. Les consultations ont révélé l'humeur globale des citoyens et des employeurs. Le grand nombre de débats a montré que les citoyens regorgent d'idées qui ne demandent qu'à être exploitées, indépendamment des critiques à l'égard des mécanismes démocratiques existants. La confiance dans la démocratie et les responsables politiques a constitué un sujet de préoccupation lors des échanges ouverts entre les présentateurs, les membres du panel et le public. Les participants ont évoqué à plusieurs reprises le Partenariat pour un gouvernement ouvert, la nécessité de renforcer la transparence et la responsabilisation dans le débat public, ainsi que de réfléchir à des moyens

d'étendre et de renforcer l'engagement des citoyens. Des discussions s'en sont suivies sur les compromis à trouver entre les demandes de l'opinion publique et ce qui peut raisonnablement être accompli par les gouvernements. Le besoin de disposer d'informations claires et facilement compréhensibles et le développement de compétences civiques peuvent inciter les citoyens à s'engager dans des débats complexes. Interroger les citoyens sur leurs expériences concrètes plutôt que leur demander leurs opinions sur de grandes questions à l'échelle nationale peut permettre d'obtenir des conclusions plus tangibles et plus significatives. À cette fin, la technologie favorise le dialogue et les échanges entre les citoyens, en particulier en cas de clivages (c'est-à-dire le milieu urbain contre le milieu rural, le nord contre le sud).

Conclusions

Les études de cas et la discussion ouverte ont montré que l'éducation et l'implication des citoyens dans les consultations et les débats publics sont possibles. Le meilleur moyen pour y parvenir est de mettre en place un processus de



dialogue interactif et continu entre l'État et ses citoyens, ce qui rééquilibrera par là-même l'utilisation des sondages d'opinion et des méthodes de crowdsourcing fondées sur les technologies pour capturer les informations et les connaissances.



Lab 3 – Éducation à la citoyenneté démocratique

Modérateur : Shinshuke SHIMIZU, Consul Général du Japon, Observateur Permanent auprès du Conseil de l'Europe

Initiatives : Ecoles pour la démocratie, Ministère de l'éducation et de la science d'Ukraine / Le Centre européen Wergeland, Norvège ; Les pratiques interculturelles de la ville de Hamamatsu, Japon

Présentateurs :

Mme Oksana KOVALENKO, Ukraine, spécialiste en chef, Service de l'éducation secondaire et de la petite enfance, Ministère de l'éducation et des sciences d'Ukraine

Mme Iryna SABOR, Norvège, conseillère, Centre européen Wergeland

M. Yasutomo SUZUKI, Japon, maire de Hamamatsu

Intervenants

Mme Simone HAENEN, Pays-Bas, conseillère municipale et activiste de l'éducation

M. Matt LEIGHNINGER, USA, Chargé de l'engagement public et de la gouvernance démocratique, Public Agenda

M. Keizo YAMAWAKI, Japon

Le lab en bref

Le laboratoire a permis d'examiner différentes approches nationales de l'éducation à la citoyenneté et de formuler des recommandations pour rendre celle-ci plus efficace, globale et participative.

Durant la réforme du système d'enseignement secondaire en Ukraine, des outils conformes aux recommandations du Conseil de l'Europe sont proposés à travers un cadre structurel mais flexible dans trois aspects différents de la vie scolaire : a) le processus d'enseignement et d'apprentissage, b) la gouvernance scolaire et une culture scolaire plus participative et c) un partenariat avec les communautés. Seuls des changements dans ces trois domaines peuvent permettre aux étudiants de savoir ce qu'est la participation active et dès lors créer un environnement démocratique qui les soutienne dans leurs apprentissages. Les élèves sont ainsi incités à s'ouvrir dans leur manière de penser et d'agir à des attitudes, valeurs et compétences démocratiques telles que l'esprit critique, la flexibilité, le sens civique et la responsabilité.

D'autre part, dans la ville de Hamamatsu, au Japon, la difficulté est de fournir des structures interculturelles et des possibilités d'éducation aux résidents étrangers. La ville compte près de 21 000 étrangers résidents permanents. Cette immigration a des conséquences pour les enfants et leur éducation. De ce fait, deux structures pour la vie interculturelle dans une perspective éducative sont mises en place : le Centre d'aide aux études pour les résidents étrangers, qui encourage l'apprentissage linguistique et propose

des formations à l'enseignement des langues, et le Centre interculturel, qui met à disposition des informations en plusieurs langues pour un accompagnement dans la vie quotidienne.

Dans leur analyse de ces initiatives, les intervenants se sont demandé dans quelle mesure l'implication des élèves dans les politiques des écoles ukrainiennes est liée à l'évaluation de ces politiques, et, pour ce qui est de l'initiative japonaise, dans quelle mesure les écoles pour les étrangers résidents se considèrent intégrées dans la société japonaise et comment elles la perçoivent.

Iryna Sabor a fait remarquer que leur initiative se heurte à la législation dans le cadre de l'éducation formelle. Pour autant, ce programme n'a pas fini de montrer les avantages d'un environnement libre et inclusif pour les élèves. Toutes les parties prenantes participent sur un même pied d'égalité au processus d'évaluation : les enseignants, les parents, les élèves, la direction et toutes les personnes qui participent pour la première fois s'assoient autour de la table et peuvent ouvertement exprimer leurs opinions, même contradictoires. S'agissant de la participation des élèves, dans le cadre du volet facultatif du programme, ils peuvent choisir leurs matières via des systèmes de vote mis en place récemment.

Yasutomo Suzuki a expliqué que lorsqu'une famille décide de résider à Hamamatsu de manière permanente, les enfants peuvent bénéficier d'une aide avant leur scolarisation afin de ne pas être confrontés à des barrières linguistiques et de s'intégrer aux élèves japonais. L'intégration est

essentielle : elle leur permet de savoir comment utiliser les compétences issues de leurs cultures étrangères. Ils sont invités à donner leur opinion, qui est prise en compte dans les politiques de la ville.

Cependant, l'intervenant Matt Leighninger a convenu que l'apprentissage démocratique prépare les jeunes à être des citoyens productifs. Il a souligné l'importance des partenariats entre les écoles et les collectivités, qui donnent aux parties prenantes des rôles civiques concrets à jouer. Il a aussi salué le rôle du leader qui consiste à encourager les citoyens à accorder de la valeur aux différences mais pas aux préjugés, car c'est en établissant de solides relations sociales que les citoyens sont d'autant plus en mesure de s'entraider.

À propos des initiatives

Le Programme national pour l'éducation à la citoyenneté démocratique « Les écoles pour la démocratie » a été conçu comme un outil de soutien pour le lancement des réformes systémiques de l'enseignement secondaire en Ukraine. Pendant trois ans, 120 écoles ont mis en œuvre des projets de démocratisation grâce à l'intégration de l'éducation à la citoyenneté démocratique et aux droits de l'homme dans le processus d'enseignement et d'apprentissage. Le programme a pour objectif d'encourager le dialogue et la cohésion entre les écoles de toutes les régions de l'Ukraine.

Au Japon, le nombre d'immigrants descendants de Japonais a rapidement augmenté après une révision de la loi introduite en 1990. Hamamatsu est devenue la ville avec le plus grand nombre de résidents brésiliens du Japon. Le Maire de Hamamatsu a expliqué que les résidents étrangers s'installent désormais pour plus longtemps et que l'éducation des enfants constitue une préoccupation majeure. La ville a défini la Vision de la cité interculturelle de Hamamatsu afin d'élaborer une politique plus efficace. Elle est axée sur trois grandes priorités : l'éducation, qui constitue le pilier pour l'avenir ; des pratiques interculturelles et des programmes d'inclusion, qui constituent un moyen possible de prévention des catastrophes pour permettre aux résidents de vivre dans des conditions de sécurité ; l'inclusion des étrangers résidents, qui apporte la diversité dans le développement urbain.

Matt Leighninger a présenté une recommandation en corrélation avec ces initiatives : il convient d'insister sur l'importance de la participation

délibérative des jeunes et l'influence de la technologie, largement répandue chez les jeunes. Tout en notant qu'il est nécessaire de préparer les jeunes à devenir de futurs dirigeants, il a aussi exprimé des préoccupations sur les dirigeants actuels.

Les participants au laboratoire ont convenu que les deux initiatives ukrainienne et japonaise en matière d'éducation se rejoignent sur un point : pour établir la démocratie dans l'éducation comme pour rendre l'éducation plus démocratique, la participation de toutes les parties concernées (parents, élèves, enseignants et collectivités) est nécessaire.

Keizo Yamawaki a soulevé que la politique d'immigration restait taboue au Japon. Les Japonais parlent de travailleurs étrangers mais pas de politiques d'immigration. La gouvernance locale est plus active que la gouvernance nationale dans la gestion de l'inclusion et de l'intégration. De ce fait, M. Yamawaki a déploré qu'un nombre significatif d'enfants étrangers ne soient pas scolarisés. La ville d'Hamamatsu s'est penchée sur cette question, ce qui a eu une légère influence au niveau national. Cette ville a donc mis en place des réseaux de villes pour améliorer les initiatives en matière d'éducation.

Conclusions

- ▶ Il est nécessaire de renforcer la démocratie par le biais des écoles.
- ▶ La démocratie ne peut être dissociée des programmes éducatifs et de la vie à l'école.
- ▶ Il conviendrait de renforcer l'autonomie des actions locales et de leurs solutions systémiques spécifiques par l'innovation tout en mettant en place un processus démocratique d'élaboration des solutions.



Lab 4 – Déverrouiller le parlement

Parrainé par le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe

Modérateur : M. Andreas KIEFER, Secrétaire général du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe

Initiatives : Constater de visu l'application de la politique, de la démocratie et de l'Etat de Droit, ProDemos – Maison de la démocratie et de l'Etat de droit, Pays-Bas
Le Centre d'Education parlementaire, Chambres du Parlement – Service Education, Royaume Uni

Présentateurs :

Mme Lilian LEEUWENBURGH-STOLWIJK, Pays-Bas, gestionnaire de projet, Service Education, ProDemos

M. Daniel GALLACHER, Royaume Uni, Chargé d'éducation, Service de l'Education du Parlement

Intervenants :

M. Titus ALEXANDER, Royaume Uni, responsable de Democracy Matters

Mme. Gudrun MOSLER-TÖRNSTRÖM, Autriche, Présidente du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe

Le lab en bref

Dans le contexte de la crise de la démocratie représentative en Europe, comme le reflète la montée du populisme et de l'abstention électorale, il est urgent de sensibiliser les jeunes à leur pouvoir en tant que citoyens et électeurs. Ce laboratoire a amorcé une discussion sur le thème « Déverrouiller le parlement » pour les jeunes, à partir des expériences récentes de deux organisations financées par le gouvernement.

Sur la base d'une approche interactive fondée sur le jeu, développée par ProDemos, 83 000 élèves néerlandais ont visité la Chambre des représentants à La Haye en 2015 dans le cadre de « voyages scolaires » et participé à des simulations du processus parlementaire. Près de 30 000 autres élèves ont pris part à des programmes locaux dans leurs propres écoles et par le biais de visites dans les institutions municipales, judiciaires ou autres. D'après la responsable du projet, Lilian Leeuwenburgh-Stolwijk, la première évaluation scientifique des effets du programme a révélé une augmentation de la confiance des élèves dans les institutions et le processus démocratique en général. Les enfants comprennent que la politique leur appartient et que tout le monde peut y participer d'une manière ou d'une autre. Le programme prévoit aussi des sessions de formation sur site pour les enseignants, ainsi que des conférences dans les écoles locales. La plus grosse difficulté reste d'atteindre un plus grand nombre d'élèves de tous

les âges et de tous les niveaux d'enseignement, de sorte à ce que tous les enfants néerlandais puissent visiter le parlement au moins une fois avant leur majorité.

« Nous avons réussi à construire un centre doté d'installations de pointe, pour que les enfants n'associent plus l'image du Parlement au passé. »
(Daniel Gallacher, chargé de projet au Service de l'éducation du Parlement)

En ce qui concerne les nouvelles technologies, le Centre d'éducation parlementaire, qui relève du Service de l'éducation du Parlement du Royaume-Uni, paraît vraiment impressionnant avec son espace de présentation doté de quatre murs d'écrans vidéo (360°) et de quatre laboratoires thématiques, où les élèves de primaire et les adolescents sont complètement immergés dans l'histoire et le contexte actuel du plus vieux parlement du monde. Tout en développant leurs compétences en matière de débat et en faisant de l'intérieur l'expérience de l'élaboration des lois, les élèves apprennent que le Parlement a des répercussions sur leur vie, qu'il évolue et qu'il leur appartient – ils peuvent en prendre possession. Des sessions de questions-réponses avec les parlementaires sont organisées en complément du programme éducatif.

« Obtenir l'argent des contribuables dans le contexte de la crise financière constituait un véritable défi, mais nous y sommes parvenus. »

Alors que 9 000 élèves seulement ont visité le Parlement en 2006, près de 100 000 l'ont fait en 2016. »
(Daniel Gallacher)

À propos des initiatives

Tout en saluant l'excellence professionnelle des deux initiatives, Gudrun MOSLER-TÖRNSTRÖM, Présidente du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe, a souligné qu'il est important d'impartir une éducation politique sur des bases plus régulières dans le cadre des programmes de l'éducation nationale, en particulier dans les pays où l'âge du droit de vote a été abaissé, comme en Autriche, où elle est vice-présidente du Parlement du Land de Salzbourg. Elle a aussi fait remarquer la récente tendance à « sous-traiter » le travail d'éducation à la démocratie et aux droits de l'homme au lieu de le confier aux enseignants.

Titus Alexander, responsable de Democracy Matters au Royaume-Uni, a évoqué de ce fait l'importance de mettre en œuvre ce type de programme au niveau municipal. Il a aussi insisté sur la nécessité de cibler davantage les communautés marginalisées et les personnes qui ont été mises à l'écart du système politique. De plus, il a considéré qu'il était nécessaire de déterminer si ces initiatives avaient un effet sur la capacité des jeunes à influencer sur la politique.

Les participants du laboratoire ont reconnu l'importance d'accroître le nombre de jeunes en mesure de participer à des simulations parlementaires, comme c'est également le cas dans des pays tels que l'Estonie et l'Ukraine, ainsi que dans la région Grand Est avec son Parlement alsacien des jeunes. Il a aussi été proposé d'impliquer véritablement ce type d'assemblée dans le processus décisionnel des parlements locaux et régionaux, comme c'est le cas au Congrès des pouvoirs locaux et régionaux, où de jeunes délégués peuvent participer directement aux débats et exprimer leurs opinions lors des sessions. Un consensus s'est dégagé concernant le rôle que le Congrès pourrait jouer, en coopération avec l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, en tant que plateforme de coordination et de partage des bonnes pratiques en matière d'apprentissage expérientiel de la démocratie représentative.

« Tout le monde veut apprendre, mais personne ne veut être formé ; utiliser les nouvelles technologies permet de s'approprier les

informations, au lieu d'exprimer simplement un message que nous voulons voir entendu. »
(Andreas Kieffer, Secrétaire Général du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux)

Les participants sont convenus qu'il était nécessaire de disposer de centres de visiteurs au sein des institutions publiques nationales pour offrir aux élèves une expérience d'apprentissage par la pratique sur site de leurs institutions et systèmes politiques démocratiques. Toutefois, ainsi que l'a indiqué Andreas Kieffer, l'éducation à la démocratie et aux droits de l'homme n'est efficace que si elle est aussi enseignée au niveau local où la plupart des décisions démocratiques sont mises en œuvre. À cet égard, il a mentionné le Cadre de référence du Conseil de l'Europe sur les compétences nécessaires à une culture démocratique, qui est en cours de développement, en tant qu'outil crucial qui devrait être adapté à l'utilisation à tous les niveaux de l'éducation et dont l'un des objectifs est de partager des bonnes pratiques et des exemples d'éducation à la citoyenneté.

Conclusions

- ▶ L'omniprésence des écoles élitistes qui manifestent plus activement leur volonté de participer, négociant des budgets publics plus importants et pérennisant les programmes, devrait être limitée.
- ▶ Il est important de favoriser un état d'esprit positif entre les élèves, de développer la

pensée critique et des attitudes responsables, de créer des réseaux d'enseignants et de situer davantage ces efforts au niveau municipal.

- ▶ Ces initiatives qui visent à ouvrir les parlements aux jeunes apprenants sont aussi transférables et applicables aux assemblées et parlements régionaux, ainsi que, moyennant quelques adaptations, aux villes et aux municipalités.



Lab 5 – Connaître ses droits

Modérateur : M. Torbjörn HAAK, Suède, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire,
Représentant permanent de la Suède auprès du Conseil de l'Europe

Initiatives : L'égalité commence par l'éducation, Amnesty International Moldova ; Cours de droits de l'homme pour les demandeurs d'asile mineurs non accompagnés, Human Rights Academy, Norvège

Présentatrices :

Mme Violeta TERGUȚĂ, République de Moldova, coordinatrice du programme d'éducation aux droits de l'Homme, Amnesty International Moldova

Mme Marit LANGMYR, gestionnaire de projet, Human Rights Academy, Norvège

Intervenants :

M. Kadili ABDELILAH, Maroc, président de la Fondation Tamkine pour l'Excellence et la Créativité

Mme Shams ASADI, Autriche, Commissaire aux droits de l'homme et chef du bureau des droits de l'homme de la ville de Vienne

Le lab en bref

Le laboratoire a été l'occasion d'examiner deux exemples d'initiatives en matière d'éducation aux droits de l'homme pour différents publics, et les moyens de tirer le meilleur parti des partenariats entre ONG et établissements d'enseignement.

La première initiative, « L'égalité commence par l'éducation », a pour but de développer une culture du respect et de la défense et promotion active des droits de l'homme pour tous en Moldova. Elle implique de mettre en œuvre l'éducation aux droits de l'homme dans les écoles et leurs programmes scolaires, afin de comprendre et d'agir pour lutter contre la discrimination et d'autres violations de droits de l'homme en Moldova et ailleurs. Un cours d'éducation aux droits de l'homme fait partie intégrante du programme national de l'enseignement formel, à tous les niveaux scolaires, et un cours d'éducation aux droits de l'homme figure dans les programmes de formation initiale et continue des enseignants. L'initiative pilote lancée en 2006 avec 5 écoles et 600 élèves comprend quatre modules : étude de certains articles de la Déclaration universelle des droits de l'homme ; différenciation entre l'environnement formel et non formel ; lutte contre la discrimination et l'égalité ; et développement durable comme condition préalable aux droits de l'homme. Le ministère de l'Éducation a approuvé le nouveau programme révisé en 2015. Ces deux dernières années, 130 écoles et 3 000 élèves ont mis en œuvre le programme d'éducation aux droits de l'homme. Les élèves organisent aussi des campagnes et des activités liées aux droits de l'homme en dehors de l'école.

La deuxième initiative consiste en des cours de droits de l'homme pour les demandeurs d'asile mineurs non accompagnés. Les objectifs de ces cours sont de les informer sur le droit international des droits de l'homme et la démocratie ; de motiver les jeunes et de développer des attitudes positives basées sur la dignité humaine, l'égalité et le respect ; d'augmenter leur estime de soi ; et de mieux les intégrer. Deux jours de cours et des cours avec les jeunes norvégiens, financés par la Direction norvégienne de l'immigration, en coopération avec les centres d'accueil des demandeurs d'asile et les écoles, visent à renforcer leurs connaissances en matière d'éducation aux droits de l'homme et à leur donner une meilleure compréhension de la société norvégienne par la réduction des stéréotypes et des clivages sociaux. Depuis 2008,

1800 demandeurs d'asile ont bénéficié de cours d'éducation aux droits de l'homme. Le retour d'informations fait par les participants, par le biais d'un formulaire de satisfaction, et par les centres d'accueil pour les demandeurs d'asile, est très positif, ce qui est très encourageant.

À propos des initiatives

Shams Asadi, commissaire autrichienne aux droits de l'homme et chef du bureau des droits de l'homme de la ville de Vienne, a salué les deux initiatives, déclarant qu'elles ont en commun l'idée fondamentale de former les formateurs, et qu'elles s'inscrivent dans le long terme. Elle a parlé de son expérience et de la ville de Vienne, qui est maintenant en phase de concrétisation, et travaille avec des responsables politiques et des administrateurs municipaux à la mise en œuvre de l'éducation aux droits de l'homme.

Lillian Hjorth Directrice norvégienne de la Human Rights Academy, en a présenté la structure et les programmes.



« On peut vivre avec peu. Mais ce que je demande aux élèves, c'est de participer activement et de saisir toutes les opportunités, dont la première est l'éducation, la deuxième est l'éducation et la troisième est l'éducation. »
(un participant tunisien)

Les participants ont demandé ce qui relie l'éducation dans les écoles primaires et les cours de droits de l'homme qui devaient être mis en place. « Les écoles doivent devenir plus démocratiques pour que les élèves puissent exercer leurs droits », a indiqué un participant. Violeta Terguta a déclaré que les enfants devraient pouvoir choisir leurs matières et que l'éducation aux droits de l'homme est une approche globale de l'école, pas seulement un

cours. L'un des participants de la délégation des jeunes roumains a posé une question sur la manière dont les jeunes sont encouragés à apprendre et à prôner les principes et les valeurs à leurs amis, leur famille, etc.

« Avant d'enseigner, il faut maîtriser ce que l'on enseigne. Le meilleur moyen est de connaître d'abord ses droits et d'agir ensuite. Pour enseigner la participation, placez-la au cœur d'un projet. »

(Mme Violeta Terguta)

Des questions ont été posées sur l'initiative de la Norvège concernant les demandeurs d'asile. Lillian Hjorth, de la Human Rights Academy, a répondu de manière globale à toutes les questions : « Enseigner les droits de l'homme aux demandeurs d'asile est très difficile mais n'en reste pas moins important. Ils ne devraient pas ignorer leurs droits. Nous leur apprenons les valeurs des droits de l'homme, que la Déclaration des droits de l'homme a été adoptée, comment différents États se sont réunis et se sont mis d'accord sur la Déclaration. Nous abordons les droits de l'homme selon une approche globale. De plus en plus d'États se rallient aux droits de l'homme. Ils ont besoin d'espérer que le monde progressera sur la voie de la paix, si la société civile, les citoyens et les pouvoirs publics œuvrent en ce sens. Dans le monde, les minorités qui revendiquent leurs droits sont de plus en plus

nombreuses et nous devons leur en donner les moyens. »

Exemples d'exercices dans le cadre de l'éducation aux droits de l'homme

Lillian Hjorth : « Nous commençons souvent par un travail de groupe qui s'appelle " la nouvelle planète". Les élèves doivent inventer une toute nouvelle planète, et dix règles pour cette planète, dans le but de créer une société meilleure ; l'une des règles fondamentales étant le respect de l'autre. Les élèves, avec leurs propres idées, posent les fondements de cette nouvelle planète. »

Violeta Terguta : « Un exercice simple consiste à demander aux élèves de faire une liste de ce qu'ils emporteraient avec eux sur une île déserte. Cela leur permet de réfléchir aux besoins fondamentaux et aux choses dont ils ne peuvent pas se passer. »

Conclusions

- ▶ L'éducation doit donner aux élèves les moyens d'agir.
- ▶ L'éducation doit convaincre et répandre le message des droits de l'homme.
- ▶ L'éducation va de pair avec la responsabilité. Les citoyens et les institutions doivent assumer des responsabilités, tant sur le plan individuel que professionnel.

Lab 6 – Prévention de la corruption

Parrainé par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Modératrice : Mme Olena SOTNYK, Membre du Parlement et membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (Ukraine)

Initiatives : L'Initiative étudiante de lutte contre la corruption « ShevaPil » ; Transparency International Italie

Présentateurs :

M. Anton MARCHUK, Analyste de l'ONG "Anti-corruption Headquarters" (Ukraine)

Mme Chiara PAGANUZZI, Italie, Conseillère d'éducation

Intervenants :

M. Meri AVETISYAN, Arménie, Enseignant, Université de Freiburg, Allemagne

M. Srdjan CVIJIC, Serbie/Italie, analyste politique, Open Society European Policy Institute

Le lab en bref

Le laboratoire a été l'occasion d'étudier comment les outils numériques et l'engagement communautaire pouvaient être mis à profit dans la lutte contre la corruption dans l'éducation. L'enjeu majeur est la responsabilisation. Développer ou accroître le sens des responsabilités de chaque membre de la société peut prendre du temps, mais c'est nécessaire. La responsabilité et la transparence sont les clés de la gouvernance démocratique, sans lesquelles il n'y a pas de confiance dans les structures démocratiques et les représentants politiques. C'est la raison pour laquelle l'éducation doit favoriser un sens des responsabilités en commençant à éduquer les élèves dès le plus jeune âge afin d'ancrer cette transformation dans les attitudes et les comportements des citoyens.

Anton Marchuk a présenté l'initiative étudiante de lutte contre la corruption « ShevaPil ». Ce projet de vigilance, lancé en mars 2015 à l'université « Taras Shevchenko » de Kiev, s'est intéressé à la direction de l'université et ainsi réussi à mettre au jour un certain nombre de pratiques de corruption dans le système d'enseignement supérieur ukrainien. Il a mobilisé la communauté étudiante et attiré l'attention des médias, de la société ukrainienne et des parlementaires sur la corruption dans l'enseignement supérieur. Il a mis en évidence des irrégularités dans la passation des marchés, révélant des achats illégaux hors de prix pour les cafétérias universitaires, qui ont été annulés. La commission antimonopole ukrainienne a ouvert une enquête sur cette affaire.

M. Marchuk a aussi évoqué les irrégularités liées à l'élection d'un recteur de l'Université, révélées par « ShevaPil », qui avaient conduit le ministère de

l'Éducation à créer un comité de suivi sur cette affaire. Grâce aux actions de « ShevaPil », les étudiants ont été mieux informés des préjudices causés par la corruption et ont participé plus activement à la combattre. Toutefois, il a aussi mentionné que certains étudiants ont pris des risques considérables. Deux d'entre eux, Vladimir Kovali et Ivan Kucheryaviy, ont été renvoyés au motif de résultats scolaires insuffisants, mais beaucoup ont considéré que ce renvoi était lié à leurs activités de lutte contre la corruption menées en tant que membres de « ShevaPil ». M. Marchuk a déclaré qu'un nouveau projet de loi concernant la protection des donneurs d'alerte est élaboré en coopération avec les ONG et sera présenté au Parlement national pour adoption en 2017.

Chiara Paganuzzi a présenté le projet « Nouvelles approches de l'enseignement consacré à la lutte contre la corruption dans l'éducation formelle », de Transparency International. Elle a souligné que l'enseignement sur la lutte contre la corruption dans les écoles est encore loin d'être une réalité dans les pays de l'UE, même si les programmes scolaires comprennent des matières qui pourraient lui servir de vecteur (telles que l'éducation à la citoyenneté, l'éthique ou le droit). En 2014, Les Chapitres italien, hongrois et slovène de Transparency International ont mis en place ce projet, financé par le programme « Erasmus + - KA2 partenariat stratégique dans l'enseignement secondaire », dont l'objectif est d'inclure l'enseignement consacré à la lutte contre la corruption dans le cursus scolaire. Le projet, qui sera finalisé en 2017, comprend le développement de matériel éducatif destiné aux étudiants et aux enseignants, la formation et la mobilisation des enseignants et des étudiants, et des initiatives de

mobilisation auprès des décideurs politiques et des acteurs de l'éducation en général.

Le projet s'est traduit par l'adoption d'une approche globale de l'école. Les étudiants ont été vivement encouragés à mettre en œuvre la lutte contre la corruption au-delà de la classe et de l'enceinte de l'établissement, avec des actions aux abords de l'école, en synergie avec les organisations de la société civile, les médias, les agences de lutte contre la corruption et les parties concernées. De plus, les enseignants ont été encouragés à utiliser des stratégies d'enseignement informelles et des techniques participatives ; à faire participer leurs collègues aux projets de l'école et aux conseils de classe ; à inclure l'initiative dans le projet scolaire triennal et à utiliser des outils transversaux de planification des cours.

Le projet a permis de promouvoir des initiatives de mobilisation auprès des décideurs politiques et des acteurs de l'éducation en général, dans le but d'encourager la diffusion et la promotion du module et des ressources didactiques de lutte contre la corruption dans tous les établissements d'enseignement secondaire des trois pays, et d'encourager l'intégration de l'enseignement consacré à la lutte contre la corruption dans le cursus scolaire. Les stratégies sont différentes dans chaque pays. En Italie, on insiste pour que le ministère de l'Éducation renforce l'importance de l'enseignement consacré à la lutte contre la corruption dans l'éducation à la citoyenneté (discipline transversale du programme scolaire). En Hongrie, le point principal d'action consiste à diffuser le kit d'enseignement en matière de lutte contre la corruption auprès des enseignants, en raison du manque de soutien du ministère de l'Éducation. En Slovénie, l'équipe est en train d'introduire cet enseignement dans les heures réservées aux matières facultatives et dans d'autres disciplines du programme scolaire, ainsi qu'au sein des programmes de formation initiale et continue des enseignants.

Une approche fondée sur les droits de l'homme a été suivie tout au long de l'initiative, donnant aux titulaires de droits une base solide pour faire valoir ceux-ci, demander de la transparence de la part de leurs dirigeants et des autres acteurs de l'éducation et leur demander des comptes.

Chiara Paganuzzi a insisté sur l'importance de promouvoir une pédagogie de la lutte contre la corruption ancrée sur une approche des droits de l'homme qui apprenne aux étudiants à faire valoir

leurs droits et à demander des comptes à ceux qui ont des responsabilités (y compris les enseignants). C'est selon elle fondamental pour prévenir la corruption et instaurer une culture qui n'accepte, ni ne tolère les pratiques de corruption.

À propos des initiatives

Les intervenants ont fait des contributions supplémentaires. Meri Avetisyan a abordé les actions menées en Arménie pour évaluer la formation des enseignants et introduire des méthodes d'enseignement de l'éthique et de l'intégrité. À l'issue d'une étude menée sur la perception qu'ont les enseignants de l'intégrité professionnelle en Arménie, elle a conclu que l'intégrité de l'enseignement et la volonté de lutter contre la corruption devraient faire partie de la formation professionnelle des éducateurs. Elle a également insisté sur le fait qu'il convient, dans l'élaboration des programmes de lutte contre la corruption, de tenir compte de la culture du pays dans lequel ils sont mis en œuvre.

Srdjan Cvijic a évoqué la responsabilité des personnes qui versent des pots-de-vin. Il a souligné que la corruption dans l'éducation reflète le niveau global de corruption de la société et le respect de la primauté du droit dans cette même société : plus la primauté du droit est respectée, y compris pour la méritocratie dans l'éducation, plus les niveaux de corruption et de népotisme sont faibles. Il a ajouté que le niveau de développement démocratique dans un pays peut être évalué en prenant comme référence les conséquences des cas avérés de corruption. Dans les pays où le niveau de développement démocratique est élevé et la primauté du droit respectée, les fonctionnaires reconnus coupables de corruption démissionnent d'eux-mêmes ou sont démis de leurs fonctions. Dans les pays où la primauté du droit n'est pas respectée, les personnes qui ont commis un plagiat ou eu recours à la corruption pour s'élever socialement conservent malheureusement leurs postes.

Les participants se sont interrogés sur la diffusion des résultats des initiatives présentées, l'absence de financement des initiatives de lutte contre la corruption et les manières d'obtenir des financements. De plus, ils ont signalé que l'on n'a pas une conception commune de la corruption et se sont demandé si le plagiat en fait partie ou non. Ils ont aussi évoqué la nécessité de renforcer la protection des donneurs d'alerte. Par ailleurs, ils se sont aussi interrogés sur les initiatives des étudiants pour évaluer les professeurs de l'université sous l'angle de pratiques corrompues.

Le laboratoire a été l'occasion d'examiner la perception de la corruption et la mentalité qui accepte la corruption en tant que forme particulière « d'intelligence » et, en conséquence, la nécessité de sensibiliser la population pour changer cette mentalité.

La modératrice, Olena Sotnyk, membre du Parlement ukrainien et membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, a invité les experts et les participants à réfléchir à des recommandations que le laboratoire pourrait formuler comme contribution aux conclusions du Forum qui seront communiquées à la communauté internationale au sens large.

Conclusions

- ▶ Nous devons être courageux et oser être différents et nous exprimer. Les organisations de la société civile peuvent et doivent prendre des mesures de sensibilisation par le biais des réseaux sociaux et en s'adressant directement aux médias (comme souligné dans la présentation de l'initiative « ShevaPil » en Ukraine).

Le projet conjoint de Transparency International a abouti aux conclusions suivantes sur les mesures à mettre en place pour renforcer son impact par le biais de l'éducation :

- ▶ placer l'éducation au centre des stratégies nationales de lutte contre la corruption. Charger les agences de lutte contre la corruption de travailler en collaboration avec les ministères de l'Éducation pour élaborer un cadre d'enseignement de valeurs relatives à la lutte contre la corruption dans les écoles.
- ▶ Faire de la gouvernance démocratique à l'école une réalité pour créer un cycle vertueux de changement social.

- ▶ Faire en sorte que l'éducation à la citoyenneté démocratique et l'éducation aux droits de l'homme fassent partie intégrante du programme national, et qu'un programme spécifique de lutte contre la corruption soit adopté conformément à l'article 13(c) de la Convention des Nations Unies contre la corruption.
- ▶ Faire de la formation des enseignants un pilier de la politique nationale d'éducation et inclure une forte dimension éthique fondée sur les droits de l'homme et les droits de l'enfant.
- ▶ Garantir que le mouvement de lutte contre la corruption amène à l'éducation aux droits de l'homme. Il existe des synergies naturelles entre l'enseignement consacré à la lutte contre la corruption et l'éducation aux droits de l'homme.
- ▶ Favoriser la recherche pour analyser l'effet de l'enseignement consacré à la lutte contre la corruption, et examiner dans quelle mesure l'utilisation des TIC et la participation électronique peuvent permettre de prévenir efficacement la corruption.

Lab 7 – Donner un nouvel élan au processus électoral

Parrainé par le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe

Modérateur : Mr Jean-Philippe BOZOULS, Directeur du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe

Initiatives : Renseignez-vous avant de voter, Maison de l'Europe, Lituanie ; Adapter un outil d'éducation politique (système d'aide au vote) au contexte électoral, Fondation Hans-Böckler, Allemagne

Présentateurs :

Mme Ausrine DIRZINSKAITE, Lituanie, coordinatrice de projet, Maison de l'Europe

M. Marius AMRHEIN, Allemagne, Etudiant à l'Institut de technologie de Karlsruhe

Mme Antonia DIEMER, Allemagne, cofondatrice de l'initiative « Le troisième vote »

M. Andranik TANGIAN, Allemagne, chef de l'unité "Policy modeling", Institut de recherche économique et sociale (WSI) à la Fondation Hans-Böckler, et professeur à l'Institut de technologie de Karlsruhe

Intervenants :

M. Manuel ARRIAGA, Portugal, professeur chercheur invité, université de New York

Xavier CADORET, Professeur agrégé d'économie et gestion en classes supérieures, Maire et Vice-président du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe

M. Tudor MIHAILESCU, Roumanie, cofondateur de GovFaces

Le lab en bref

Au cours des travaux de ce laboratoire, les participants ont étudié des initiatives éducatives pour garantir des choix éclairés des électeurs et leurs implications pour les systèmes de vote en général. Alors que le taux d'abstention lors des consultations électorales ne cesse de croître à travers l'Europe, comment donner l'envie aux électeurs de retrouver le chemin des urnes ? Différentes initiatives citoyennes, souvent complétées par des actions en ligne, tentent de relever ce défi.

Le système d'aide au vote offre une méthode d'élection alternative. Au lieu de voter pour un parti, les électeurs répondent à des questions d'ordre politique, et les partis, qui avaient répondu aux mêmes questions avant l'élection, se verront attribuer des sièges proportionnellement au degré de concordance de leurs profils politiques avec les réponses de l'électorat. De ce fait, la question « voter pour qui ? » est remplacée par « voter pour quoi ? ». Si les initiatives fondées sur les systèmes d'aide au vote peuvent principalement atteindre les jeunes, elles semblent constituer une étape nécessaire au processus consistant à donner un nouvel élan et, avant toute chose, à rééquilibrer la participation des citoyens. Les jeunes s'intéressent généralement moins aux questions politiques que les générations plus âgées. De plus, ces initiatives pourraient

contribuer à recentrer les campagnes politiques ou les politiques en général sur les faits. Toutefois, une approche factuelle de la politique peut ne pas toujours suffire ni contribuer systématiquement au renforcement de la démocratie. L'utilisation des systèmes d'aide au vote soulève plusieurs problèmes auxquels il faut remédier, comme le risque de clivage social et le risque que les citoyens répondent selon leur instinct ou leur intuition lorsqu'ils ne connaissent pas bien un sujet spécifique. Deuxièmement, il convient d'accorder une attention particulière à la formulation et au rédacteur de ces questions. Les partis politiques ou les responsables politiques peuvent utiliser les systèmes d'aide au vote pour établir leurs programmes politiques. Concernant le côté pratique, la question de l'ampleur de la mise en œuvre doit aussi être prise en considération, car les méthodes fondées sur les systèmes d'aide au vote requièrent un soutien technique spécifique. Toutefois, elles peuvent être facilement introduites au niveau local et contribuer à l'augmentation de la participation des citoyens au niveau local ainsi qu'à la cohésion sociale.

À propos des initiatives

Jean-Philippe Bozouls, Directeur du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux et modérateur du laboratoire, a rappelé que la lassitude électorale s'accompagne d'une montée du populisme et des candidats « anti-système ». Selon lui, ce

phénomène ne pourra être contré que par un véritable ré-enchantement.

« C'est en restaurant la confiance des électeurs qu'ils se remettront à voter », a ajouté Xavier Cadoret (France, SOC), membre du Congrès, convaincu que les systèmes d'aide au vote devraient aider à améliorer « de l'intérieur » le système traditionnel existant sans modifier le concept de base de la démocratie représentative.

Manuel Arriaga, reconnaissant l'effet significatif des deux initiatives, a exprimé sa préoccupation quant à leur caractère inclusif, car les jeunes peuvent être plus enclins à utiliser les dispositifs en ligne que les générations plus âgées.

Un participant a souligné la nécessité de concentrer l'attention spécifiquement sur les jeunes ; il a insisté sur le fait qu'aujourd'hui on ne les entend ni dans les élections, ni la politique. À ce sujet, Jean-Philippe Bozouls a rappelé l'exemple du *Brexit* pour lequel les jeunes ne se sont pas exprimés, alors que leurs voix auraient eu un énorme impact sur les résultats du référendum.

Tudor Mihailescu a insisté sur la nécessité de convaincre les jeunes et les responsables politiques de la valeur ajoutée des initiatives examinées. Les uns comme les autres doivent utiliser les dispositifs, si l'on veut qu'ils soient efficaces et donnent des résultats. Un autre participant a insisté sur la nécessité de cibler un public spécifique lors de la mise en œuvre de tels projets, car dans un contexte de « désenchantement », cibler l'ensemble des citoyens pourrait revenir à n'en toucher aucun.

S'agissant des défis, les risques de clivage social et de réponses émotionnelles ont été longuement examinés. Manuel Arriaga a souligné que les deux initiatives présentées tendaient à s'adresser aux personnes qui sont des cibles faciles, en termes de psychologie sociale, tout en faisant remarquer que le développement de la démocratie est favorisé par la discussion en groupe. En réponse à cela, Tudor Mihailescu a donné des éclaircissements psychologiques et biologiques sur le rôle joué par les émotions dans le processus de prise de décision des individus. Compte tenu de l'utilisation croissante des déclencheurs émotionnels dans les campagnes politiques, il a considéré que les systèmes d'aide au vote constituent un moyen de remettre les faits au cœur de la politique.

Xavier Cadoret a observé que la majorité des jeunes, qui s'intéressent relativement peu aux

questions politiques, pourraient être plus enclins à voter en fonction de leurs émotions. Il a rappelé le contexte historique de l'abolition de la peine de mort en France en 1981. La majorité de la population française était contre l'abolition, a-t-il expliqué, attirant donc l'attention sur l'importance du choix des questions des systèmes d'aide au vote et sur le risque de polarisation de l'opinion publique. Quel type de questions faudrait-il poser et qui devrait les formuler ?

Certains participants ont aussi évoqué le risque de manipulation des systèmes d'aide au vote par les responsables politiques qui peuvent les utiliser pour détecter les sujets « tendance » afin de mieux orienter leurs campagnes. Andranik Tangian a approuvé cette dernière observation, rappelant au public et aux experts que ces risques existeront toujours et existent déjà dans les systèmes électoraux traditionnels.

Lorsque les participants ont considéré le côté pratique de la mise en œuvre des deux initiatives, la question de l'évolutivité s'est posée. Une experte en décentralisation a partagé son expérience fructueuse de la démocratie délibérative en Afrique – principalement dans de petites villes – insistant sur les répercussions positives que les systèmes d'aide au vote peuvent avoir au niveau local.

De fait, l'initiative allemande a été testée lors de l'élection du parlement étudiant de l'Institut de technologie de Karlsruhe (22 000 électeurs éligibles) du 4 au 8 juillet 2016 ; le projet d'Ausrine Dirzinskaite a quant à lui remporté un franc succès dans des villes de petite taille. Les systèmes d'aide au vote doivent encore être testés au niveau national.

Conclusions

- ▶ Ce n'est pas parce qu'on facilite le dialogue entre les citoyens et les responsables politiques que cela accroît les connaissances ou influe sur l'éducation en tant que telle. Néanmoins, les systèmes d'aide au vote fournissent des informations supplémentaires sur des questions concrètes afin d'aider les citoyens à se forger une opinion.
- ▶ La légitimité de la démocratie électronique a aussi été abordée. Même si les systèmes d'aide au vote visent à renforcer la participation des représentants et des citoyens, étant donné qu'il s'agit de dispositifs en ligne, il se peut que tous les citoyens n'y aient pas accès.

- ▶ Il est important de créer un nouvel espace de dialogue, car ce type d'espace est de plus en plus difficile à trouver au sein des systèmes hors ligne.
- ▶ Pour ce qui est de la confidentialité en ligne, il est plus facile d'avoir recours au discours de

haine quand il n'y a pas de confrontation face à face. Il est donc nécessaire de mettre en avant diverses approches, à la fois hors ligne et en ligne, lorsqu'on s'efforce de donner un nouvel élan au processus électoral.



Lab 8 – Éducation numérique pour la démocratie

Parrainé par la Conférence des OING du Conseil de l'Europe

Modérateur : M. Philippe RICHARD, France, directeur du Centre universitaire catholique de Bourgogne (CUCDB), France, et Secrétaire général du Bureau de l'éducation catholique (RCA)

Initiatives : Initiative pour l'éducation civique MaYouth, Global Leaders Network, Zimbabwe ; Environnements d'apprentissage auto-organisés dans les quartiers défavorisés, Democracia en Red - DemocracyOS, Argentine ; L'Éducation dans les prisons au Danemark et au Groenland et l'influence de l'internet

Présentateurs :

M. Moses MACHIPISA, Zimbabwe, directeur exécutif, Global Leaders Network

M. Alejandro Inti BONOMO, Argentine, gestionnaire de projet, DemocracyOS

Per TRHANE, Danemark, expert confirmé pour l'éducation numérique pour le service danois des prisons et de la probation

Intervenants :

M. Ben SNOW, Allemagne, cofondateur et PDG de Civocracy

Le lab en bref

Le laboratoire a été l'occasion d'étudier comment utiliser les ressources et les applications numériques de manière productive dans l'éducation des citoyens, et comment faire face aux difficultés dans la démocratie.

Des initiatives, telles que les trois présentées au cours du laboratoire, semblent avoir en commun l'aspiration à utiliser les ressources numériques dans l'éducation des citoyens. L'initiative pour l'éducation civique MaYouth est une formation à l'éducation civique pour les jeunes leaders âgés de 16 à 35 ans grâce à la plateforme WhatsApp. La plateforme utilise de la documentation et des vidéos en open source ainsi que d'autres documents adaptés pour former des jeunes qui à leur tour en formeront d'autres en créant leurs propres groupes WhatsApp. L'objectif du projet est d'accroître la participation civique des jeunes grâce à l'autonomisation des connaissances favorisée par WhatsApp.

Il y a deux ans, le Forum mondial de la démocratie a inspiré une réunion de réflexion sur la manière l'innovation dans les médias sociaux encourage les jeunes à participer. Depuis, MaYouth a créé un espace pour la participation des jeunes, pour la participation électorale, pour les électeurs ou les candidats.

Cette initiative repose sur l'idée que la pérennité de la démocratie dépend de la responsabilisation des jeunes, du mentorat, de la formation et de l'utilisation des médias sociaux. L'initiative pour

l'éducation civique MaYouth est née du constat qu'au Zimbabwe, les jeunes ne sont pas en mesure d'agir sur leur vie et sont exclus de la prise de décision. Le continent africain compte près d'un milliard de personnes, dont 65 % ont entre 15 et 35 ans et seulement moins de 6 % des citoyens siègent au parlement. La population reste mal informée et il n'existe aucun espace sûr de participation civile. De ce fait, MaYouth a vu dans WhatsApp une opportunité lorsque l'application est devenue cryptée en avril dernier. Elle permet en effet de créer un espace sûr, en particulier pour les jeunes désireux de participer à la vie civique, et donc de partager des informations. Les groupes WhatsApp sont adaptés pour débattre des sujets d'actualité et pour élaborer un résumé spécial pour les médias, des informations générales, une formation pratique (sur comment mener des campagnes en ligne et passer à un espace physique).

Tout au long du laboratoire, cette initiative a été largement saluée pour les raisons suivantes : elle met l'accent sur une application de médias sociaux comme un espace sûr, où le gouvernement ne peut pas interférer ; ses contenus sont de qualité (ils sont agréés et adaptés) ; elle est évolutive, car elle crée une culture du partage, où les utilisateurs et les militants créent leur propre groupe WhatsApp et partagent d'autres informations ; elle repose sur le mentorat puisqu'elle offre une plateforme interactive et collaborative sur la mise en relation de projets civiques.

Cinq cents jeunes ont été identifiés pour le projet pilote : des responsables de jeunesse, des étudiants ou des vecteurs d'influence. Ils ont d'abord reçu une formation initiale sur comment créer leurs propres groupes. « En général, le contenu créé sur WhatsApp devient assez viral », a déclaré Moses Machipisa.

La deuxième initiative, « Environnements d'apprentissage auto-organisés (SOLE)-Democracia en red », créée et développée par Suatro Mina, est une nouvelle façon d'aborder l'éducation.

La méthodologie appliquée est la suivante : lors d'une session « SOLE », l'enseignant pose une question sous forme de défi et les étudiants s'organisent en petits groupes autour d'un ordinateur pour chaque groupe. Ils utilisent internet pour trouver des sources, discuter et partager leurs réponses avec les autres élèves sous la direction de l'enseignant. Les élèves sont encouragés à partager les connaissances, des idées et des hypothèses avec d'autres groupes. Ils peuvent changer de groupe autant de fois qu'ils le souhaitent. L'objectif de SOLE est double : atteindre des écoles communautaires à faibles ressources grâce à cette nouvelle façon de penser l'éducation, et intégrer l'utilisation des TIC dans un secteur de la société qui n'a habituellement pas accès aux innovations en matière d'éducation, les TIC n'étant souvent disponibles que dans des écoles de la classe moyenne supérieure en Argentine.

Alejandro Inti Bonomo, gestionnaire de projet chez DemocracyOS, a expliqué que ce projet avait pour objectif principal d'adapter l'enseignement pour déterminer les compétences des élèves. Toutefois, une question a été soulevée à plusieurs reprises au cours du laboratoire : comment mesurer la collaboration, la créativité et l'esprit critique ? Il a été envisagé de réaliser des enquêtes de perception, des entretiens approfondis et des tests sur les connaissances acquises, les compétences en matière de collaboration et la technologie.

La troisième initiative, l'éducation dans les prisons au Danemark et au Groenland et l'influence d'internet, a été présentée par Per Thrane, expert confirmé en matière d'éducation numérique pour l'Administration pénitentiaire et de probation danoise.

La tornade provoquée par internet sur l'éducation est en train d'en changer les fondements

séculaires. Le temps de la craie et du tableau noir est révolu – ceci est valable aussi pour les prisonniers. L'initiative montre les résultats du développement des conditions et des outils éducatifs pour les prisonniers, compatibles avec un environnement restreint en utilisant les sciences et les médias sociaux adaptés à un environnement sécurisé dans deux configurations différentes de l'éducation, au Danemark et au Groenland. Les changements ne concernent pas seulement l'utilisation de l'équipement technique, mais aussi la pédagogie, la gestion et l'examen d'autres formes d'enseignement.

Un environnement d'apprentissage vital et dynamique est particulièrement nécessaire pour éduquer en prison puisque des questions importantes comme le problème de la radicalisation, l'inclusion et le développement d'un état d'esprit démocratique fort sont des facteurs déterminants pour l'éducation des prisonniers, a souligné Per Thrane.

À propos des initiatives

Examinant la portée et l'applicabilité des initiatives MaYouth et Sole ailleurs, l'intervenant, Ben Snow, cofondateur et PDG de Civocracy, a soulevé trois problèmes intéressants qui dépendent de la localisation géographique.

Selon lui, les groupes WhatsApp peuvent fonctionner jusqu'à un certain point, en permettant aux élèves de s'organiser et de s'informer. Toutefois, compte tenu du nombre croissant d'utilisateurs, pour maintenir la qualité des contenus, il convient de prendre en compte la pertinence de différentes régions du continent africain. La sécurité pourrait aussi poser problème, car il est plus difficile de la maintenir quand une telle plateforme ne cesse de croître (il est plus facile d'assurer la qualité et la sécurité d'un petit groupe). Il faut mettre en place une stratégie pour former les dirigeants de demain.

En ce qui concerne l'initiative SOLE, l'intervenant a souligné que l'éducation, dans une « attitude plus souple », pouvait combattre efficacement le discours de haine même dans un contexte d'évaluation, d'examens et d'organisation numérique. Il a conclu en posant la question suivante : ce type d'éducation peut-il s'appliquer dans des outils non formels tels que WhatsApp ?

La technologie est un outil, mais de plus en plus, internet et les plateformes basées sur les technologies constituent aussi un espace qui manquait probablement à beaucoup dans le monde physique, en lien aussi avec leur éducation et leur expérience de la démocratie. Dans le laboratoire, l'utilisation de la technologie dans l'éducation a été reconnue comme :

- ▶ un espace sûr, hors du contrôle gouvernemental, communautaire, voire parental ;
- ▶ un espace participatif et collaboratif permettant aux groupes d'échanger et de débattre ;
- ▶ un espace égalitaire, intergénérationnel, qui dépasse les clivages économiques, ethniques ou géographiques.

Conclusions

Pour mettre en place l'éducation numérique, il convient de changer les priorités des enseignants et des écoles en termes de transfert des connaissances ou des informations afin de développer l'esprit critique, et notamment :

- ▶ les compétences en matière de discernement – déterminer et évaluer quelles sont les informations pertinentes ou non ;
- ▶ la conscience du contexte et du cadre, c'est-à-dire savoir qu'un moteur de recherche n'est pas entièrement prédéterminé du fait de son algorithme ;
- ▶ les compétences pour choisir, ou même concevoir, les outils, les plateformes, les moteurs de recherche ou les sources les plus appropriées pour ce faire.

Une démocratie ne peut être participative sans éducation participative et une démocratie ne peut être collaborative sans éducation collaborative. La technologie offre les outils et l'espace nécessaires, que ce soit en exploitant les systèmes existants, ou en en élaborant de nouveaux.



Lab 9 – Former les leaders démocratiques de demain : comment faire la différence ?

Parrainé par l'Association des Ecoles d'études politiques

Modérateur : M. Hakan ALTINAY, Directeur de l'Ecole européenne de politique, Istanbul

Initiative : Le réseau des Ecoles d'études politiques du Conseil de l'Europe

Présentateurs :

Mme Veneta ILIEVA, Bulgarie, ancienne de l'Ecole bulgare d'études politiques, Trust for Social Achievement, Sofia

Mme Yael OHANA, Allemagne, Fondatrice et directrice du cabinet en conseil éducatif "Frankly Speaking", Berlin

Intervenants:

M. Bryony HOSKINS, Royaume Uni, professeur de Sciences sociales comparatives, université de Roehampton

M. Jakov ZIZIC, Croatie, directeur exécutif, Académie pour le développement politique

Présidente: Mme Catherine LALUMIERE, France, Présidente de l'Association des Ecoles d'Etudes politiques, ancienne Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe

Le lab en bref

Ce laboratoire a permis d'explorer le contexte, les avantages potentiels, les défis et la portée de l'éducation non formelle dans la promotion de la citoyenneté active et du leadership démocratique. En donnant un aperçu du travail des Écoles d'études politiques et d'autres plateformes de formation, les participants ont débattu de bonnes pratiques utilisées pour créer des occasions d'apprentissage inclusif pour les jeunes de tous les groupes de la société.

Les Écoles d'études politiques ont été créées par le Conseil de l'Europe, qui continue à les soutenir conjointement avec l'Association des Écoles d'études politiques, établie en 2008. Depuis presque 25 ans, les écoles sont devenues un modèle de la démocratie par l'éducation dans 24 pays en Europe et, plus récemment, en Afrique du Nord. Leur mission est de former une nouvelle génération de jeunes responsables (moyenne d'âge 35 ans) aspirant à construire une culture politique démocratique et moderne en respectant les valeurs défendues par le Conseil de l'Europe.

L'éducation non formelle peut être décrite comme une méthode d'apprentissage qui intervient hors des structures d'apprentissage traditionnelles, avec des méthodes d'enseignement différentes et peu

d'évaluations. Elle est volontaire, bien qu'intentionnelle et organisée, et axée sur des valeurs plutôt que sur un sujet. Dans le contexte de la formation des dirigeants démocratiques, l'éducation non formelle peut s'avérer utile pour compléter l'éducation formelle, qui est parfois déficiente.

La capacité de l'éducation non formelle et de ces écoles, en particulier, à s'adresser à des groupes hétérogènes de personnes d'horizons différents peut encore être améliorée. La question d'élargir l'accès à l'éducation non formelle a donc été un thème récurrent tout au long de ce laboratoire.

La valeur ajoutée de l'éducation non formelle repose sur une éducation axée sur des attitudes et des comportements plutôt que des compétences. Il s'agit là d'un point important, lié à la question de leadership démocratique, car comme le rappellent les propos de Pierre Mendès France « la démocratie est d'abord un état d'esprit », a déclaré la modératrice du laboratoire, Catherine Lalumière.

À propos de l'initiative

Yael Ohana a présenté la valeur ajoutée fondamentale et les pièges potentiels de l'approche de l'éducation non formelle, expliquant qu'elle pouvait être considérée comme une approche fondée sur les valeurs, réfléchie, critique, relationnelle, offrant un intérêt pour le développement et non doctrinaire, qui pourrait constituer un modèle très efficace de changement si elle est correctement mise en place. Elle a cité en exemple deux initiatives pour lesquelles l'éducation non formelle a fait une différence : le réseau RAY du programme « Jeunesse en action » de la Commission européenne (2007-2013) et le projet Écoles amies des droits humains d'Amnesty International.

Sur le plan politique, Yael Ohana a déterminé quatre domaines importants que pouvait développer l'éducation non formelle : l'esprit critique, la culture politique, la confiance psychologique et le leadership participatif. Toutefois, l'éducation non formelle n'est pas sans piège, principalement concernant le nombre de personnes qu'elle atteint, qui reste limité. Souvent, les formateurs ne sont pas formés à la pédagogie et l'éducation non formelle n'est pas reconnue comme un aspect important du système éducatif. En effet, si la théorie est largement développée, on dispose de peu d'informations sur son efficacité et rares sont les recherches effectuées en la matière.

Répondant à des questions des participants du laboratoire, Yael Ohana a déclaré que les écoles qui souhaitent pratiquer la démocratie doivent laisser les élèves prendre les décisions importantes, et pas seulement les encourager à s'impliquer dans des simulations de débats ou de conférences.

S'agissant de la reconnaissance de l'éducation non formelle, le problème se situe davantage au niveau des universités et des employeurs qui ne reconnaissent pas les résultats obtenus par les projets et les cadres de l'éducation non formelle. Mme Ohana a évoqué à ce sujet le certificat *Youthpass* de l'Union européenne, qui permettait de reconnaître officiellement les activités éducatives non formelles.

Après la première présentation, Veneta Ilieva a donné un exemple concret d'éducation non formelle. Elle a présenté l'Académie d'été pour le renforcement de la démocratie dans la région euro-méditerranéenne, qui s'est tenue en mai 2016 en

Bulgarie, et à laquelle elle a participé en tant qu'ancienne de l'école bulgare de Politiques. La manifestation a réuni 21 participants de trois Écoles d'études politiques (de Bulgarie, de Tunisie et du Maroc).

Veneta Ilieva a noté qu'on pourrait considérer l'académie comme un microcosme pour l'application de l'objectif plus large consistant à amener des personnes d'horizons différents à travailler ensemble. Elle a souligné qu'un certain nombre de questions soulevées par les participants portent sur les valeurs démocratiques telles que la gentillesse, l'amitié, le respect et la confiance, tant comme attitude individuelle que collective. Ce qu'il faut dans les institutions démocratiques, c'est pimenter ces valeurs par une dose d'esprit critique, mais aussi aider les individus à lutter contre la manipulation politique, a-t-elle ajouté.

Bryony Hoskins a fait état des difficultés rencontrées par l'éducation non formelle pour atteindre tous les groupes sociaux et économiques et garantir un espace utile dans le système éducatif. Elle a noté que les valeurs démocratiques et l'engagement politique sont souvent enseignés au niveau local et que de ce processus social découle un sentiment d'appartenance à un groupe. Elle a souligné que les parents et la famille jouent un rôle essentiel dans l'éducation non formelle. Selon elle, l'un des rôles majeurs de l'éducation non formelle devrait être d'offrir une instruction démocratique aux personnes qui n'ont pas appris ces valeurs dans leur environnement familial et, pour cette raison, il convient de mettre en place des activités ciblées. En ce qui concerne les structures éducatives formelles, Mme Bryony Hoskins a souligné que souvent, les écoles présentent précisément l'inverse des comportements démocratiques, étant souvent connues comme des institutions où s'appliquent règles, restrictions, autorité et punitions. Les décisions en matière d'éducation incombant aux gouvernements, certaines approches innovantes de l'éducation sont invalidées avant d'avoir une chance de se développer, a-t-elle ajouté.

En se fondant sur son expérience en tant que directeur de l'Académie pour le développement politique en Croatie, Jacov ŽIŽIĆ a expliqué que les valeurs démocratiques ne font pas seulement défaut dans la gestion des écoles, mais ne figurent parfois pas dans leurs programmes. Il a constaté que c'est le cas en Croatie et a noté que l'éducation non

formelle est le seul moyen d'enseigner le leadership démocratique, étant donné que l'éducation formelle ne permet guère cet enseignement. L'Académie pour le développement politique propose depuis peu un cycle de formation pour les étudiants, en plus du programme classique pour les jeunes professionnels.

Citant Pierre Mendès France qui a déclaré « la démocratie est d'abord un état d'esprit », Catherine Lalumière, modératrice du laboratoire, a insisté sur l'importance du respect, de la confiance, de la gentillesse, des valeurs et des principes démocratiques en tant que principes fondamentaux de l'éducation. Elle a ajouté que le fondement de ces valeurs démocratiques devrait être les instruments dont les gens disposent déjà, tels que la Convention européenne des droits de l'homme et la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies. Elle a cependant expliqué que l'éducation formelle et l'éducation non formelle sont toutes deux nécessaires et complémentaires.



Conclusions

La formation des leaders démocratiques de demain par l'éducation formelle ou non formelle doit mettre l'accent sur le développement de valeurs et de principes démocratiques.

L'éducation non formelle devrait être davantage accessible à tous les groupes de la société et ne pas se limiter à ceux qui participent déjà à la société civile et à la démocratie.

Les systèmes d'enseignement formel et non formel peuvent se compléter. Il convient de reconnaître l'éducation non formelle comme une contribution précieuse à l'éducation et au leadership démocratiques.

Thème 2 : L'éducation réduisant les inégalités - succès ou échec ?

L'éducation a contribué au processus de développement des communautés et à la formation de l'identité nationale et continue à être perçue comme un facteur de développement de la cohésion sociale et du sentiment d'appartenance à la société. Cependant, dans les sociétés interdépendantes d'aujourd'hui, qui se diversifient de plus en plus, l'aptitude à nouer des relations par-delà les clivages locaux et nationaux et à dépasser une conception trop étroite de l'intérêt national, en vue de répondre aux défis communs qui se posent à l'humanité, devient cruciale.

Quel type de ressources démocratiques mobiliser pour aider à améliorer le financement et l'accès à une éducation de qualité ouverte à tous les élèves et étudiants, particulièrement aux personnes appartenant à des groupes vulnérables ou défavorisés ? Les développements technologiques, l'utilisation des TIC dans l'éducation, les partenariats public-privé et les méthodes d'éducation non formelle pourraient-ils assurer davantage l'inclusion dans l'éducation, et dans quelle mesure les institutions sont-elles capables de combiner différentes formes d'éducation, y compris l'éducation en face à face et en ligne ? Comment développer la formation tout au long de la vie, en utilisant les nouvelles technologies, pour entretenir le dialogue intergénérationnel ? De quelle façon l'éducation peut-elle aider à surmonter les clivages culturels (ethniques, religieux, linguistiques) au sein de la société et contribuer au développement d'une identité plurielle ?

Les laboratoires regroupés sous ce thème ont tenté de répondre à ces questions.



Lab 10 – Ludifier la démocratie

Modératrice : Mme Maria Esther RABASA GRAU, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Représentante permanente d'Andorre auprès du Conseil de l'Europe

Initiatives : GAMIFY- Democracy, The Young Republic, Suède ; Immersive Lab, Fondazione Mondo Digitale, Italie

Présentateurs :

M. Mohammed ALSAUD, Suède, président de Young Republic

M. Domenico ZUNGRI, Italie, superviseur de Immersive Lab

Intervenants :

Mme Vanessa LISTON, cofondatrice et PDG de CiviQ

M. Jorge SALDIVAR, Paraguay, ingénieur en informatique, doctorant en génie informatique et sciences informatiques, université de Trente (Italie) et chercheur assistant au service électronique et informatique, université catholique « Nuestra Senora de la Asunción » (Paraguay)

Le lab en bref

L'éducation traditionnelle et la démocratie ont besoin aujourd'hui d'être réinventées, ce laboratoire a été l'occasion d'examiner l'impact des jeux hors ligne et des technologies numériques immersives pour l'apprentissage de la démocratie, et l'interface qui pouvait être créée avec des environnements d'apprentissage formel.

L'objectif de ce laboratoire était d'examiner comment amener la démocratie et l'éducation à une relation plus symbiotique pour contribuer à réduire les inégalités sociales. En particulier, ce laboratoire a permis d'analyser comment l'éducation, grâce à l'innovation, pouvait favoriser l'engagement civique et, conjointement avec la démocratie, contribuer à renforcer une réflexion critique. Les défis du jeu et la réalité virtuelle donnent aux joueurs les missions nécessaires pour faire face aux problèmes liés à une communauté et faire entendre leurs voix, en leur offrant une autre compréhension des questions démocratiques. Les défis que posent ces deux approches sont nombreux et englobent le fait de convaincre les citoyens que leur engagement peut remédier à des problèmes sociétaux.

À propos des initiatives

« Il faut repenser l'éducation comme un nouveau réseau de soutien rendu possible par les technologies numériques. »

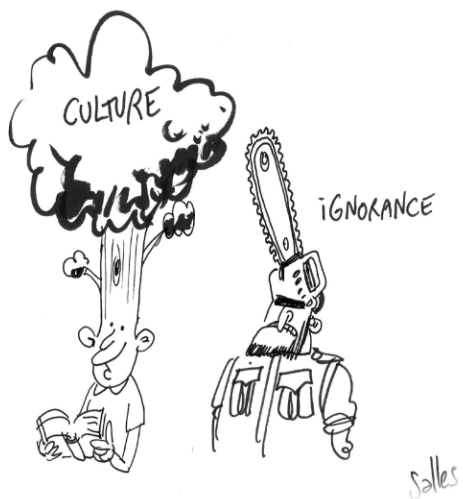
(Maria Esther Rabasa Grau)

« GAMIFY-Democracy », la première initiative présentée dans ce laboratoire, est une expérience unique d'apprentissage interactif et participatif : le programme est une série d'événements d'une demi-journée qui rassemble des jeunes de différentes origines vivant dans une même ville pour se rencontrer, jouer et partager tout en explorant des thèmes relatifs à la démocratie.

La méthodologie combine l'éducation non formelle et la « ludification » pour créer un environnement diversifié unique où les jeunes ont la possibilité d'expérimenter des situations liées à la démocratie, développent leurs compétences démocratiques et explorent les possibilités de travailler ensemble et de construire une démocratie plurielle, donc plus forte. GAMIFY, ouvert au public et présenté comme une activité de loisirs de week-end, œuvre pour la démocratie au-delà du jeu lui-même, grâce à la construction de liens personnels et de cohésion sociale.

« Les gens jouent le jeu, qui est davantage un parcours d'apprentissage expérimental » a indiqué Mohammed Alsaud en présentant l'initiative. « Gamify-Democracy » vous demande de sortir de votre zone de confort et d'accomplir les missions affectées par le jeu. Il touche toutes les tranches d'âge. Gamify crée un espace sûr où les joueurs se lancent de nouveaux défis hors de leur zone de confort. Ce qui est positif et manifeste avec Gamify-Democracy, c'est qu'il rassemble un panel de personnes issues de différents horizons pour accomplir les missions données par le jeu tout en

essayant de relever des défis de manière collective et individuelle. Il encourage donc le mélange des communautés et l'échange d'idées. Il est organisé au niveau local, en collaboration avec les autorités locales.



Deuxième initiative présentée dans le laboratoire, l'Immersive Lab est un laboratoire conçu à des fins éducatives avancées, équipé de technologies de réalité virtuelle, augmentée et mixte de nouvelle génération. Créé grâce à un financement de Google.org, il est hébergé à la Fondazione Mondo Digitale de Rome, où sont proposés des cours d'initiation à la technologie immersive pour les élèves des écoles publiques et des ateliers hebdomadaires de « conception en simulation immersive et storytelling », pour les jeunes à la recherche d'un emploi, les ITDD et les jeunes qui ont décroché du système scolaire. Une équipe d'anciens étudiants développe actuellement une expérience éducative immersive unique – le projet « Newtopia » – à la fois pour enseigner aux enfants de 8-12 ans des compétences générales et leur permettre de développer leur esprit critique, ainsi qu'une nouvelle perspective sur le « destin de l'humanité », a déclaré Domenico Zungri, le présentateur de l'initiative. Le défi est d'attirer les enfants afin de transformer leurs réalités passives en réalités actives. La façon de voir la réalité virtuelle sociale est très importante, a-t-il ajouté.

« Nous développons actuellement des expériences immersives où les joueurs peuvent créer des prototypes de la réalité : comme un prototype de ville dans laquelle s'impliquer. »

Après les présentations, les intervenants ont souligné les défis de ces deux initiatives. Vanessa Liston, cofondatrice et PDG de CiviQ, a reconnu que les deux initiatives sont intéressantes car elles visent à faire participer les citoyens aux questions démocratiques. Ses observations ont principalement porté sur les effets de la socialisation dès le plus jeune âge, et la question de savoir si la première initiative pourrait être utilisée avec les réfugiés ou la population autochtone. Elle s'est demandé s'il est possible dans ces groupes d'individus de socialiser les valeurs politiques et démocratiques bien connues. De plus, elle a soulevé une question sur l'effet du suivi de cette initiative et ses conséquences pour les étudiants et les participants.

Pour la deuxième initiative, Mme Liston a demandé si cette nouvelle technologie sera fournie par des entreprises, car dans ce cas, beaucoup plus d'informations sur les sentiments, les expériences et les réactions des joueurs pourraient être révélées, et seront aussi recueillies par les fournisseurs des

technologies. Quelle serait alors l'implication de cette réalité virtuelle dans la vie réelle des joueurs ? Faut-il protéger encore plus nos données personnelles ?

Mohammed Al Saud, qui représentait l'initiative de Young Republic, a répondu que, selon l'organisation à l'origine de « Gamify-Democracy », l'initiative a l'effet d'une « pilule magique ». En effet, ce jeu ouvre les joueurs à une autre dimension, tout en leur faisant mieux connaître certaines questions. Le processus de socialisation se poursuit même après la fin du jeu. En ce qui concerne le suivi, l'initiative Gamify est encore en phase de test. Tous les retours d'information reçus par Young Republic sont positifs. Toutefois, les retombées ne sont pas évaluées formellement. En effet, jusqu'à présent, seuls des suivis individuels sont menés, même si le procédé des événements « Gamify-Democracy » implique l'établissement de relations entre les participants.

Domenico Zungri, d'autre part, a répondu que les véritables menaces de ces technologies relèvent de la surveillance.

« Le partage de nos données nous rend de plus en plus accessibles. Le véritable objectif concerne les médias sociaux et la réalité virtuelle. C'est aux concepteurs de cette technologie de fournir des solutions répondant au souci de vie privée des joueurs. »

Le deuxième intervenant, Jorge Saldivar, a souligné l'approche des environnements en ligne et hors ligne et les problématiques en la matière. Il a proposé d'associer les deux initiatives afin de voir les résultats sur l'impact en ligne et hors ligne. Il a qualifié Gamify-Democracy de projet très prometteur. Il a partagé l'avis selon lequel les jeux pouvaient avoir un impact sur la vie des joueurs. Selon lui, une autre solution pour repenser la démocratie consiste à collaborer avec une organisation locale afin de mettre en œuvre ces deux initiatives et d'en savoir plus sur les problèmes au niveau local.

« Grâce à ce jeu, les collectivités locales peuvent apprendre comment prendre en compte et aborder leurs problèmes. »

Pour ce qui est de l'initiative italienne, il a ajouté que pour réduire les fractures numériques, il est important d'impliquer les collectivités locales et les écoles. Les élèves, au lieu de chercher des

informations dans les livres, peuvent désormais opter pour cette réalité virtuelle et acquérir des connaissances sur des thèmes éducatifs en faisant leurs propres expériences. Les enseignants représentent toutefois des acteurs essentiels dans ce contexte : inclure le programme scolaire et la salle de classe à cette réalité virtuelle ne peut se faire sans leur participation.

Jorge Saldivar a fait remarquer un obstacle majeur de la réalité virtuelle : elle ne s'adresse pas aux enfants malvoyants. Ils semblent coupés de cette nouvelle technologie. L'enjeu est donc d'éviter la discrimination de ces élèves du fait de leur état physique et cognitif.

M. Zungri a répondu que les enseignants, pour l'instant, ne souhaitent pas mettre à jour leurs connaissances pour appliquer cette technologie au programme scolaire. Il a convenu que le fait que chacun puisse tout voir de lui-même élargit considérablement l'expérience d'apprentissage ; des émotions et des sentiments entrent en jeu. S'agissant des personnes souffrant d'un handicap, M. Zungri était convaincu que la solution pourrait être d'associer cette technologie immersive aux neurotechnologies. Cependant, la recherche est essentielle pour développer plus efficacement cette réalité virtuelle.

Les participants au laboratoire ont partagé leurs observations et posé leurs questions. Un participant polonais a demandé si l'initiative Gamify avait déjà tenté de combiner apprentissage traditionnel et apprentissage en ligne.

M. Zungri a déclaré que l'impact neurologique de l'association de l'apprentissage traditionnel et de l'apprentissage virtuel a déjà été prouvé. Pour l'heure, il y a une forme d'implication des joueurs, car cette initiative entraîne des sentiments et avait des répercussions sur leur état d'esprit et même sur leurs corps. Le cerveau déclenche beaucoup de choses, c'est pourquoi il encourage les étudiants à utiliser les compétences non techniques (l'intelligence émotionnelle, la résolution des problèmes, le travail d'équipe et le leadership) pour réfléchir de manière critique tout en laissant de côté le monde réel et revoir leur façon de penser, repartir de zéro. Il interroge les utilisateurs : « Quel monde voulez-vous ? Un monde basé sur l'économie ? » Ou encore, « que faire des personnes qui commettent des crimes ? » Ainsi, il les amène à rendre compte

des résultats de leurs expériences dans la vie virtuelle.

Jorge Saldivar a ajouté que cette idée de repartir de zéro était aussi testée au Paraguay : on apprend à des jeunes comment programmer des technologies et, fait intéressant, ils peuvent partager leurs conclusions et leurs travaux sur une plateforme en ligne où tout le monde peut ajouter des données et commenter les résultats. De ce fait, un rassemblement est organisé régulièrement pour permettre à ces programmeurs de travailler en réseau.

L'un des participants au laboratoire a remis en cause le rôle des gouvernements : « Les gouvernements peuvent-ils utiliser la menace pour endoctriner les citoyens ? » et « Peut-on éliminer les menaces potentielles avant de révéler cette technologie au grand public ? » M. Zungri a répondu que nous faisons naturellement progresser nos connaissances. C'est pourquoi, d'une manière ou d'une autre, cette nouvelle technologie fera partie de la vie de la population. Il faut comprendre les possibilités de cette initiative et éviter de se focaliser sur les menaces potentielles.

Conclusions

- ▶ Les deux initiatives présentées peuvent changer notre façon de voir la démocratie participative. Elles peuvent facilement aligner les valeurs et les mœurs individuelles dans des contextes différents. Plus important encore, elles sont « ludifiées » pour rendre la démocratie et l'éducation plus amusantes et éthiques que jamais.
- ▶ Il existe de nombreux outils pour enseigner la démocratie et les valeurs démocratiques, mais les méthodes d'enseignement devraient être constamment mises à jour afin de mettre en œuvre tous les différents outils nécessaires pour toucher toute la population. Participer en classe ne suffit pas selon ces deux initiatives, il faut aller plus loin dans la réflexion afin d'intégrer les nouvelles technologies à la méthode d'enseignement actuelle.

Lab 11 – Adhérer à la citoyenneté mondiale

Modérateur : M. Paruyr HOVHANNISYAN, Arménie, Ambassadeur, représentant permanent de l'Arménie auprès du Conseil de l'Europe

Initiative : Rendre l'éducation à la citoyenneté mondiale possible pour les réfugiés, Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA)

Présentatrice : Mme Ozlem ESKIOCAK, Turquie, Coordinatrice du programme d'éducation aux Droits de l'Homme, UNRWA

Intervenants :

M. Donovan LIVINGSTON, USA, doctorant en leadership pédagogique à l'université de Caroline du Nord

M. Elisio MACAMO, Mozambique, professeur de sociologie au Centre d'études africaines, université de Bâle

Mme Milica POPOVIC, Serbie, doctorante à Sciences Po Paris et à l'université de Ljubljana

M. Grigory PETUSHKOV, Président du Conseil national des Jeunes de Russie, Président du Comité national d'organisation du XIX Festival mondial des jeunes et des étudiants (Fédération de Russie)

Le lab en bref

Ce laboratoire a permis d'introduire une initiative mise en place par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA). Faisant suite à une réforme de l'éducation en 2011, le programme d'éducation de l'UNRWA a été conçu pour promouvoir la citoyenneté mondiale et la notion de droits de l'homme. Pour parvenir à apporter un soutien et une éducation appropriée aux réfugiés palestiniens en Syrie, en Jordanie, en Palestine et au Liban, l'organisation a mis en place plusieurs services pour les réfugiés sur le territoire. Elle a ouvert des dispensaires, des services de secours et sociaux, de meilleures infrastructures dans les camps et 700 écoles. Ces écoles accueillent chaque année des milliers d'éducateurs et 500 000 enfants réfugiés palestiniens.

À propos de l'initiative

Le concept de citoyenneté mondiale a commencé à apparaître avec l'initiative « En faveur de l'éducation avant tout » du Secrétaire Général des Nations Unies Ban Ki-Moon, qui l'a considérée comme prioritaire pour l'éducation en 2012. La citoyenneté mondiale suppose un sentiment d'appartenance à une communauté mondiale. Pour éduquer les élèves à la citoyenneté mondiale, les enseignants reçoivent une formation adaptée et un cadre didactique composé de trois volets est mis en place. Le premier objectif de ce programme est d'intégrer une approche

fondée sur les droits de l'homme au processus d'apprentissage dans son ensemble au lieu d'enseigner ces questions en tant que matières distinctes. Les éducateurs apprennent à intégrer la notion dans tous les domaines en s'appuyant sur des exemples concrets. Le deuxième volet s'appelle la participation active des étudiants, ce qui signifie que les élèves apprennent par la pratique ou le jeu. Une plus grande participation améliore la pensée critique et favorise la prise de conscience. L'application du concept des droits de l'homme est présentée comme troisième élément. Il s'agit de changer l'attitude et le comportement des enfants en les faisant participer en tant que membres actifs de la collectivité. Dans cette optique, des parlements scolaires, dont les membres sont des élèves élus, sont organisés dans les écoles ; ils contribuent à catalyser les efforts visant à introduire largement la citoyenneté mondiale et les valeurs démocratiques dans l'enseignement primaire.

L'initiative présentée dans le laboratoire, et reconnue comme très concluante, a déjà permis de sensibiliser un grand nombre d'élèves. Toutefois, elle a été mise en œuvre dans un contexte très difficile, et plusieurs problèmes ont déjà été identifiés. Premièrement, la guerre faisant toujours rage, avec des territoires occupés et des camps de réfugiés surpeuplés, les enfants en âge de fréquenter les écoles primaires sont témoins de la guerre et de

violations des droits de l'homme au quotidien. Leur réalité est faite de violence et de tirs de roquettes qui bombardent leur pays d'origine. C'est là qu'apparaît la première difficulté : les valeurs des droits de l'homme qui sont promues se heurtent à la réalité du terrain. Deuxièmement, une certaine réticence est déjà apparue, même chez les enseignants. En effet, ils se demandent comment enseigner aux enfants les valeurs des droits de l'homme quand leurs droits fondamentaux sont violés chaque jour. Des discussions et de longs entretiens se sont imposés pour informer les enseignants sur ces questions délicates. On attend des parents qu'ils s'impliquent eux aussi et coopèrent hors du cadre scolaire, car les enfants doivent pouvoir appliquer ce qu'ils apprennent, en particulier chez eux. Par ailleurs, le manque de contact avec le monde globalisé est un problème majeur. Les enfants apprennent ce qu'est la diversité mais ont l'impression de ne pas avoir d'expérience, ne pouvant pas avoir une vue d'ensemble, compte tenu des rares moyens de communication.

Dans ce contexte, plusieurs événements ont été organisés. Par exemple, à Damas, un partenariat d'échange a été mis en place entre des réfugiés en huitième année et des étudiants du Royaume-Uni, pour permettre aux enfants de faire l'expérience de cette forme de communication avec le monde extérieur par le biais d'appels vidéo. Ce partenariat a permis aux élèves palestiniens de découvrir une autre vision du monde et de rencontrer des enfants comme eux. Il a aussi contribué au développement d'une communauté d'élèves plus large, tout en introduisant les concepts de diversité et de tolérance.

La discussion

Donovan Livingston a salué l'initiative et noté que la question est rarement abordée aux États-Unis. L'intervenant a aussi accueilli très favorablement le système à trois niveaux, car il offre aux enseignants un modèle d'enseignement démocratique plus efficace. Le projet gagnerait certainement en efficacité à l'avenir si les voix des enfants pouvaient s'exprimer sur le plan artistique, l'art étant l'une des meilleures passerelles pour relier les individus et constituant le lieu de rencontre de la race humaine, celui qui permet de se rassembler, a-t-il souligné. Il a également insisté sur l'importance d'inclure les parents au processus d'apprentissages des élèves.

L'observation d'Elisio Macamo a principalement porté sur le contexte difficile, selon lui, de l'initiative. Il a aussi déclaré : « cinq millions de réfugiés, ce chiffre est déjà un défi pour l'engagement mondial envers les droits de l'homme ». Compte tenu du contexte de guerre, il s'est demandé si Mme Eskiocak travaille dans un environnement qui contribue effectivement à promouvoir ces valeurs de citoyenneté mondiale.

Milica Popovic, saluant le travail essentiel accompli par l'organisation UNRAWA, a rebondi sur les remarques de M. Macamo, en demandant ce qu'on entend réellement par citoyenneté mondiale dans le contexte actuel de murs, de frontières et de visas.

Mme Popovic a déclaré que l'échange sur la citoyenneté mondiale entre les diverses cultures devrait être ouvert à tous, et ne devrait pas aboutir à une communauté mondiale de privilégiés.

Le dernier intervenant, Grigory Petushkov, a évoqué un festival de jeunesse organisé par le Conseil de la jeunesse de la Fédération de Russie. Sa 70^e édition se tiendra à Moscou. Son objectif est de rassembler les jeunes du monde entier, de promouvoir la diversité par l'échange grâce au sport, à des rencontres et à des discussions. M. Petushkov a défini la citoyenneté mondiale comme une culture qui contribue à l'égalité, au respect des autres et de leurs traditions, et ajouté que « même si la notion de citoyenneté évolue constamment, le lien avec notre propre identité et notre culture ne peut être rompu ».

Certaines questions et observations formulées au cours du laboratoire ont dénoncé le fait que la Fédération de Russie organise un tel festival compte tenu du conflit actuel avec l'Ukraine. M. Petushkov a aussi répondu aux allégations en soulignant que son organisation ne souhaite pas politiser l'événement, même si certains seraient tentés de le faire. Il a ajouté que l'idée à l'origine du festival était de célébrer les sociétés dans leur diversité.

Au sujet de l'idée de citoyenneté mondiale, Mme Eskiocak et M. Livingston ont partagé l'avis selon lequel être un citoyen mondial signifie s'intéresser aux autres personnes dans le monde.

« Ce qui fait de la démocratie une forme de gouvernement satisfaisante est le fait que ce qui nous arrive influence les autres. Il nous faut donc

trouver comment faire en sorte que citoyens se sentent motivés à agir et penser aussi pour les autres.»

Conclusion

- ▶ L'UNRWA encourage un modèle d'éducation positif susceptible d'être mis en

œuvre dans le monde entier, en particulier pour les enfants réfugiés.

- ▶ L'échange sur la citoyenneté mondiale entre les cultures devrait être ouvert à tous, et ne devrait pas aboutir à une communauté globale d'élèves privilégiés.

Lab 12 – DémocrARTisation

Modératrice : Mme Astrid Emilie HELLE, Norvège, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentante permanente de la Norvège auprès du Conseil de l'Europe

Initiative : DemocrArtization, Fundación BogotArt, Colombie

Présentateur :

M. Leonardo PÁRRAGA, directeur exécutif, Fundación BogotArt, Colombie

Intervenants :

Mme Milda LAUŽIKAITĖ, Lituanie, responsable de l'association "Kūrybinės jungtys" (connections créatives)

M. Dave MESLIN, Canada, directeur artistique

Mme Mouna TRABELSI, Formatrice et Présidente de l'ONG Alternative Media (Tunisie)

Le lab en bref

Ce laboratoire a porté sur le rôle des arts pour créer des environnements d'apprentissage inclusifs, participatifs et égalitaires, en particulier pour les jeunes exposés au risque d'exclusion sociale. L'initiative a pour objectif de renforcer la participation des jeunes à la vie de la communauté, de les encourager à s'impliquer dans le processus d'élaboration des politiques et de favoriser un dialogue démocratique.

L'art est trop souvent élitiste et discriminatoire, séparant les individus en deux catégories : les artistes et ceux qui ne sont pas étiquetés en tant que tels. Comment démocratiser l'art ?

À propos de l'initiative

Banksy, sans aucun doute l'un des artistes les plus reconnus du street art, a déclaré « Des équipes d'experts en marketing envahissent les 30cm² de nos cerveaux chaque jour de nos vies. Le graffiti est une réponse parfaitement proportionnée au fait qu'une société obsédée par le statut social nous vend des objectifs inatteignables. »

Le street art peut se présenter comme une contre-réponse à la société qui, au lieu de vendre un style de vie artificiel, offre une vision concrète des idéaux et de l'identité de la communauté dans une poignée de mètres carrés reconquis sur le gris uniforme.

JR, artiste français qui met en œuvre le projet Inside Out, a montré au monde dans quelle mesure donner de la visibilité à ceux qu'on n'entend jamais grâce à une photographie géante permet de promouvoir efficacement une meilleure compréhension

culturelle et de faire naître une envie de changement au sein des communautés.

Cette initiative est partie de quelque chose de précis. En 2012, pendant une visite de la cascade de Las Delicias à Bogotá, le fondateur de BogotArt a découvert que, contrairement à de nombreux espaces naturels de la ville de Bogotá, pour la plupart croulant sous les ordures, dans de mauvaises conditions et en général dangereux, la zone des cascades de Las Delicias était une sculpture de propreté et d'ordre. De plus, elle était entourée par un ensemble de fresques prônant une connexion avec la Terre mère et des comportements respectueux de l'environnement.

L'art est considéré comme un outil efficace pour promouvoir la citoyenneté active dans une région où les membres de la communauté peuvent être les défenseurs de l'écotourisme dans leur propre quartier. Tout a commencé dans un quartier de Bogotá, où les habitants commettaient des vols à la tire sur les passants, où la population vivait dans les ordures (représentant le volume d'un énorme camion-citerne). Les politiques publiques ont changé en 2015 avec la volonté du gouvernement de faire de Las Delicias un site touristique à Bogotá et par conséquent d'investir des moyens qui ont renforcé l'économie locale.

Ayant à l'esprit l'idée que la démocratie couvre aussi l'égalité entre les citoyens, le présentateur du laboratoire souhaitait vraiment que la population marginalisée de son pays, de sa région et en particulier de sa ville se considère comme faisant

partie de la communauté, afin qu'elle soit encouragée à participer à la vie politique en se sentant légitime à le faire. Voilà comment BogotArt a commencé à prendre forme pour beaucoup.

Cette idée a amené le jeune et talentueux Leonardo Parraga à fonder BogotArt en 2013 afin d'impliquer les jeunes, en particulier les jeunes à risque, dans des projets de street art dans un quartier pauvre de Bogotá, La Persévérance. Ce projet a pour objectif d'aider les habitants à se sentir membres de leur propre communauté et à considérer leurs quartiers comme des endroits où il fait bon vivre.

L'interaction avec des personnes de différents horizons permet de braver les idées préconçues et de cohabiter de manière satisfaisante dans une société pluraliste. Pour ce faire, deux grandes stratégies ont été mises en œuvre. La première consiste à organiser des ateliers avec des bénévoles étrangers et des personnes issues de différents milieux (social, universitaire et économique) dans la ville de Bogotá. Des intervenants capables, bien formés et compétents pour mener les ateliers dispensent un enseignement de grande qualité à un groupe de jeunes privés d'éducation à l'art et à la réflexion créative dans leurs écoles. Ainsi, les jeunes peuvent développer en permanence leur confiance en eux, travailler en équipe et interagir au sein d'un groupe, et explorer des aspects de leur personnalité qui ne sont pas favorisés dans un environnement d'apprentissage traditionnel.

Ce modèle permet de rassembler des personnes très diverses et leur offre un espace sûr pour faire connaissance et interagir avec des personnes qu'elles n'auraient jamais fréquentées.

La deuxième approche, l'initiative AR Tourism, combine le tourisme communautaire, des créations artistiques dans l'espace public et une interaction entre la population locale, les étrangers et les personnes venant d'autres quartiers de la ville. La possibilité d'accéder à un quartier, qui est normalement considéré comme interdit aux non-résidents, du fait d'une image d'insécurité, a contribué à créer un espace de communication ouvert. BogotArt permet une éducation par les pairs pratique et informelle, un échange d'idées, le développement des compétences linguistiques et l'élargissement des possibilités en matière de développement personnel, grâce à un contact direct

avec des personnes accomplies dans des secteurs différents.



La discussion

La redéfinition de l'espace public grâce à l'art a été très appréciée par Dave Meslin. « Il est très important que chaque membre de la société explore les rues, les murs et les tunnels. On devrait tous faire du street art. »

Mouna Trabelsi a mis en avant la nécessité de réintégrer, grâce à l'art, la population marginalisée. Elle a ensuite présenté l'initiative d'une ONG. Par le biais d'une exposition appelée « Ne nous oubliez pas », un groupe de journalistes et de militants ont montré la réalité quotidienne en Tunisie, et notamment les problèmes liés à l'éducation pour tous les enfants, l'accès à l'eau et aux problèmes d'infrastructures qui apparaissent, en particulier après le Printemps arabe. L'objectif de la fondation est aussi de promouvoir l'éducation politique, de fournir des conseils juridiques et d'aider les citoyens à connaître et à défendre leurs droits.

Pour finir, Milda **LAUŽIKAITĒ** a salué ces nouvelles méthodes d'éducation des citoyens par l'art et la créativité, avec l'aide de ce qu'elle a appelé des « professionnels créatifs ».

Conclusion

- ▶ L'éducation est cruciale pour unir les futurs citoyens.
- ▶ Tout le monde a un rôle clé à jouer dans la construction de la démocratie.
- ▶ L'art peut être un nouveau moyen de favoriser l'intégration et de créer un lien social, et la première étape de l'engagement politique et de la participation.
- ▶ L'art et la création sont les meilleurs moyens de réinventer nos systèmes éducatifs actuels, de bâtir un monde plus inclusif en termes de cohésion sociale et d'engagement politique.



1

¹ Google – images libres de droits, étiquetées pour une réutilisation commerciale avec modifications.

Modérateur : M. Erdoğan İŞCAN, Turquie, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent de la Turquie auprès du Conseil de l'Europe

Initiatives : Enseignement supérieur pour les réfugiés, Kiron Open Higher Education , Allemagne ; NaTakallam, USA

Présentateurs :

M. Florian RAMPELT, Allemagne, responsable de la qualité pédagogique, Kiron Open Higher Education gGmbH

Mme Aline SARA, USA/Liban, fondatrice et PDG de NaTakallam

Intervenants :

Mme Farah ABDI, Somalie/Malte, Réfugiée et bloggeuse reconnue

Mme Majd IZZAT AL-CHOURBAJI, Liban, fondatrice et gestionnaire de Basamat for Development

Le lab en bref

Ce laboratoire a porté sur le rôle de l'innovation sociale dans l'éducation afin d'offrir des possibilités pour les réfugiés d'apprendre et d'enseigner, les résultats obtenus jusqu'à présent et les défis restant à relever. De ce fait, comment renforcer le lien entre la démocratie et l'éducation afin de contrer les risques de fractures sociales ?

À propos des initiatives

« Kiron open higher education » est une start-up sociale allemande qui a été fondée en 2015. Elle vise à offrir aux réfugiés, en dépit de leur situation légale, la possibilité d'avoir accès à l'enseignement supérieur et d'obtenir à terme un diplôme d'une université accréditée au niveau international. Le processus de Kiron comporte deux étapes, l'une en ligne et l'autre hors ligne. Le programme est basé sur des cours en ligne ouverts et massifs (MOOC). Ils sont disponibles en ligne, selon les acquis d'apprentissage des élèves, et Kiron les englobe dans un cursus reconnu par ses universités partenaires. Après 2 ans d'études en ligne, les étudiants peuvent finaliser leurs études dans l'une des universités partenaires de Kiron qui reconnaît ces cours en ligne avec un contrat d'études.

Les participants au laboratoire ont reconnu que le modèle d'éducation de Kiron est innovant car il s'appuie sur des MOOC, qui constituent l'une des plus grandes innovations en matière d'éducation ces dernières années.

Indubitablement, le modèle Kiron illustre bien comment surmonter les difficultés d'accès rencontrées par les réfugiés, telles que les obstacles juridiques et linguistiques, les coûts de l'éducation et une capacité insuffisante des universités. Kiron utilise une combinaison innovante d'apprentissage en ligne et hors ligne pour offrir aux réfugiés et aux personnes déplacées une éducation accessible, durable et efficace par rapport à son coût. Son objectif global est de favoriser l'intégration dans le pays d'accueil et de créer des perspectives à long terme pour ces populations. Le taux d'abandon est étonnamment faible pour un système d'éducation en ligne mais la moitié des étudiants seulement représentent une preuve tangible de succès du modèle éducatif de Kiron, pour l'instant.

NaTakallam signifie « on parle » en arabe. Ce projet est une plateforme en ligne, lancée en 2015, qui relie les apprenants arabes, quel que soit le pays où ils se trouvent dans le monde, avec les déplacés syriens pour la pratique de la langue en ligne et sur Skype.

L'initiative offre une source de revenus importante et des offres d'emploi enrichissantes aux personnes déplacées qui, comme nous le savons, ont un accès au travail très limité, entravé par les barrières linguistiques et les restrictions de main d'œuvre. Ainsi, en leur fournissant une source de revenus, NaTakallam leur redonne un sentiment de dignité. Plus qu'un simple apprentissage de la langue, ce programme est un échange interculturel puissant entre apprenants et enseignants. Il conserve une

dimension humaine, convaincu de l'importance de préserver cet aspect dans l'éducation. Le message principal véhiculé par cette initiative est que les réfugiés viennent de classes et d'horizons divers et que les Syriens sont des personnes compétentes. L'idée est d'intégrer le projet dans différentes salles de classes et cours afin de créer des amitiés par un échange interculturel pour sensibiliser à la situation des réfugiés et réduire les stéréotypes les concernant. NaTakallam est toujours à la recherche de soutien financier et institutionnel, car sa taille reste limitée. Aline Sara a souligné un véritable problème en termes de soutien local et de cadre juridique national, qui étaient plus que nécessaires pour s'attaquer à l'économie indépendante, afin de d'offrir des emplois aux réfugiés pour qu'ils ne soient pas en conflit avec l'emploi de l'économie locale. Il convenait selon elle d'ouvrir ce débat.

La discussion

Majd IZZAT AL-CHOURBAJI a ouvert la discussion en soulignant que la première initiative se heurtait à un défi majeur qui était d'assurer l'intégration des réfugiés dans les pays d'accueil et de donner aux réfugiés le droit d'accéder à l'éducation. Compte tenu de la crise des réfugiés, a-t-elle ajouté, malgré tous les efforts déployés par les organisations internationales, l'éducation n'était alors pas parvenue à un niveau viable. Au Liban, par exemple, il n'y avait pas de solution pour les réfugiés, en particulier pour les jeunes. Même dans l'enseignement primaire, plus de 50 % des jeunes restaient en dehors du système. Le problème majeur était que cette communauté refuse tout droit à ces réfugiés et leur intégration était quasiment impossible. L'intervenante a appelé la communauté internationale et l'Europe à prendre davantage au sérieux le problème de l'intégration des réfugiés syriens dans les pays d'accueil et à prévoir d'intensifier les efforts pour changer cette situation complexe.

La deuxième intervenante, Farah Abdi, a fait un témoignage inspirant qui visait à prouver que les réfugiés étaient des personnes capables et intelligentes qui méritaient d'être traitées de la même manière que les ressortissants dans les pays d'accueil. Le public du laboratoire a été favorablement orienté ; plusieurs questions ont été soulevées sur le volet opérationnel des initiatives, à savoir les questions budgétaires, le soutien financier et institutionnel, et les membres du personnel.

Cependant, le débat a fait ressortir un point pertinent et essentiel qui était lié à l'aspect virtuel des deux initiatives, alors que l'intégration des réfugiés intervenait dans un espace physique réel, comme les écoles ordinaires. Cela étant, les deux initiatives visent à créer des liens entre les réfugiés dans des espaces physiques : Kiron travaille déjà sur ce point en prévoyant des plateformes d'études grâce auxquelles les étudiants peuvent se rencontrer et se réunir pour étudier en groupes d'études en dehors des camps de réfugiés. Kiron a aussi mis en œuvre un programme de jumelage qui permet aux étudiants, où qu'ils se trouvent, de prendre contact avec d'autres étudiants qui ont déjà intégré des programmes d'études similaires. Kiron organise aussi des stages pour ses étudiants afin d'assurer leur motivation et de leur offrir un accès au marché du travail dès que possible. NaTakallam avance aussi dans ce domaine en intégrant son projet dans des classes et des programmes divers dans des universités différentes. Un programme d'échange au niveau de l'enseignement secondaire est aussi prévu pour mettre en contact des élèves du secondaire avec des lycéens réfugiés.

Conclusions

- ▶ Dans le contexte de la crise des réfugiés, l'éducation joue un rôle éminent dans le processus d'intégration.
- ▶ L'éducation est essentielle pour la cohésion sociale et la coexistence pacifique ; elle est déterminante pour une intégration réussie dans la société d'aujourd'hui.
- ▶ « Kiron » et « NaTakallam » ont recours à l'innovation et à la technologie pour surmonter les difficultés liées à l'accès des réfugiés à l'éducation et au travail.
- ▶ Il est nécessaire de réformer l'organisation et le fonctionnement des établissements d'enseignement afin de faciliter l'accès des réfugiés au système éducatif dans les pays d'accueil.

L'initiative de Kiron a été désignée par les participants au Forum comme la gagnante du Prix de l'innovation démocratique du Conseil de l'Europe.



Lab 14 – Décryptage des médias

Modérateur : M. Dmytro KULEBA, Ambassadeur, représentant permanent de l'Ukraine auprès du Conseil de l'Europe

Initiatives : New Media School Save the Cave, Institut National Démocratique (NDI), Kosovo¹ ; Media Pluralism Monitor, institut universitaire européen, Italie

Présentateurs :

M. Valon KURHASANI, gestionnaire de programme, NDI Kosovo

Mme Alina OSTLING, chercheuse à l'institut universitaire européen de Florence, Italie

Intervenants :

M. Adam NYMAN, Belgique, directeur et fondateur de Debating Europe

Mme Sorina ȘTEFĂRȚĂ, Moldova, Directrice de l'école supérieure de journalisme de Chisinau

Le lab en bref

Le laboratoire a été l'occasion d'examiner des initiatives pour augmenter la maîtrise des médias et la compétence des citoyens, et des moyens d'accroître de manière significative la participation via les médias sociaux.

À propos des initiatives

New Media School, en particulier son initiative Save the Cave, de l'Institut national démocratique du Kosovo, offre une plateforme créée pour doter les jeunes d'autres moyens de communication et d'outils pour soulever publiquement et de manière stratégique des questions d'ordre politique. Ce programme aide les jeunes militants du Kosovo à tirer parti des médias sociaux (Facebook, Twitter, Instagram) pour promouvoir les processus sociaux et politiques. L'initiative Save the Cave est l'un des neuf projets développés par New Media School. Son objectif principal est de préserver le lieu unique qu'est la grotte de Gadime de la destruction et de la pollution. Les jeunes participants ont axé cette campagne sur la sensibilisation par le biais des médias sociaux, principalement via Facebook. Cette campagne a aussi été soutenue par des faits scientifiques réunis sur la base d'une visite de terrain dans la grotte et de consultations professionnelles avec des experts internationaux et locaux. Avec plus de 73 000 visiteurs sur les médias sociaux, 14 000 citoyens engagés dans le projet et 400 bénévoles, cette initiative a été un succès dans la mesure où elle a conduit à la gestion adéquate des recettes de la billetterie et à une gestion formelle de la grotte sous l'autorité des institutions de l'État.

Aujourd'hui, la grotte est complètement rénovée et accueille chaque année 70 000 visiteurs. Le succès de cette initiative repose sur une approche omnicanal, axée sur les médias sociaux, mais aussi soutenue par la suite par les médias traditionnels. Cette approche, qui considère les citoyens comme des messagers et pas seulement comme des destinataires passifs, entraîne un meilleur niveau d'implication dans le projet. Après avoir été confrontée à des défis tels que la bureaucratie et l'intimidation, cette initiative réussie rétablit la confiance dans la démocratie, étend la transparence et établit une référence démocratique pour l'ensemble de la population.

L'Observatoire du pluralisme des médias vise à identifier les risques potentiels du pluralisme des médias dans 30 pays (28 États membres de l'Union européenne, ainsi que la Turquie et le Monténégro). Il couvre tous les types de médias : le service public, les médias commerciaux et communautaires. En 2016, l'Observatoire du pluralisme des médias a étudié 200 variables, 20 indicateurs et a identifié les risques du pluralisme des médias dans quatre domaines : la protection de base, la concentration de la propriété et la transparence, l'indépendance politique et l'inclusion sociale. La maîtrise des médias est un indicateur clé. C'est une condition essentielle pour des citoyens actifs et critiques, en mesure de participer à la vie démocratique. Elle dépend de facteurs environnementaux (politique médiatique, éducation, activités) et de facteurs individuels (information,

résolution de problèmes, et compétences en logiciels informatiques). Selon les résultats préliminaires de l'Observatoire du pluralisme des médias 2016, la moitié des pays ont un niveau de risque faible, mais huit d'entre eux ont un niveau de risque élevé, en particulier les pays baltes et l'Europe du Sud-Est.

Dans la société médiatique d'aujourd'hui, de plus en plus, ne pas maîtriser les médias constitue un handicap. Pourtant, dans la majorité des pays européens, il n'existe pas de politique globale et applicable en matière d'éducation aux médias, et elle n'est pas enseignée à l'école. Voilà pourquoi seule une minorité de la population dispose de cette compétence clé pour les citoyens. Les capacités d'analyse critique, qui n'étaient pas couvertes par l'étude 2016, ont une importance croissante, par exemple pour faire la différence entre les publicités et les articles de fond dans nos sociétés « connectées ».

La discussion

D'après l'expérience de Valon Kurhasani, le processus de mobilisation via les médias sociaux comporte quatre étapes : entrer en contact avec les personnes ciblées et parler à leurs émotions ; entraîner l'adhésion des personnes concernées ; interagir avec les personnes impliquées, c'est-à-dire via une communication directe, afin de former des messagers ; et lever une armée de bénévoles qui investiront du temps dans le projet. Cependant, les médias sociaux ne sont qu'un outil, et il est indispensable d'appliquer une approche omnicanal pour atteindre l'ensemble de la population ou des groupes ciblés.

Les médias sociaux progressent, et si les médias traditionnels restent plus crédibles, et offrent des contenus professionnels, il s'agit d'un mode de communication à sens unique. Les caractéristiques des médias sociaux sont les suivantes : ils suscitent un vif intérêt, permettent une communication à double sens et diffusent des informations plus transparentes. Les médias sociaux permettent par exemple de vérifier les faits en temps réel. La communauté des médias sociaux fixe désormais l'agenda politique : les responsables politiques traitent souvent les sujets discutés en ligne dès lors que la mobilisation est assez grande ; c'est le cas de Save the Cave. Comprenons donc que les médias sociaux et les médias traditionnels sont complémentaires.

« Tout l'enjeu de cette initiative, c'est de donner aux individus les moyens de participer. »

Conclusion

- ▶ Les médias sociaux sont un nouveau moyen de promouvoir les processus sociaux et politiques.
- ▶ Les médias sociaux ne sont qu'un outil, et il est essentiel d'utiliser une approche omnicanal pour atteindre l'ensemble de la population ou du groupe ciblé.
- ▶ La maîtrise des médias est la capacité individuelle à interpréter de façon autonome et critique le flux, la substance, l'intérêt et l'incidence des médias sous toutes leurs multiples formes.
- ▶ Les médias sociaux sont caractérisés par une communication à double sens et, éventuellement, des informations plus transparentes.



Lab 15 – Salle de classe mondiale

Modératrice : Mme Corina CĂLUGĂRU, Ambassadeur, Représentante permanente de la République de Moldova auprès du Conseil de l'Europe

Initiatives : Scholas.citizenship, Scholas Occurrentes Foundation, Cité du Vatican ; Initiative Global-to-Local Service-Learning, université du Wisconsin- Institute of World Affairs, Milwaukee, USA ; *“Dialog macht Schule”*, Allemagne

Présentateurs :

M. Jose Maria DEL CORRAL, Président de la Fondation Scholas Occurrentes (Saint Siège)

Mme Nicole PALASZ, USA, coordinatrice de programme, Institute of World Affairs, université du Wisconsin- Centre international pour l'éducation de Milwaukee

M. Siamak AHMADI, Cofondateur, Directeur, Dialog macht Schule (Allemagne)

Intervenants :

Mme Alaa MURABIT, Libye/Canada, défenseur des objectifs du développement durable, Fellow du MIT Media Lab, Haut-Commissaire des Nations unies pour l'emploi en santé et la croissance économique

M. Juan Diego CALISTO, Pérou, fondateur de *“Ruwasunchis”* (qui signifie *“Faisons-le ensemble”* en langue quechua)

Le lab en bref

Le laboratoire a porté sur les initiatives d'éducation des citoyens ayant une portée mondiale, ainsi que celles qui favorisent l'action civique locale basée sur la prise de conscience des défis mondiaux.

À propos des initiatives

La première initiative présentée vise à entraîner un changement de paradigme dans l'éducation en intégrant les communautés éducatives avec une attention particulière envers ceux qui ont moins de ressources. Les principaux axes abordés par cette initiative sont : se fonder sur la technologie pour concevoir la salle de classe mondiale, en complément avec les arts et les sports, et récupérer le pacte éducatif pour parvenir à une société intégrée et pacifique. La fondation Scholas travaille simultanément sur quatre lignes. La ligne olive élabore des campagnes de sensibilisation sur les valeurs humaines -exécution des campagnes sur des valeurs par le biais du sport et d'événements artistiques - Olive Ritual (production d'un contenu éducatif, diffusion des valeurs énoncées avec les médias de masse. Deuxièmement, elle applique ses propres programmes localement et globalement pour intégrer les enfants et les jeunes. Le programme de citoyenneté Scholas est un programme éducatif qui génère l'engagement des citoyens entre les différentes écoles travaillant ensemble. Troisièmement, elle reconnaît et soutient des programmes éducatifs liés aux valeurs promues

par Scholas. Quatrièmement, la salle de classe virtuelle mondiale contribue au développement du réseau mondial des écoles pour l'échange de projets, la production de contenu et la construction de la salle de classe virtuelle mondiale, Scholas Social – Scholas Labs - Scholas Education.

La deuxième initiative, Global-to-Local Service-Learning, permet aux jeunes d'initier un changement dans leurs communautés en plaçant des enjeux urbains locaux dans un contexte mondial. Service-Learning est une pratique pédagogique qui aide les étudiants à réfléchir sur leurs intérêts et leurs compétences, à examiner comment mobiliser ces compétences pour répondre aux besoins communautaires identifiés, et comment élaborer un plan d'action. Explorer la façon dont les problèmes locaux se manifestent à l'échelle mondiale déplace l'attention de ce qui ne va pas vers la manière dont les autres dans le monde se penchent sur ces mêmes questions. Ainsi, les étudiants commencent à se considérer comme responsables potentiels du changement global ayant une influence sur leur quartier et au-delà.

Dialog macht Schule est une ONG dont l'objectif est de renforcer le développement personnel et les compétences démocratiques des enfants et jeunes adultes issus de milieux défavorisés. Le programme forme des étudiants au rôle de « facilitateurs de

dialogue ». Ils interviennent pour une période de deux ans dans des classes d'écoles ordinaires pour développer la personnalité et les compétences démocratiques des élèves. Le programme est intégré dans le cursus scolaire et œuvre à développer à long terme un environnement scolaire démocratique. Ce réseau éducatif démocratique s'est développé dans plus de 6 villes allemandes et plus de 50 écoles.

L'éducation des citoyens de portée mondiale va au-delà de connaissances civiques. Dans un monde globalisé et en évolution, les citoyens ont besoin de nouvelles compétences pour s'engager. Être un citoyen n'est pas acquis. Aujourd'hui, il faut des compétences spécifiques et, surtout, de la confiance pour pouvoir s'engager en tant que citoyen. Le développement personnel joue donc un rôle essentiel et devrait être un élément clé de l'éducation des citoyens. De plus, il semble que pour créer un lien entre l'action locale et la prise de conscience mondiale, il faudrait redéfinir les valeurs fondamentales de la démocratie. L'éducation civique locale se fondant sur un contexte spécifique, le contenu varie d'un pays à l'autre. Compte tenu de ces approches multiples de la notion de démocratie, relier les défis locaux spécifiques et les défis mondiaux peut se révéler plus compliqué. Il en est de même pour les moyens d'action, qui doivent être adaptés à chaque contexte spécifique. Si l'on prend en compte les aspects financiers et pratiques, l'action mondiale fondée sur les initiatives locales peut poser des problèmes en termes de viabilité. Le soutien institutionnel et financier étant limité, il est encore plus difficile de trouver des ressources humaines et d'avoir un impact à l'échelle mondiale. Néanmoins, la motivation à participer en dépit de la faible rétribution financière reste très forte. La participation des institutions pourrait jouer un rôle déterminant car elles pourraient favoriser la prise de conscience mondiale en changeant le programme qu'elles proposent. L'introduction de cours d'éducation à la citoyenneté axés sur l'acquisition de nouvelles compétences pourrait contribuer à une prise de conscience mondiale. L'inclusion à la fois en termes d'écart générationnel et d'opposition à la mondialisation apparaît aussi comme un défi majeur à relever. Enfin, une autre solution pourrait être d'inclure les familles et d'utiliser les nouvelles technologies.

La discussion

Juan Diego Calisto a insisté sur l'importance du développement personnel dans les trois initiatives,

mais plus spécifiquement dans l'initiative « Dialog Macht Schule ». Cette approche transversale faisait écho à l'observation de M. Stigliano insistant sur la nécessité de développer des compétences non traditionnelles.

À cet égard, M. Ahmadi a expliqué que l'ONG travaillait aussi sur les plans émotionnel et social, qui étaient essentiels en matière d'engagement et d'impact à long terme.

Un participant a aussi souligné l'importance d'une approche interactive par le biais du mentorat.

Alaa Murabit a formulé des commentaires sur le lien entre l'action locale et la prise de conscience mondiale dans l'éducation civique. L'intervenante a estimé que le sens de la démocratie n'était pas de cet ordre, et que la notion de démocratie devrait être redéfinie communément. Selon elle, la démocratie devrait se fonder sur les droits de l'homme et la protection des droits et des libertés individuels.

D'un point de vue pratique et principalement financier, M. Calisto ainsi que plusieurs participants ont exprimé leur préoccupation concernant la pérennité et la portée de l'impact possible des initiatives. Comment des initiatives locales sans soutien financier massif peuvent-elles être concluantes et avoir des répercussions à l'échelle mondiale ?

Mme Palasz a expliqué que l'initiative s'appuyait sur les ressources de l'université en termes d'alliances et de réseaux. Un grand nombre de personnes impliquées dans son initiative étaient des personnes isolées, qui s'associaient à un objectif précis et peuvent créer des réseaux puissants. M. Ahmadi a conseillé d'utiliser et de suivre un modèle financier afin de garantir un changement systémique. Concernant la pérennité de l'initiative et l'engagement sur une base volontaire, il a déclaré qu'une fois la formation de deux ans achevée, les facilitateurs de dialogue avaient parfois besoin d'un emploi rémunérateur.

La modératrice du laboratoire, Mme CĂLUGĂRU a remis en cause le rôle des institutions et l'introduction dans les cursus de l'éducation civique fondée sur la prise de conscience des défis mondiaux. Surtout, M. Ahmadi a insisté sur l'importance de reconnaître l'éducation civique.

M. Stigliano a poursuivi sur la nécessité de moderniser et d'adapter les programmes actuels aux défis de ce monde économiquement globalisé.

Un étudiant dans le public a soulevé la question de l'inclusion : comment gérer le rejet de la mondialisation, la résistance au changement liée au fossé entre les jeunes générations et les plus anciennes ? M. Stigliano a proposé d'utiliser les nouvelles technologies pour favoriser une prise de conscience mondiale. Mme Murabit s'est aussi penchée sur ce problème dans le contexte de la migration. La sensibilisation à l'échelle mondiale devrait être un processus impliquant les deux parties, comme l'intégration. L'éducation démocratique n'est pas seulement nécessaire pour les populations migrantes ; elle l'est pour tout le monde. Ce doit être un processus transfrontalier. Enfin, elle a ajouté que les enfants ne devraient pas être sous-estimés dans ce processus, surtout lorsqu'il s'agissait de trouver des solutions à des problèmes mondiaux. Ce propos a reflété celui de M. Ahmadi qui a insisté sur le rôle important des familles. L'éducation à la citoyenneté de portée mondiale est l'affaire de tous.

Conclusion

- ▶ L'éducation informelle devrait faire partie de l'éducation formelle.
- ▶ Le développement personnel joue un rôle déterminant dans l'éducation civique.
- ▶ Il est nécessaire de redéfinir la valeur fondamentale de la démocratie.
- ▶ Il faut d'abord croire en soi-même pour s'engager dans la société.
- ▶ Il faut utiliser les nouvelles technologies pour favoriser une prise de conscience globale.

Education et
Développement Durable.



Lab 16 – Apprentissage du respect

Parrainé par la Conférence des OING du Conseil de l'Europe

Modérateur : M. Jean-Michel CAUDRON, France, Administrateur en charge de la communication et du lobbying de la Fédération internationale des associations des personnes âgées (FIAPA), membre de la Conférence des OING du Conseil de l'Europe

Initiatives : Net Program, Vaga Lume Association, Brésil ; Pour une éducation religieuse encadrée, adaptée aux valeurs de la République dans le contexte de la mondialisation - Les Cadis de Mayotte, Mayotte ; Federatie marokkaanse democratische organisaties (FMDO), Belgique

Présentateurs :

Mme Marina DE CASTRO RODRIGUES, Brésil, coordinatrice du développement institutionnel de Vaga Lume

M. Younoussa ABAINE, Les Cadis, Juge musulman de Mayotte (Mayotte)

M. Abdelaziz SARET, Belgique, Président de la Federatie marokkaanse democratische organisaties (FMDO) président de l'Alliance mondiale des Marocains de l'étranger et membre du CERSS (Centre d'études et de recherche en sciences sociales).

Intervenants :

Mr Prakash BHATTARAI, Népal, fondateur et président du Centre pour le Changement social

Le lab en bref

Ce laboratoire a porté sur la nécessité et les moyens de mettre en œuvre des initiatives éducatives dans les sociétés démocratiques afin de garantir un plus grand respect entre les membres de ces sociétés. Trois initiatives ont été présentées.

Le programme Net est une initiative pour l'éducation au développement durable qui favorise le dialogue interculturel entre les adolescents des communautés rurales de l'Amazonie et de Sao Paulo. Il s'agit d'un programme sur un an avec des ateliers où les adolescents abordent leur identité culturelle et leur environnement local.

Ils écrivent des lettres et produisent des produits artisanaux qui sont échangés entre les institutions paires. L'objectif principal du programme est de favoriser le respect de la diversité culturelle parmi les adolescents en bâtissant la compréhension interculturelle, tout en stimulant les compétences comme l'empathie, la pensée critique, la prise de décision et le leadership. Les adolescents sont ainsi mieux préparés pour devenir des citoyens actifs et responsables.

L'association Vaga Lume a mis en place cette initiative afin de mettre en relation les adolescents des communautés rurales de l'Amazonie et de la ville de Sao Paulo. Elle permet de favoriser un dialogue entre les différentes cultures d'un même pays et surtout un dialogue basé sur des expériences. De plus, le programme a encouragé le respect à travers la diversité culturelle et la compréhension et a formé des jeunes à des responsabilités qu'ils pourraient assumer plus tard en tant que dirigeants d'un pays multiculturel. C'est aussi un résultat intéressant pour les pays traditionnellement marqués par une culture, qui ont été confrontés ces dernières décennies à l'arrivée de personnes issues d'autres cultures, et qui ont des difficultés à les intégrer dans la société nationale.

La Direction de la médiation et de la cohésion sociale et les Cadis de Mayotte ont mis l'accent sur la prévention et la lutte contre le radicalisme religieux. Les Cadis (juges musulmans) travaillent avec l'administration départementale afin de garantir la cohésion sociale. Après les derniers attentats terroristes en France, plusieurs exercices permettant de dénoncer le terrorisme ont été organisés. Il s'agit

d'un exercice de dialogue interreligieux, auquel ont pris part jusqu'à maintenant des représentants et des membres des différentes communautés religieuses. Ce dialogue a principalement porté sur la dimension universelle des religions et pas sur leurs spécificités, afin de favoriser le respect et la tolérance entre les religions. Ces pratiques ont montré que l'islam à Mayotte est plutôt tolérant et peu radicalisé. Autre conclusion importante, il est possible de concilier la culture de Mayotte et le respect des principes de la République française.

Dans le projet « Notre avenir », la FMDO, d'autres fédérations bruxelloises et le « MinderhedenForum » soutiennent depuis 2012 la collaboration entre les associations sur l'éducation, le vivre-ensemble dans la diversité et la citoyenneté active. Des groupes d'échange citoyen ont été formés. Forte de son expérience de terrain, la FMDO se propose de guider les membres de l'atelier pour découvrir les actions « inspirantes » d'éducation à la citoyenneté organisées auprès des jeunes, en lien avec les communautés marocaines et turques. La FMDO s'intéresse aux migrants originaires du Maroc qui viennent en Belgique et les aide à s'intégrer dans la société belge. Elle favorise les actions éducatives qui réunissent les migrants et les Belges afin de leur montrer comment vivre ensemble dans la diversité et comment être des citoyens actifs. L'association vise à promouvoir le respect de l'histoire et de la mémoire des autres communautés culturelles, religieuses et ethniques, afin de favoriser un dialogue interreligieux et interculturel.

La discussion

Jean Michel Caudron, modérateur du laboratoire, a posé la question suivante aux intervenants : dans quelle mesure la société respecte-t-elle ses citoyens, pour qu'ils puissent la respecter ?

Abdelaziz Saret a donné une définition intéressante du respect : « Le respect n'est pas une notion abstraite mais doit s'entendre comme un processus dynamique ». On devrait se battre pour être respecté. Le respect doit être considéré comme un capital ou une ressource qu'il faut activer.

« Le respect n'est pas le résultat d'une lutte culturelle mais plutôt l'objectif d'un combat quotidien. »

Prakash Bhattarai, intervenant du laboratoire, a ajouté que l'apprentissage du respect consistait à créer un espace où tout le monde pouvait

revendiquer ses droits, sur la base d'un dialogue constructif. En effet, en particulier dans un pays comme le Népal qui compte près de 135 groupes ethniques et plus d'une centaine de langues, il est très important de promouvoir le respect. Des valeurs communes devraient être enseignées afin de favoriser une bonne communication et un dialogue constructif. À la question concernant la difficulté de définir ces valeurs dans un monde globalisé, Prakash Bhattarai a répondu qu'il conviendrait de trouver un dénominateur commun comme le respect de la parole de l'autre ou le respect d'une autre personne par exemple. De plus, l'intervenant a mis en garde contre le rôle des médias, qui pouvaient être assez puissants pour façonner les opinions de la société à l'égard de certaines questions et pouvaient parler de certains groupes d'une manière irrespectueuse qui pourrait vulgariser un comportement hostile envers ce groupe.

Le contexte économique et politique a aussi un impact sur les initiatives, les rendant d'autant plus nécessaires quand le respect recule. Cela a été le cas au Brésil par exemple, au moment de la dernière élection présidentielle, lorsque les électeurs des régions du Sud se sont plaints de ceux du Nord qui étaient plus pauvres et avaient voté massivement pour Dilma Rousseff (ils ont dénoncé le fait que les populations du nord du pays étaient « suffisamment égoïstes » pour l'élire). Les initiatives en faveur du dialogue multiculturel se sont imposées pour lutter contre ces préjugés irrespectueux et méprisants. L'Europe connaît aussi une montée des partis politiques d'extrême droite depuis la crise économique de 2008, qui s'est traduite par une recrudescence des discriminations et de l'islamophobie, appelant à prendre des initiatives favorisant la compréhension des cultures diverses afin de mieux les intégrer aux sociétés européennes. Les conditions économiques peuvent poser des problèmes pour la mise en œuvre de ces initiatives, car les personnes à la recherche d'un emploi peuvent ne pas être disposées à respecter les migrants qui travaillent dans leur pays, comme si les mauvaises conditions économiques pouvaient amener à considérer l'autre comme un concurrent. Les initiatives éducatives devront prendre ces phénomènes en compte et essayer d'insister sur la perception de l'altérité.

Abdelaziz Saret a aussi expliqué que dans la culture musulmane, la verticalité n'existait pas et le respect se manifestait toujours dans des relations

horizontales. C'est la raison pour laquelle le respect des enfants envers leurs professeurs ne compte pas ; il faut en outre raisonner dans l'autre sens, car les enfants méritent aussi d'être respectés et écoutés. Les initiatives visant à garantir davantage de respect doivent aussi tenir compte des adultes. Plus généralement, les citoyens méritent également d'être respectés par leurs gouvernements ; ils ne peuvent plus être vus comme des numéros ou des pions car ils sont profondément touchés par les évolutions économiques et politiques.

De plus, les principes d'enseignement des différentes religions pourraient aider à parvenir à cette forme de compréhension et de respect, de manière à prévenir la peur de l'altérité. L'enseignement de l'histoire peut aussi être une réponse. En montrant les influences des différentes cultures sur le développement d'un pays, il pourrait favoriser le respect pour ces cultures. Il semble certain que les initiatives éducatives en faveur du respect entre les communautés sont l'une des clés pour lutter contre les préjugés qui entraînent des comportements irrespectueux et discriminatoires.

Conclusions

- ▶ Le respect ne peut pas être considéré comme une notion abstraite, c'est une bataille que chacun doit mener, pour que les personnes issues des minorités, souvent victimes de stigmatisations diverses, puissent faire valoir et exercer les droits qu'elles méritent.
- ▶ Une approche globale, holistique s'impose pour encourager un mouvement en faveur du respect. Les initiatives locales d'éducation informelle visant à favoriser le dialogue interculturel et à développer les capacités démocratiques devraient être liées afin de parvenir à davantage de respect à travers le monde.
- ▶ Le respect devrait être l'objectif d'un combat commun pour garantir la cohésion sociale et un dialogue constructif.
- ▶ Le respect ne peut exister sans la compréhension de l'altérité ; c'est un moyen de prévenir la peur de l'inconnu. De plus, comprendre d'autres valeurs ne signifie pas renier ses propres valeurs.



Salles

Lab 17 – L'éducation en mouvement

Parrainé par la ville de Strasbourg

Modérateur : Pierre Paul CASTELLI, France

Initiatives : Ideas Box, Bibliothèques Sans Frontières ; Education on wheels

Présentateurs :

M. Barnabé LOUCHE, France, directeur des partenariats, Bibliothèques sans frontières
Mr Sachin Usha Vilas JOSHI, Inde, Activiste de l'éducation

Intervenant :

M. Salim DACCACHE, Liban, recteur de l'Université Saint-Joseph, Beyrouth

Le lab en bref

Le laboratoire a été l'occasion de mettre en lumière des initiatives qui fournissent du matériel d'apprentissage et des enseignants à des communautés isolées et défavorisées. D'après les rapports de l'Unicef, 124 millions d'enfants n'auraient pas accès à l'éducation, et ce nombre devrait croître pour atteindre 167 millions dans quelques années si rien ne change. En effet, l'éducation doit aller vers les personnes vulnérables.

Sans éducation, le monde crée des générations sacrifiées. L'éducation est la clé et le chemin vers la dignité. Ce laboratoire se situe en amont. En effet, il faut mettre en place une éducation efficace pour voir si elle a, en fin de compte, un effet contre les inégalités. Si les enfants ne peuvent pas aller à l'école, il faut trouver des solutions.

L'Ideas Box, de Bibliothèques sans frontières (BSF), a contribué à l'ouverture de 100 bibliothèques dont ont bénéficié 2 millions de personnes depuis 2007. L'un des principaux problèmes dans les camps de réfugiés est l'ennui. Les populations sont coincées dans des camps qu'elles ne peuvent quitter. Un réfugié passe en moyenne 17 ans de sa vie dans un camp. Après le séisme à Haïti, BSF a lancé un appel international sous le nom de « L'urgence de lire », afin d'associer les bibliothèques à l'aide humanitaire, la nourriture ou les médicaments. Imaginées grâce à une collaboration avec le HCR et le designer Philippe Starck, les Ideas Box ont été installées notamment au Burundi, en Ethiopie, en Syrie, au Liban, en Jordanie, en Grèce, en Allemagne, et dans plusieurs villes de France. Fin 2016, 55 Ideas Box avaient été mises en place, bénéficiant à 250 000 personnes, ce qui représente

10 000 visites par mois, et assurent une meilleure éducation dans ces régions. Ces dispositifs offrent une meilleure protection des enfants, un endroit où ils peuvent s'évader de leur vie quotidienne. C'est aussi un lieu de réunion, une zone de cohésion et de dialogue. Les Ideas Box n'ont pas été créées seulement à des fins humanitaires, elles ont aussi été installées dans d'autres circonstances, notamment dans plusieurs villes et zones rurales françaises, pour les aborigènes en Australie, dans le cadre du processus de paix avec les FARC en Colombie. Elles sont fabriquées dans une entreprise sociale et solidaire à Lyon, en France. Mais BSF prévoit de les construire dans des environnements difficiles, pour créer de l'emploi au niveau local. Le choix de leurs contenus est primordial. Ils sont adaptés aux pays et au public auxquels ils se destinent. Des partenariats sont établis au niveau local avec des bibliothèques, des associations et des enseignants afin d'adapter la Box aux besoins de la population. Les Ideas Box comprennent des ressources numériques qui sont essentielles. Une Box coûte 45 000 euros, auxquels s'ajoutent 40 000 euros de fonctionnement. Le financement provient de partenaires privés (70 %) et de partenaires publics (30 %), tels que les ministères français, ou l'Agence française de développement.

Education on wheels

« Si le garçon pauvre ne peut venir à l'éducation, l'éducation doit aller à lui. » (Swami Vivekananda)

Il existe un lien étroit entre l'éducation et la démocratie. En Inde, 80 millions d'enfants ne peuvent pas aller à l'école. Quatre-vingt-dix pour

cent des infractions ont lieu dans les bidonvilles car les enfants n'ont pas la possibilité d'accéder à l'éducation. L'alphabétisation est le premier pas vers l'éducation, et l'éducation le premier pas vers la démocratie. L'éducation doit donc être amenée aux enfants qui en sont privés. Sachin Usha Vilas Joshi a créé la première école mobile en Inde. Cette initiative a permis de convaincre 4000 enfants d'aller à l'école. L'association travaille avec le ministère indien de l'Éducation. Ensemble, ils ont élaboré la campagne « Chaque enfant compte » (Every Child Counts) afin d'identifier les enfants qui n'ont pas accès à l'éducation et de convaincre leurs parents de les envoyer à l'école. Education on Wheels est une vraie classe d'école dans un bus, équipée notamment de matériels pédagogiques et d'ordinateurs. Des cours de deux heures sont organisés dans les bidonvilles. La nuit, Education on Wheels rencontre les parents pour les convaincre, les sensibiliser, et créer une relation plus approfondie avec eux, pour leur donner une conscience démocratique. Education on Wheels, qui emploie 10 personnes, est en mesure de couvrir six bidonvilles avec un bus, quand Nashik compte 100 bidonvilles, et 700 000 enfants. Leurs efforts ont permis d'envoyer 90 % des enfants à l'école en trois ans.

L'association espère disposer à l'avenir de 10 bus, mais a besoin de davantage de soutien et de financement. À Nashik, une communauté ne croyait pas en l'éducation. Education on Wheels est venue dans leur district ; elle a eu beaucoup de mal à convaincre les parents d'envoyer leurs enfants à l'école. Elle a fini par réussir à faire venir à l'école des filles en âge d'aller au primaire et elles ont toutes décidé de rester chez leurs parents jusqu'à 18 ans. Education on Wheels a aussi pu se rendre dans un district de la ville où les enfants étaient aussi victimes d'exploitation sexuelle. Ses membres ont réussi à parler aux femmes, à les informer sur leurs droits, et à leur permettre de décider d'envoyer leurs enfants dans une maison gouvernementale qui leur offre une protection et une possibilité d'avoir accès à l'éducation.

En Inde, il y a un conflit entre les valeurs démocratiques et la croyance qui est basée sur les castes. Certaines castes considèrent que les filles n'ont pas besoin d'être éduquées et l'association a certaines difficultés à prouver l'efficacité de l'éducation sur les possibilités d'emploi des filles concernées, parce qu'elles travaillent et gagnent de l'argent pour leur famille dès l'âge de 13 ans. De ce

fait, l'éducation peut-elle créer des valeurs de liberté, d'égalité et de justice, tout en donnant la possibilité de gagner sa vie ?

Salim Daccache, à propos de ce projet, a déclaré que lorsqu'il y avait un besoin, il fallait oser. Les personnes qui avaient la capacité et les connaissances, les personnes qui avaient une vision humanitaire devaient agir. Lorsque des individus vivaient dans l'ignorance, c'était leur droit que d'être aidés ; et quand on éduquait le cœur des garçons, on changeait une société et on sensibilisait à l'éducation des filles.

La discussion

Salim Daccache a évoqué comment l'éducation pouvait être en mouvement à Beyrouth, au Liban. Le Liban compte 3,5 millions d'habitants. Toutes les infrastructures du pays sont obsolètes et les réfugiés affluent massivement (1,385 millions de Syriens et 500 000 Palestiniens). Les réfugiés syriens sont regroupés dans des villages, et restent entre eux pour maintenir leur identité sociale. Ils ne vivent pas dans des camps, car le Liban ne reconnaît pas le statut de réfugié de la Convention de Genève. Ils sont appelés des « personnes déplacées ». Les lois libanaises interdisent les personnes déplacées d'errer la nuit. Cependant, la présence de réfugiés syriens a causé du tort aux Libanais : 82 000 ont perdu leur travail et ont été remplacés par des Syriens, qui coûtent trois fois moins cher. Aujourd'hui, 500 000 enfants syriens au Liban ont besoin d'une éducation. Le ministère de l'Éducation est en mesure de prendre en charge la moitié d'entre eux. La loi interdit toute forme d'éducation non officielle, afin de prévenir la radicalisation. L'université Saint Joseph travaille avec des réfugiés syriens dans trois districts de la ville de Beyrouth, et avec des Iraquiens dans un district d'Erbil. La faculté de Lettres a développé des programmes de cours de soutien, des cours en ligne ouverts et massifs (MOOC), etc. Les étudiants de l'université se rendent dans des centres dédiés, afin d'aider les enfants et de les éduquer, même si aucun diplôme ne reconnaît ce travail de soutien.

Conclusions

- ▶ Si l'éducation est la base de la démocratie, et si les individus n'ont pas accès à l'éducation, l'éducation doit venir à eux, afin de leur assurer l'alphabétisation dont ils ont besoin.
- ▶ Dans des contextes humanitaires, la principale réponse ne couvre pas seulement la nourriture et les besoins fondamentaux, la « nourriture intellectuelle » est aussi un besoin fondamental.



Lab 18 – Apprentissage intergénérationnel

Parrainé par la Région Grand Est

Modérateur : M. Eladio FERNANDEZ GALIANO, Chef du Service des Initiatives démocratiques, Conseil de l'Europe

Initiative : Programme éducatif intergénérationnel Ensemble Demain, France

Présentateurs :

Mme Carole GADET, France, académie de Paris, chargée de mission « approches intergénérationnelles » éducation nationale France, (à la tête de ce programme national avec un axe international) et fondatrice de l'association « Ensemble demain »

M. Marie-Jean BORETTI, Conseiller pédagogique chez "Ensemble Demain"

Intervenants :

Mme Nora BATESON, Suède/USA, réalisatrice, écrivaine, éducatrice, présidente de l'Institut international Bateston

Mme Anja VAN DEN DURPEL, Directrice de la politique européenne pour l'inclusion sociale et le bien-être, Ville de Gand, Belgique

Le lab en bref

Le lab a permis de se pencher sur les moyens de renforcer l'apprentissage intergénérationnel afin de promouvoir les valeurs démocratiques, la cohésion de la communauté et de combattre les inégalités.

Cette initiative a pour objectif de permettre le développement de projets intergénérationnels et interculturels. Elle favorise les valeurs républicaines de la société française, ainsi que la citoyenneté. Elle renforce les liens sociaux, la coopération et promeut l'égalité. Elle lutte contre le décrochage scolaire. Elle contribue à un large éventail de matières et de disciplines scolaires. Le projet Apprentissage intergénérationnel s'adresse aux étudiants et à leurs parents, ainsi qu'aux professionnels de l'éducation tels que les formateurs et les enseignants, qui ont un rôle actif à jouer dans la pratique de l'éducation au quotidien. Ce projet les cible car ce sont eux qui peuvent changer la pratique quotidienne dans les salles de classe et autres lieux d'apprentissage.

« Nous sommes tous des enseignants, d'une manière ou d'une autre ; chacun de nous peut enseigner et apprendre de l'autre. »

À propos de l'initiative

Carole Gadet a introduit l'initiative *Ensemble Demain*, créé en 1999, dans une petite école parisienne. Rapidement, ce projet a commencé à

être développé dans d'autres écoles, fusionné à l'Académie de Paris puis mené dans des conférences qui se sont tenues dans tout le pays. En 2016, avec le soutien du ministère national de l'Éducation, cette initiative a interpellé notamment les inspecteurs académiques, diverses autorités et associations, ainsi que des réseaux de jeunes. Elle a aussi été présentée au niveau international. Plus de 20 000 personnes en ont eu connaissance. Elle a aussi été présentée à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), à la Direction chargée de l'Éducation au développement durable de l'Unesco, et récemment, au Conseil de l'Europe. Selon Carole Gadet, ce programme est innovant en ce qu'il répond aux enjeux d'aujourd'hui ; il a été mis en place dans 80 départements français différents, et il couvre l'ensemble des différents niveaux scolaires : du début de la scolarisation, au niveau primaire, à l'enseignement supérieur. Il enseigne comment vivre ensemble et coexister de manière pacifique. Au niveau international, ce projet implique près de 100 000 personnes.

Jean Marie Boretti a expliqué que son initiative aidait les étudiants à appliquer les apprentissages pour devenir prochainement des citoyens et la base de l'apprentissage sur la démocratie. Les solutions à long terme qu'offre cette initiative pour la cohabitation harmonieuse des étudiants avec le

reste de la population sont l'occasion pour les écoles de s'ouvrir vers le monde, étant entendu que les enseignants ne sont pas les seuls à pouvoir enseigner. En effet, le monde extérieur peut aussi apporter des connaissances à d'autres personnes à travers ce projet. Celui-ci donne un certain sens aux valeurs qui ont été promues par les sociétés démocratiques, à travers la valeur des droits de l'homme dès les premières années de l'enfant.

L'objectif principal de cette initiative est de donner aux étudiants les outils analytiques dont ils ont besoin pour devenir de meilleurs citoyens en matière d'esprit critique, de liberté d'expression, de participation et de valeurs civiques. De plus, pour avoir un impact massif, le projet Apprentissage intergénérationnel est mis en œuvre en partenariat avec d'autres ONG ainsi que des médias.

La discussion

Nora Bateson a souligné l'importance de cette initiative en termes de communication intergénérationnelle pour mettre les choses en contexte dans un monde si divisé. L'éducation sert de lien entre les générations. En effet, « on devrait tous apprendre quelque chose qu'on ignorait avant ». Mme Bateson a par ailleurs ajouté : « La connaissance est une chose qui se transmet. »

L'enseignement traditionnel est linéaire, unidirectionnel et n'encourage pas la participation alors que l'apprentissage est multipolaire au-delà des différences d'âge et des barrières culturelles. L'apprentissage ne devrait jamais cesser. L'éducation doit promouvoir des attitudes d'apprentissage en plus de la transmission d'informations, de connaissances ou de compétences. Partant, l'accent ne devrait pas être mis sur l'enseignement mais sur l'apprentissage. Mme Bateson a conclu que le monde d'aujourd'hui n'est pas durable ; par conséquent, si nous voulons que les sociétés changent, tout le monde doit y contribuer, pas seulement les jeunes générations. Ce processus doit être commun, il faut y travailler ensemble.

La deuxième intervenante, Anja Van den Durpel, a mis l'accent sur l'importance de cette initiative pour relever activement les défis démographiques de notre monde, puisque le monde se diversifiait de plus en plus et que les populations vieillissaient. Mais elle a ajouté que nous vivions aussi dans une ère du numérique marquée par un paradoxe évident : la plupart des personnes recevaient une kyrielle d'informations et la majorité d'entre elles étaient encore victimes d'exclusion et privées de véritables opportunités. Cette initiative, a reconnu Mme Durpel, donnait la possibilité de réduire les fractures sociales. Selon elle, son succès dépendait de l'implication de la population et de la participation active. Grâce à cette initiative, les enfants, ainsi que les aînés, pouvaient vivre dans un monde meilleur avec de nouvelles compétences et

de nouvelles expériences. Mme Durpel a aussi reconnu le fait que cette initiative permettait la compréhension mutuelle et contribuait au développement des communautés, et de ce fait créait des opportunités. Cette initiative abordait la question de la discrimination sociale contre la cohésion sociale. Elle contribue à construire ce que Mme Durpel a appelé « un monde mieux éduqué ».

La discussion tenue dans le laboratoire a aussi traité de la question de la linéarité. Il est apparu que l'éducation devait promouvoir des attitudes d'apprentissage en plus de la transmission d'informations, de connaissances ou de compétences. L'accent ne devrait pas être mis sur l'enseignement traditionnel mais sur l'apprentissage, qu'il se déroule dans les écoles ou dans un environnement plus informel ; et qu'il provienne d'enfants ou de personnes âgées. Cette initiative a montré qu'il était important d'interagir avec des personnes qui n'avaient pas les mêmes idées, la même vision ou le même âge.

Il est ressorti du débat que nous ne pouvons pas forcer les jeunes à porter le poids du passé. *Ensemble Demain* apprend aux individus à coexister avec leur passé et leur avenir, grâce à de nombreuses activités intergénérationnelles. De plus, les participants ont souligné dans leurs observations l'importance de recréer un lien entre les communautés, en leur offrant un espace physique. Le point final des discussions a porté sur la manière d'amener un nouveau paradigme de l'enseignement à l'apprentissage. La conclusion des débats a été la suivante : l'apprentissage est plus multipolaire sans différences d'âge ni barrières culturelles.

« L'apprentissage est une attitude qu'il convient de promouvoir, de faciliter et d'encourager tout au long du cycle de la vie d'une personne, à l'école comme ailleurs. »

Conclusion

- ▶ Afin d'améliorer les compétences démocratiques, il est vital de rassembler les personnes ayant des origines, des âges et des expériences de vie différents et de permettre l'échange de connaissances. Après tout, nous sommes tous capables d'enseigner et d'apprendre à tout âge.
- ▶ Le développement des compétences intergénérationnelles est un élément clé du

système éducatif ordinaire. L'éducation est le premier vecteur de lien intergénérationnel.

- ▶ Plus particulièrement en Europe, l'apprentissage intergénérationnel est un moyen de prendre en compte les évolutions démographiques considérables, et un

moyen d'améliorer la solidarité par la pratique.

- ▶ Le plus grand défi est de créer des opportunités non artificielles pour amener les individus à communiquer et à partager les connaissances.
- ▶

Parrainé par l'Organisation internationale de la Francophonie

Modérateur : Salvatore SAGUÈS, Spécialiste des droits de l'Homme, Organisation internationale de la Francophonie

Initiatives : Association des femmes tunisiennes pour la recherche et le développement (AFTURD) ; Fédération Internationale des Céméa (FICEMEA) ; Article 19 – Sénégal ; Ecole citoyenne d'Afrique de l'Ouest (ECAO) ; La nouvelle Ecole politique de Lomé, Togo

Présentateurs

M. Fatogoma DIAKITÉ, ancien Administrateur des Arts et de la Culture au sein du Ministère de la Culture du Mali, professeur à l'Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako

Mme Mounira HAMMAMI, Tunisie, Membre de l' AFTURD, Responsable des affaires culturelles

Mme Fatou JAGNE SENGHOR, Sénégal, Présidente régionale d'Article 19 en Afrique de l'Ouest

M. Honoré TIEGNAN, Directeur de l'Ecole politique de Lomé

Mme Saloua KENNOU SEBEI, Tunisie, présidente de l'association des femmes tunisiennes pour la recherche sur le développement

Mme Carole COUPEZ, France, déléguée nationale aux actions d'éducation à la citoyenneté et à la Solidarité au sein de l'ONG Solidarité Laïque

Le lab en bref

Ce laboratoire a permis de se pencher sur le monde francophone et des expériences novatrices d'éducation à la démocratie et aux droits de l'homme, sur la base de cinq exemples.

Le projet des Centres de lecture et d'animation culturelle (CLAC) offre la possibilité à des jeunes hors du système scolaire de poursuivre leur développement personnel et leur formation à la démocratie. Le premier CLAC a été fondé en 1986 pour les populations des zones rurales. Le programme a permis l'implantation de 225 CLAC dans 20 pays en Afrique, dans le Pacifique, aux Antilles et au Moyen-Orient. La mission des CLAC est de fournir à la communauté rurale des informations et des actualités, un accès aux médias et à des activités de loisirs audiovisuelles et d'encourager les citoyens à créer des plateformes d'échanges. Les centres proposent aussi des formations dans les domaines de la culture, la santé, l'agriculture, et organisent des activités culturelles visant à la protection du patrimoine national. L'objectif principal de ce projet est de demander aux ministères nationaux de l'Éducation d'intégrer les activités des CLAC dans les programmes des écoles traditionnelles.

L'association des femmes tunisiennes pour la recherche et le développement (AFTURD), appelée

« Mosharaka », met l'accent sur la participation des jeunes à l'exercice de la citoyenneté et son objectif est de former les jeunes au leadership. Le projet a été mis en œuvre au Maroc, en Égypte, en Tunisie et a permis de mobiliser les jeunes des régions rurales. Un grand nombre d'associations ont été créées après le printemps arabe. AFTURD entend aider les citoyens à comprendre le sens du cadre juridique, l'enjeu de la participation, la démocratie locale et la Constitution. Trois projets pilotes ont été mis en place jusqu'à présent. Le projet « Forsa » ciblait les jeunes qui souhaitaient aborder des problèmes sociaux (addiction aux drogues et droits économiques). Le deuxième projet, « Get your voice heard » (Fais entendre ta voix) s'adressait aux jeunes ; les formateurs se sont notamment intéressés à la question d'une bonne gouvernance et d'une démocratie participative au niveau local. Le troisième projet a permis aux jeunes de partager des connaissances, y compris par le biais d'une visite d'études dans les institutions publiques. Cela a contribué de manière déterminante à diffuser une culture des droits de l'homme et à faire participer les femmes au processus.

La troisième initiative présentée lors de ce laboratoire concerne la création de stations de radio communautaires pour les droits de l'homme au Sénégal. La radio a toujours joué un rôle central dans

la liberté d'information et la liberté d'expression, en particulier dans les grandes agglomérations. Malheureusement, les communautés rurales n'ont pas accès aux informations et ne peuvent pas communiquer comme les autres citoyens. Il est important de renforcer la capacité des radios communautaires à participer à la vie politique sans intermédiaires. La radio permet de transmettre les informations dans différents domaines des droits de l'homme, et notamment l'égalité, et toute forme de discrimination.

Une nouvelle école d'études politiques a été fondée en 2015 à Lomé, au Togo. L'initiative avait pour principaux objectifs de raviver l'intérêt des jeunes hommes et des jeunes femmes à l'égard des questions politiques, de rassembler les jeunes dirigeants des partis politiques, des organisations de la société civile et des syndicats, afin d'aborder les problèmes régionaux. Elle permet de discuter de ces problèmes, de partager des expériences diverses, et de développer la culture du leadership régional.

Dans le cadre de la dernière initiative présentée, la Fédération internationale des Céméa (FICEMEA) promeut un réseau francophone contre la marchandisation de l'éducation, et demande l'éducation gratuite pour tous sans aucune discrimination.

Son objectif est de garantir les droits des citoyens dans les pays francophones, de renforcer l'unité et de créer une conscience collective de la société civile concernant plusieurs aspects. La présentatrice de l'initiative a mis l'accent sur l'engagement insuffisant de certains gouvernements en la matière et sur l'offre très limitée d'enseignement à faible coût. Les écoles à bas coût se battent pour l'éducation et la démocratie, surtout dans les pays africains. L'un des réseaux d'écoles à faible coût, « Bridge International Academy », a accueilli 10 millions d'élèves en 2013.

Les participants au laboratoire ont été encouragés à rejoindre ce mouvement et à lutter contre la commercialisation de l'éducation, à partager des expériences diverses sur les réseaux sociaux et à instaurer un dialogue entre les pays qui rencontrent les mêmes problèmes.

La discussion

Le premier intervenant a considéré la commercialisation de l'éducation au Royaume-Uni comme une règle, déclarant qu'une formation

gratuite et qualifiée était désormais une exception. Toutefois, l'éducation gratuite était l'essentiel dans une démocratie. Carole Coupeux a convenu que les écoles publiques étaient gratuites mais que les familles devaient payer différentes charges. Toutefois, la FICEMEA ne demande pas une éducation gratuite, mais une éducation abordable. La commercialisation de l'éducation crée des différences entre les familles et engendre des inégalités sociales.

La discussion a ensuite porté principalement sur les différents problèmes des sociétés rurales. Un participant argentin a convenu que les stations de radio pourraient aider les communautés à s'exprimer et à utiliser la communication comme un outil. Fatogoma Diakité a insisté sur l'importance de la liberté d'expression et du droit d'être entendu. Au Sénégal, sur la base de la Charte africaine, une radio diffuse des programmes sur les droits de l'enfant. Elle invite des jeunes qui peuvent partager leurs problèmes. La radio contribue à la promotion et au respect des droits de l'enfant.

Les participants se sont ensuite intéressés aux élections libres. M. Diakité a expliqué qu'au Mali, conformément à la législation, 30 % des sièges au parlement, ainsi que dans les environnements professionnels publics, devraient être réservés aux femmes. La répartition hommes-femmes devait être respectée pour que les femmes puissent s'exprimer. En ce qui concerne les droits des femmes dans les pays africains, l'intervenant a ajouté que les mentalités traditionnelles persistaient. D'autre part, en Tunisie, il s'agissait de trouver des solutions sur la manière d'attirer les femmes et les filles dans les centres de loisirs et les bibliothèques, par le biais du magazine « Amina » et de la pratique du théâtre. Mounira Hammami a introduit la discussion sur la participation aux élections et les obstacles pour les femmes. Il était impossible pour les femmes d'accéder aux élections de 2014 pour diverses raisons telles que le défaut de cartes d'identité, les problèmes de transport et le blocage culturel. L'intervenante a souligné que la question de la démocratie locale était fondamentale. Le projet « Aux urnes, citoyennes ! » avait été mis en place en ce sens. Toutefois, la principale question de recherche de ce projet restait le problème de l'égalité.

Au cours de son intervention, M. Driss a insisté sur le fait que l'éducation était l'un des facteurs

déterminants du succès de la transition en Tunisie. Il a indiqué que le problème de la participation aux élections était lié à l'accès des femmes à l'éducation du fait de faibles niveaux d'alphabétisation. De plus, la participation avait été très faible parce que la grande majorité des personnes qui pouvaient voter étaient jeunes. Ils ne souhaitaient pas participer à la vie politique, pas parce qu'ils n'étaient pas instruits, mais parce qu'ils n'avaient pas la même vision de l'avenir. L'intervenant a ajouté que ce projet avait des répercussions très limitées car il ne concernait que de petits groupes d'individus.

M. Farhangi a déclaré que la démocratie suisse pourrait constituer un bon exemple pour les pays en crise. Il a estimé que les individus pouvaient, en tant que citoyens, apporter des changements majeurs qui pourraient contribuer efficacement à protéger les droits universels, la gouvernance démocratique, à laquelle chacun pouvait participer. La démocratie suisse pourrait inspirer d'autres pays. Tout en répondant à l'argument sur la démocratie suisse, M. Grand a fait remarquer que la Suisse était un pays multiculturel avec quatre langues nationales et des cultures diverses. L'intervenant a mis en avant que le fédéralisme et notamment la démocratie étaient des éléments majeurs de ce système. Il a considéré que ce système devait être conservé, faute de quoi les minorités pouvaient être contrariées.

« Nous nous opposons à des idées mais nous devons toujours respecter les individus. »

Mounira Hammami a estimé que la démocratie était un processus efficace et qu'il n'était pas nécessaire pas la modifier. Ce qui change, c'est la manière de traiter les questions liées à la démocratie.

Enfin, Mme Coupez a répondu à deux questions des participants : « Le Conseil de l'Europe, ou une autre organisation internationale, formule-t-il des recommandations aux États afin de promouvoir l'éducation publique ? » et « Quelle place est donnée aux enfants handicapés physiques et aux mesures de sensibilisation sur l'éducation ? ». À la première question, l'intervenante a répondu que les normes et les standards défendus par les Nations Unies et par le HCR étaient différents et que chaque pays avait ses propres standards et réglementations en matière d'éducation publique. Pour répondre à la deuxième question, elle a indiqué que les enfants handicapés physiquement étaient les premiers à être exclus du système éducatif ; et pourtant, cette question était l'un des défis les plus importants que l'éducation devait relever. Mme Coupez a souligné qu'il était nécessaire de promouvoir l'égalité et une éducation de qualité pour tous.

Conclusions

- ▶ La gratuité de l'éducation est indispensable à la démocratie.
- ▶ La démocratie est faite de droits et d'obligations.
- ▶ La démocratie ne peut exister sans dignité ni liberté.
- ▶ L'excès de relativisme anéantit les droits de l'homme et les bienfaits de la démocratie.
- ▶ L'accès à des travaux écrits et la capacité à lire ont des conséquences vitales sur l'éducation, le développement social et la démocratie.
- ▶ La liberté d'information est le pilier la démocratie.

Présentations éclairs et storytelling

Qu'est-ce qu'une présentation éclair ?

Une présentation éclair est une courte présentation de 15 minutes. Plusieurs présentations éclairs d'intervenants différents s'enchaînent au cours d'une même session. L'objectif de ces présentations éclairs est d'articuler un sujet de manière rapide, perspicace et claire, pour attirer l'attention du public, pour transmettre des informations clés et susciter la réflexion critique.

Le Forum mondial de la démocratie 2016 a évoqué les sessions de présentations éclairs dans son programme comme une occasion unique de mettre en avant, d'une part, l'importance de parler de connaissances, d'échanges et de performances politiques, et d'autre part, comme l'occasion pour les intervenants d'aborder la démocratie et la créativité, l'intérêt des approches ascendantes et ce que signifie la compassion. La première session de présentations éclairs a permis de montrer que démocratie et poésie, démocratie et compassion, ainsi que la démocratie et les start-up à but lucratif sont en réalité les deux aspects d'une même question. La session 2 a permis de comprendre comment l'éducation façonne les valeurs et l'âme de la démocratie. Enfin, le phénomène de la radicalisation, le rôle de l'éducation, de la démocratie et de l'égalité pour cultiver un sentiment de citoyenneté active ont été discutés au cours de la session 3.

« J'ai deux grands principes : en savoir plus chaque jour sur le monde et diminuer la souffrance des autres. Vous seriez surpris de voir où cela vous mène. »

(citation de Neil deGrasse Tyson par le modérateur de la première session de présentations éclairs)

Compte à rebours : lancement de la démocratie dans l'éducation

Intervenant : Donovan LIVINGSTON, doctorant en leadership éducatif à l'université de Caroline du Nord (États-Unis)

Considérez-vous la lecture d'un poème assez puissante pour changer les attitudes envers l'éducation et, pourquoi pas, la démocratie ? Donovan Livingston s'est adressé aux participants de la Présentation éclair en récitant « Lift off », un poème qu'il a écrit, pour montrer que les jeunes peuvent être à l'origine d'un changement du paradigme éducatif. Ses propos ont souligné que « *L'éducation n'est pas égalitariste. Elle est plutôt le sommeil qui précède le Rêve américain.* » Pour se réveiller, il faut donc faire entendre sa voix.

« Jusqu'à avoir comblé chaque brèche dans le ciel fissuré d'un enfant »

Il a expliqué qu'à l'école, en 7^e année, il était un peu le clown de la classe, dans une période où il ne se sentait pas stimulé. Au lieu de le mettre à l'écart de la classe, son enseignant lui a donné l'occasion de canaliser son énergie de manière constructive. Il a commencé à s'intéresser à l'entraînement au débat. Il s'est redéfini à l'université, pour se forger sa propre identité ; la découverte de son identité a été déterminante dans son parcours éducatif. Il a fondé un groupe de « lecture de poésie » où il pouvait utiliser sa voix à son propre rythme. La confiance acquise sur scène lui a permis de réussir ses études. Donovan Livingston a souligné que tous les étudiants sont des artistes et que l'école devrait renforcer cette idée plutôt que rejeter la faute sur eux. Pour enseigner la démocratie à l'école, il a recours à plusieurs méthodes : favoriser l'autonomie, stimuler la coopération, encourager les questionnements et la réflexion critique, et accepter les perspectives multiples. Il utilise aussi le « contre-discours » : les élèves sont invités à raconter une histoire qu'ils n'ont pas souvent racontée et à dire ce qu'ils en pensent. Le contre-discours s'appuie sur le pouvoir du storytelling et fonctionne surtout avec les groupes marginalisés et la minorité étudiante, car les élèves y trouvent sans doute un espace auquel s'identifier sans stéréotypes. Cette activité permet aussi de donner plus de sens à l'éducation et de travailler sur des valeurs démocratiques telles que le développement communautaire, de lutter contre les stéréotypes et de faire naître l'espoir, entre autres. Voilà ce qu'est l'éducation pour ce talentueux rêveur américain.

Enseigner l'apathie : comment notre culture décourage le leadership – et comment renverser cette tendance

Intervenant : Dave MESLIN, directeur artistique (Canada)

Après vingt ans d'entrepreneuriat social et politique, au cours desquels il a utilisé des méthodes non traditionnelles et de tactiques créatives, Dave Meslin a laissé sur son passage des start-ups à but non lucratif, des campagnes victorieuses, des vidéos virales, de nouveaux magazines, et des interventions dans l'espace public. Urbaniste, organisateur communautaire, auteur et formateur, David Meslin a galvanisé les participants lors de sa présentation éclair pour inverser la traditionnelle pyramide hiérarchique en donnant des exemples sur la manière de créer des opportunités significatives pour faire participer les employés, les membres ou les étudiants. Sa thèse est simple « *nous sommes plus forts et plus intelligents quand nous sommes tous impliqués* ».

D'ordinaire, pour les élèves, le bureau du principal incarne l'autorité. Quand les élèves sont invités à s'y rendre, dans la plupart des cas, c'est qu'ils ont fait quelque chose de mal. Le concept de l'autorité est donc lié à la crainte et à la frustration. Dave Meslin souhaiterait changer ce paradigme de l'éducation, pour que les étudiants se considèrent comme des membres à part entière de la communauté dans laquelle ils seraient encouragés à interagir avec le milieu scolaire, et partant à être plus créatifs. Il a participé à une initiative destinée à aider les enfants à se sentir plus responsables de l'environnement qu'ils partagent. Il a par exemple dispensé un cours sur la façon d'organiser une visite à la mairie, afin de familiariser les enfants à la politique et à la gouvernance au niveau local. Pendant ce cours, les élèves ont peint une route, ce qui leur a permis d'avoir une interaction physique avec leur environnement et leurs quartiers. Comme Donovan Livingston, Dave Meslin partage l'avis selon lequel les

enfants devraient avoir une perception solide d'eux-mêmes en comprenant que leurs voix comptent. Car transformer le leadership ascendant en coopération ascendante est le véritable défi du XXI^e siècle.

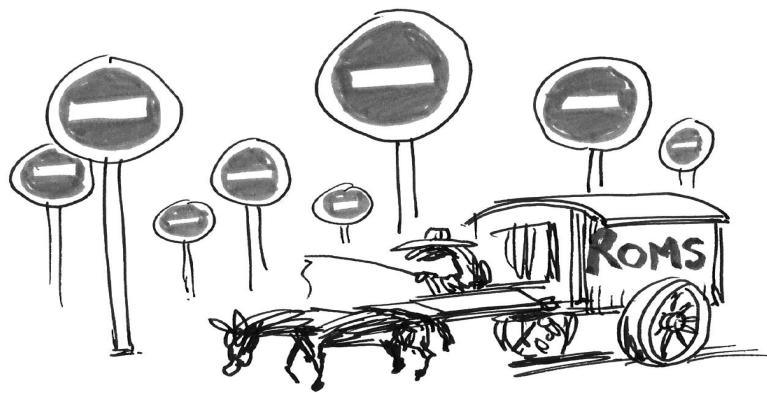
Le pouvoir de la compassion

Intervenante : Alaa MURABIT, Libye/Canada, défenseur des objectifs du développement durable, Fellow du MIT Media Lab, Haut-Commissaire des Nations Unies pour l'emploi en santé et la croissance économique

À l'âge de 15 ans, Alaa MURABIT achève l'école secondaire et quitte Saskatoon, au Canada, pour Zawia, en Libye. C'est là qu'elle termine ses études de médecine et, poussée par son désir de créer des processus et des institutions inclusives, elle fonde en 2011, à l'âge de 21 ans, Voice of Lybian Women (VLW - La voix des femmes de Libye). En mettant l'accent sur la remise en cause des normes culturelles et sociétales pour tirer le meilleur parti des modèles traditionnels et historiques, Alaa défend la cause de la participation des femmes aux processus de paix et à la médiation des conflits. Ses programmes, tels que la campagne novatrice « Noor », ont été reproduits à l'échelle internationale. Surnommée « la Doogie Howser libyenne » par Jon Stewart et applaudie pour son approche novatrice et inclusive de la sécurité, Alaa dispense ses conseils auprès de nombreux conseils de sécurité internationaux, de gouvernements et d'organisations, et agit en qualité de mandataire pour International Alert and Keeping Children Safe.

Quand on demande aux gens de définir le pouvoir, ils établissent en général un lien avec la force, mais pas avec la compassion. La compassion est considérée comme une faiblesse. Si la compassion ne cadre pas bien avec l'idée de pouvoir, elle aide à envisager des perspectives différentes et à déterminer quels sont les véritables problèmes. Actuellement, le monde politique aspire à la paix, qui est plus pratique pour des raisons économiques, a ajouté Alaa Murabit. La question qu'elle a posée lors de sa présentation éclair est la suivante : comment transformer des décisions pratiques en décisions compatissantes ? Elle a proposé aux participants d'essayer de privilégier le dialogue tout en tentant de comprendre les besoins et les sentiments des autres.

« Pour faire preuve de plus de compassion dans la vie quotidienne, il faut avoir l'intention de se soucier des autres et reconnaître l'importance des forces mais aussi des faiblesses. »



Salles

Cynique envers l'éducation

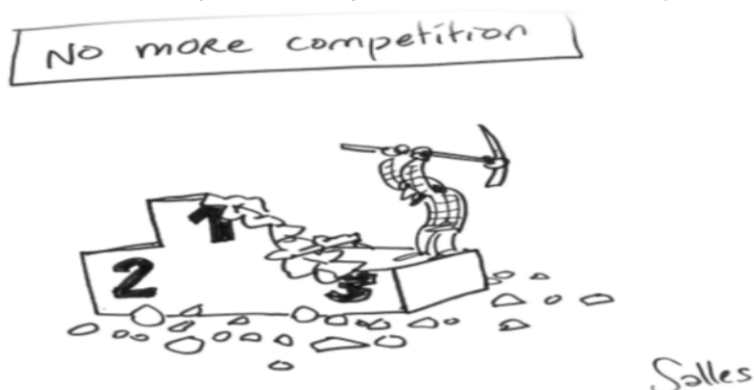
Intervenant : Ansgar ALLEN, professeur d'histoire de l'éducation de l'université de Sheffield (Royaume-Uni)

Les recherches d'Ansgar Allen portent sur les « bons côtés » incontestables de l'éducation et restent ouvertes au fait que l'éducation sous toutes ses formes, même la plus anodine, peut être une forme de violence. Son travail propose un historique de ses « bonnes » intentions. Allen fait valoir qu'on ne peut tenter d'établir un lien entre l'éducation et la démocratie sans prendre en compte le cynisme contemporain. Toutefois, il fait aussi remarquer que le cynisme moderne est déguisé. En effet, le cynisme traditionnel de la Grèce antique remettait en cause tout ce qui sapait les fondements de la société. Par exemple, Diogène, connu pour son cynisme, a rejeté le mode de vie humain, le qualifiant de trop « artificiel et hypocrite ». Au lieu de cela, il a adopté les comportements des chiens : il s'abandonnait aux fonctions naturelles de l'organisme en public, il mangeait tout ce qu'il trouvait et dormait n'importe où ; de plus, il vivait le présent sans angoisse pour l'avenir. En conséquence, ces comportements lui ont valu le surnom de Diogène le chien. Contrairement aux cyniques traditionnels, les cyniques contemporains sont difficiles à repérer car ils ne se décrivent pas comme tels. Ils croient en l'éducation mais, les attentes ne correspondant pas à leur réalité, ils ont été déçus et ont de fait pris un certain recul par rapport au système éducatif. De nos jours, les cyniques ne peuvent pas jouer le jeu de l'éducation, toutefois, dans une certaine mesure, ils pourraient prendre part à des activités éducatives.

Connaissances et créativité – les piliers de la société démocratique moderne

Intervenant : Leandar LITOV, professeur à l'université de Sofia (Bulgarie)

Leandar Litov considère que les piliers des sociétés démocratiques sont les connaissances et la créativité. Dans sa présentation instructive, il a décrit la société du XXI^e siècle comme une société en perpétuelle évolution, caractérisée par la mondialisation, un rythme effréné et l'adaptabilité. Aujourd'hui, les réseaux sociaux ont changé la vie sociale des citoyens, permettant d'établir très facilement des liens, et chacun peut changer de lieu de travail et de résidence ainsi que de profession, dans la mesure où les professions les plus populaires aux États-Unis aujourd'hui n'existaient pas il y a dix ans. M. Litov a insisté sur l'urgence de changer l'approche de l'éducation. En effet, le modèle éducatif actuel se base sur des connaissances générales, qui étaient satisfaisantes dans le passé, mais aujourd'hui, il semble que ce même système favorise le populisme et facilite la manipulation. Pour cette raison, aujourd'hui plus que jamais, il faut changer le système éducatif pour répondre aux besoins du XXI^e siècle ; il faut en particulier redéfinir le rôle des enseignants et des élèves. Les étudiants devraient apprendre à développer leur créativité, leur pensée critique et leur capacité à résoudre des problèmes. Les enseignants devraient enseigner la richesse de la diversité et les grands bienfaits qui découlent de « l'interculturalité ». Toutefois, les enseignants ne sont plus la seule source de connaissances ; c'est pourquoi Litov affirme qu'ils doivent apprendre à leurs élèves comment trouver les informations, prendre une décision, élaborer un plan et procéder à sa réalisation. En conclusion, l'objectif du XXI^e siècle devrait être de former des élèves instruits et faisant preuve d'esprit critique, préparés à un processus d'apprentissage tout au long de la vie, à devenir des citoyens actifs du monde dans lequel ils vivent.



Le Centre pour la beauté politique et l'humanisme agressif : inspirer le changement grâce à l'art de la performance politique

Intervenante : Alia SCHWELLING, Centre pour la beauté politique (Allemagne)

Dans sa présentation éclair, Alia Schwelling, représentante du Centre pour la beauté politique, a expliqué le concept d'humanisme agressif : deux termes dichotomiques liés à la philosophie de l'art de la performance politique, où l'art est désormais perçu comme perturbant et agressif. Le Centre regroupe des militants des droits de l'homme, dont l'objectif est de faire pression sur les gouvernements en déclenchant l'indignation de l'opinion publique, en sensibilisant sur des sujets délicats comme les migrations et les droits de l'homme. Les participants du centre, au cours de leurs activités, ont le visage couvert de cendres, pour symboliser la corruption politique. Mme Schwelling a montré des vidéos de deux campagnes menées par le Centre pour la beauté politique. La première, « Die Brücke » (Le pont), a été adressée au gouvernement fédéral autrichien. Dans cette vidéo, l'Autriche construit des plateformes pour prodiguer les premiers soins aux migrants qui traversent la Mer méditerranée en bateau. La vidéo se termine par un message de solidarité où le gouvernement autrichien encourage d'autres États membres de l'Union européenne à suivre son exemple. La deuxième vidéo, « Kindertransporthilfe des Bundes » est directement liée à un programme sur le transport des enfants, par lequel la Grande-Bretagne a autorisé des enfants juifs à entrer dans le pays, les sauvant ainsi de l'Holocauste. Le Centre pour la beauté politique a reproduit ce programme en réalisant un site internet permettant aux familles d'accueil allemandes d'adopter des enfants syriens. Cette campagne a agi à plusieurs niveaux : le site internet officiel du ministère fédéral des Affaires familiales a publié tous les documents relatifs à l'adoption et, à Berlin, un conteneur a été mis en place où les familles ne pouvaient choisir qu'un enfant et devaient laisser les 99 restants, les condamnant à une mort certaine. Le message était clair : nous ne pouvons pas sauver le monde mais nous pouvons y contribuer.

À travers ces campagnes, le Centre pour la beauté politique vise à faire pression sur les gouvernements pour qu'ils réagissent, leur montrant comme il est facile de le faire. En effet, Mme Schwelling a conclu que si un groupe d'artistes peut construire un prototype de plateforme de secours ou lancer un programme d'adoption, les gouvernements de l'Europe peuvent faire de même.



Comment l'université peut-elle, dans un contexte pluraliste, éduquer à la démocratie et à l'égalité, et comment la radicalisation agit-elle pour empêcher l'accès à l'éducation ?

Intervenants : Dounia BOUZAR, fondatrice du « Centre de prévention contre les dérives sectaires liées à l'islam » (France)
Salim DACCACHE, recteur de l'université Saint-Joseph, Beyrouth (Liban)

Dounia Bouzar a fondé le Centre de prévention contre les dérives sectaires liées à l'islam chargé par le ministère de l'Intérieur de la République française d'établir des indicateurs d'alerte pour faire la distinction entre les pratiques de l'islam et la liberté de conscience des musulmans et les comportements de radicalisation. Mme Bouzar est anthropologue, spécialisée dans les faits religieux ; ses recherches portent principalement sur la manière dont les êtres humains comprennent la question de la religion. Elle suit les jeunes qui ont été signalés comme étant sur la voie de la radicalisation. Dans sa présentation éclair, elle a expliqué que dans le phénomène de radicalisation et d'endoctrinement des jeunes, la liberté de conscience n'est pas liée à l'isolement de la conscience de ces jeunes.

La radicalisation fait obstacle à l'accès à la culture et à l'éducation. Elle vise les jeunes, qui sont abordés avec une méthode basée sur l'anxiété dans le but de les effrayer. Le processus les amène à se méfier de toutes les personnes de la société dans laquelle ils vivent qui ont contribué à leur socialisation : les adultes, les responsables politiques et les médias leur mentent et leur cachent la vérité. On leur fait croire à une sorte de conspiration et on leur apprend à développer un sens du discernement qu'ils n'avaient pas auparavant. Au cours de ce processus, on leur enseigne le principe de l'unicité de Dieu et par conséquent, toutes les formes d'accès à la culture et à l'éducation sont interdites car elles entraveraient cette unité. Rompre avec la société entière permettra d'en créer une toute nouvelle, régénérée conformément à la loi divine, de créer un monde parfait sans pauvreté, sans violence ni méfiance. Le centre de Mme Bouzar établit des indicateurs qui ne sont pas basés sur un comportement religieux mais sur des comportements de rupture : rupture sociale, scolaire, amicale, familiale. Le processus de radicalisation entend séparer les jeunes de toutes leurs sensations : la radicalisation n'est pas possible sans désaffiliation. Dans ces cas, le groupe radical devient la figure d'autorité du jeune, avant ses parents. Les jeunes sont amenés à oublier leurs références culturelles, leur système cognitif change. D'après Mme Bouzar, la radicalisation compte cinq étapes importantes avant de parvenir à l'adhésion à d'autres valeurs : le décrochage scolaire, une rupture avec les amis et l'entourage, des ruptures familiales, la rupture avec les imams et l'interruption des loisirs personnels et des références émotionnelles.

Quand on parle de déradicalisation, on adopte une approche émotionnelle. L'objectif est d'amener les jeunes à reprendre le contrôle sur leurs corps, leur filiation, les connaissances. Vient ensuite l'approche idéologique. Les jeunes concernés sont alors incités à faire la distinction entre l'utopie présentée et la réalité du projet des djihadistes. C'est un processus de deuil ; les jeunes font le deuil de l'utopie pour laquelle ils se sont impliqués.

« Plus la déradicalisation commence tôt, plus elle a de chance d'être efficace. »

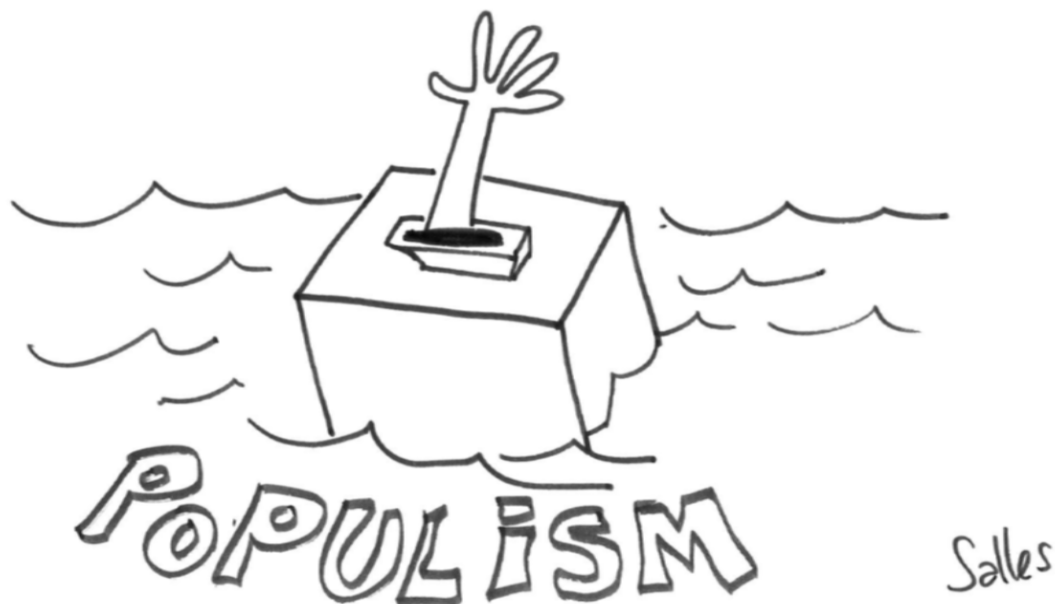


À la question « *comment l'université peut-elle, dans un contexte pluraliste, éduquer à la démocratie et à l'égalité ?* », Salim Daccache répond que les écoles peuvent réussir à inculquer les valeurs de l'égalité et de la démocratie. Elles sont toutefois confrontées à un certain nombre de défis. Tout d'abord, la mission de l'école est d'aboutir à une éducation à la citoyenneté démocratique. Le système électoral est essentiel dans un pays démocratique ; les écoles doivent cependant être ouvertes au monde et à la culture universelle. De ce fait, le jugement critique et l'émergence de valeurs fondamentales sont importants. La place de la religion est différente dans chaque pays : en effet, au Liban, la question de la laïcité pose problème car elle concerne la religion à un niveau personnel.

Le processus d'éducation à la citoyenneté doit associer tous les membres de l'université (médiateurs, professeurs, étudiants, élèves). Il est important de dispenser des cours sur le dialogue ethnique et interculturel à tous les étudiants, ainsi que sur la religion pour informer sur les sujets religieux avec une méthode différente de celle du parti radical. Un autre défi consiste à garantir l'accès à l'éducation pour tous. L'éducation devrait être facilitée par un système de bourses. Tous les citoyens sont égaux devant la loi et doivent donc l'être aussi devant l'éducation : ils ont le droit d'accéder à l'éducation, a ajouté Salim Daccache. L'éducation ne devrait pas être un domaine où l'on recherche le profit et tout le monde devrait en bénéficier.

Les deux intervenants ont convenu que l'éducation à l'altérité joue un rôle essentiel dans le développement du sentiment de citoyenneté. Dans la société actuelle, avec la montée de l'extrémisme, la sensibilisation à la religion ne peut être exclue de l'éducation des jeunes. En effet, en dehors du système scolaire, cette ignorance à l'égard de la religion, ainsi que la mise en avant de certaines religions par rapport à d'autres, représente une source de conflits entre les différents groupes de la société.

Dans la lutte contre le radicalisme et le terrorisme, l'éducation a un rôle considérable à jouer pour sensibiliser à la guerre en Syrie, créer une structure pour les jeunes et les éduquer sur les dangers de ces réalités afin de donner aux jeunes une place vertueuse dans la société. Rappelons que l'éducation contribue à la formation de groupes et au développement de liens entre les individus.



Qu'est-ce que le storytelling ?

Le storytelling signifie littéralement « raconter une histoire ». Les « conteurs » parlent d'événements personnels dans leur vie, liés à un sujet donné. Le storytelling est un moyen de partager et d'interpréter des expériences. Les histoires sont universelles dans la mesure où elles peuvent combler les fossés culturels, linguistiques et générationnels.

L'émancipation de Mimi

Storyteller : Farah ABDI, réfugié et blogueur reconnu, (Somalie/Malte)

Né en Somalie, Farah Abdi a grandi au Kenya, que sa famille a dû quitter à cause de la guerre. Il a été élevé dans une société de classe moyenne et dans un quartier musulman très conservateur. Aujourd'hui réfugié somalien et blogueur reconnu, il est arrivé de Libye à Malte par bateau en 2012, fuyant par crainte de la persécution. Il est l'auteur de l'autobiographie « Never arrive » et militant des droits de l'homme. Il a également obtenu le Prix international de la paix de la fondation allemande « die Schwelle » de Brême et le prix du jeune leader accordé par la Reine d'Angleterre.

La mère de Farah voulait assurer une bonne éducation à ses enfants. À l'école, Farah s'est découvert une nouvelle orientation sexuelle très jeune, mais l'a cachée, surtout dans la sphère privée. Quand toute la famille de Farah s'est installée dans un nouveau pays, où tous pouvaient vivre leur vie librement, Farah voulait plus. Il voulait s'exprimer, vivre sa vie plus librement ; partir à l'ouest semblait alors un bon point de départ. Mais étant somalien, il a été confronté à des problèmes en tant que migrant. Farah a néanmoins décidé de prendre le risque. Après un très long voyage, qui l'a amené à passer par différents pays comme le Kenya, l'Ouganda, le Soudan, le désert du Sahara, et finalement la Libye, ce n'est qu'en 2012 que Farah est arrivé sain et sauf à Malte, après avoir été détenu en Libye. Cependant, il a obtenu le statut de réfugié ainsi qu'une protection grâce à la Cour européenne des droits de l'homme, du fait de son identité de genre. Farah a déclaré que la décision de la Cour lui avait sauvé la vie. Il a ajouté : « *Toute ma vie, je me suis battu pour obtenir une identité de genre et après plusieurs années de combat, l'issue a été positive* ». Il ne voulait pas vivre dans un environnement xénophobe. Au contraire, il a toujours voulu montrer que les réfugiés aussi peuvent être instruits et surtout, qu'ils peuvent s'en sortir mieux que leurs voisins européens. Aujourd'hui, son objectif est d'aider d'autres réfugiés en utilisant son talent, à savoir l'écriture. L'écriture lui donne la chance de s'exprimer, tout en représentant la cause de nombreux autres réfugiés. Il a lancé son propre blog, qui s'appelle « Malta today » (Malte aujourd'hui) et, même si le blog a suscité un grand nombre de critiques, il ne fait aucun doute que son message a été entendu.

Comment l'éducation démocratique m'a préparée à mon rôle de conseillère municipale

Storyteller : Simone HAENEN, conseillère municipale et activiste de l'éducation, (Pays-Bas)

Simone a appris à devenir une citoyenne active en faisant l'expérience de la démocratie à l'école. Son éducation démocratique lui a aussi permis d'apprendre et de travailler avec des personnes de tous les âges, de toutes les cultures et de tous les milieux, et à les traiter de manière égale. Elle sait à présent combien il est précieux d'avoir des droits fondamentaux. Elle les défend pour bâtir une société plus démocratique, plus transparente et plus inclusive – en tant que conseillère municipale et militante de l'éducation.

Simone a débuté son apprentissage tout au long de la vie dans des écoles publiques traditionnelles. Elle était bonne élève, mais son jeune frère ne réussissait pas à s'adapter au programme préétabli, entraînant beaucoup de pression, de tests, d'étiquettes et de travail supplémentaire. Cela a engendré beaucoup de stress à la maison. Ses parents ont donc commencé à chercher d'autres solutions et ont trouvé une école démocratique fondée sur des valeurs telles que la liberté, la responsabilité et l'égalité des enfants au sud-est des Pays-Bas.

Son frère s'est mis à tout remettre en question concernant l'éducation et la vie, tout en développant un esprit critique. Ce changement dans la vie de son frère a motivé Simone à décider d'intégrer la même école. Elle a commencé à prendre part à l'organisation de l'école. Elle est devenue secrétaire des réunions de l'école, membre de la commission judiciaire, et a mis en place d'autres commissions liées à l'art et à la musique. La responsabilité en matière d'organisation et de sécurité de la communauté scolaire fait partie de l'ADN de ces écoles. Les élèves et les membres du personnel prennent part de manière égale à toutes les décisions qui concernent l'école. Il n'y a pas de conseil d'école ou d'administration scolaire autocratique. Tous les membres des réunions scolaires peuvent ajouter une proposition à l'ordre du jour. Les décisions sont prises uniquement en ce qui concerne la structure, l'organisation, et les règles – jamais au sujet du contenu ou du programme. Avec l'organisation non hiérarchique, chacun a le sentiment de compter et d'être entendu.

À 18 ans, Simone a obtenu son diplôme avec une dissertation intitulée « Comment je me suis préparée à être une adulte efficace dans la société ». En 2012, elle a commencé à travailler avec la fondation Opération Éducation, dont l'objectif est de construire et de soutenir des communautés en ligne, d'organiser des campagnes et des événements en ligne. Cela a abouti à la formation d'un grand réseau d'éducateurs, d'élèves, de responsables politiques, d'entrepreneurs et de fait, à son élection en mars 2014 en tant que conseillère municipale de sa ville, sous l'étiquette d'un parti politique local. En tant que conseillère municipale, elle essaie d'inspirer d'autres personnes de sa communauté et de parvenir à une gouvernance participative, afin de jeter un pont entre les citoyens marginalisés et le gouvernement local. Au début, Simone a été surprise de constater que les procédures pour les réunions et les décisions ressemblaient beaucoup à l'approche des écoles démocratiques, même s'il y avait aussi de nombreuses différences. Son objectif est de stimuler la participation des citoyens. Elle a notamment découvert que la plupart des gens sont prêts à discuter de leurs opinions sur l'éducation. Pour conclure, elle a rappelé que le plus important, c'est de faire confiance aux jeunes élèves et au système démocratique.

Un nouveau départ

Storyteller : Bashar HASSOUN, activiste et fondateur de MyGrade e.V (Syrie).

Bashar Hassoun est né et a grandi à Damas. Il a toujours voulu être un responsable politique. En 2012, il a demandé un visa pour voyager en Europe. La même année, la guerre civile a éclaté en Syrie. Rapidement, un tas de questions lui ont traversé l'esprit : « Que faire ? Rester ? Partir ? Où aller ? » L'insécurité régnait dans les pays voisins, l'incertitude, les barrières linguistiques, etc. Après une recherche approfondie, il a estimé que l'Allemagne pourrait être le bon endroit pour un nouveau départ. C'était un choix difficile car il n'avait aucun contact ni aucune aide, et le fait de ne pas connaître la langue compliquait encore les choses. Il ne voulait pas être victime de la guerre ni rejoindre le conflit.

« Imaginez devoir commencer une nouvelle vie sans famille, sans amis, sans vêtements, sans argent ; vous ne connaissez pas la langue, vous n'avez pas d'adresse. Vous vous sentez perdu. »

En 2013, il arrive à Berlin. C'est le début d'une nouvelle vie pour lui. Compte tenu des difficultés qu'il a rencontrées au début, il se considère relativement chanceux car l'Allemagne lui accorde le droit de séjour et lui donne un grand nombre de droits, à commencer par celui d'apprendre l'allemand jusqu'à ce qu'il trouve un emploi. Bashar réussit à apprendre l'allemand en trois ans seulement. Il commence ensuite à chercher un emploi. « Le système d'emploi est complètement différent du système en Syrie », a-t-il déclaré. En Allemagne, pour travailler en politique, il faut commencer par rejoindre un parti. Il décide d'accéder au système parlementaire en interne, ce qui lui permet d'en apprendre davantage sur les activités des partis politiques. Il rejoint le parti socialiste, SPD, et est accepté au sein de la commission chargée des migrations. Il estime que s'il ne peut pas exercer de fonctions politiques dans son pays, il peut au moins le faire en Allemagne. Il veut mettre son expérience au service des migrants qui prennent le même chemin en tant que demandeurs d'asile ou réfugiés. Il sait à quel point il est difficile pour un migrant de trouver un emploi. Dès le départ, son idée est d'aider les migrants, de les orienter et de les informer sur leurs droits.

« Il est très difficile de commencer une nouvelle vie dans un pays qui ne sait rien de vous. »

Dans son storytelling, Bashar Hassoun a rappelé quelques problèmes majeurs auxquels sont aujourd'hui confrontés un grand nombre de pays arabes : les inégalités, l'absence de liberté, la dictature, les associations religieuses radicales et le manque d'établissements d'enseignement, ce qui signifie qu'une dictature peut contrôler complètement les citoyens. En Allemagne, il a appris comment fonctionnait une démocratie ; comment ce processus débute au sein de la famille et s'achève dans la société et dans des gouvernements pluralistes. Il a exhorté à étendre la démocratie dans tous les pays du monde afin de favoriser des sociétés ouvertes et plus constructives.

Ma vision de l'histoire de la Tunisie dans les dessins de presse (1987 à nos jours)

Storyteller : Nadia KHIARI, dessinatrice et enseignante en arts plastiques (Tunisie)

Le 6 novembre 1987, une équipe de sept médecins déclare Habib Bourguiba, Président de la Tunisie, dans l'incapacité de remplir ses fonctions. Il est alors âgé de 84 ans. Ben Ali prend le contrôle du pays et des élections suivront en 1989. L'État tunisien commence alors à contrôler tous les aspects de la vie publique. Il prend le contrôle de l'industrie des médias et le ministère de l'Intérieur lance une campagne de censure. Les médias locaux sont sous son contrôle. La censure s'étend à internet. En 2010, la majorité des citoyens tunisiens vivent en dessous du seuil de pauvreté, et une terrible répression a lieu cette année-là.

"I have understood you my people", « Je vous ai compris ».

Ben Ali fait beaucoup de promesses, y compris la fin de la censure. Cependant, le 14 janvier 2011, une série de manifestations éclate dans les rues. Ben Ali, qui a perdu le soutien de la population, se réfugie en Arabie Saoudite, pays voisin ami et sûr. Les citoyens s'entraident pour se protéger des milices, essayant de trouver des solutions du mieux possible : les barricades sont extrêmement sophistiquées ; les maisons proches de celle de Ben Ali sont redécorées de manière neutre. C'est le chaos, l'état d'urgence est déclaré et les élections arrivent. Le Printemps arabe a été une grande source d'inspiration pour une dessinatrice comme Nadia. Les mouvements populaires étaient réprimés, les intellectuels et les artistes victimes de la censure. Trois ans après, en 2014, la Tunisie adopte sa nouvelle Constitution et organise les premières élections présidentielles libres. Depuis, deux gouvernements se sont succédés, le problème du chômage est toujours lié à l'injustice sociale et il y a encore beaucoup d'attaques terroristes. Néanmoins, l'histoire de Nadia nous apprend qu'un changement profond, motivé par une réflexion critique, vers la démocratie est possible, même dans des pays comme la Tunisie. Nadia Khiari, peintre et dessinatrice, a publié plusieurs recueils des chroniques de la révolution et ses dessins sont parus dans Siné Mensuel, Courrier International et Zélium. Elle a reçu le Prix Honoré Daumier (lors de la deuxième rencontre de Cartooning for Peace à Caen en 2012), les insignes de Docteur Honoris Causa de l'université de Liège en 2013, le Prix international de la satire politique à Forte dei Marmi (octobre 2014), le Prix Agora Med du Dialogue Interculturel méditerranéen à Gênes (juin 2015), ainsi que le prix « Couilles au cul » lors du festival off d'Angoulême (janvier 2016).

Qu'est-ce que l'événement satellite du Forum mondial de la démocratie ?

Depuis sa première édition en 2012, le Forum mondial de la démocratie est reconnu comme un espace de discussions fécondes sur des questions liées à la démocratie contemporaine. Afin de toucher une grande diversité de contributeurs et d'enrichir le débat, le Forum se félicite de l'organisation d'« événements satellites » par des universités réputées dans le domaine des études politiques et des relations internationales, des organisations non gouvernementales, des municipalités et d'autres institutions. Cette idée a été mise en œuvre avec succès en 2015 : quatre universités de renom ont organisé des événements satellites liés au sujet du Forum.

Les institutions organisatrices sont libres de décider des dates et de la forme de l'événement, et de choisir les intervenants et le ou les sujet(s) spécifique(s). Les événements satellites peuvent se tenir à tout moment de l'année. Ils peuvent revêtir diverses formes : séminaires ou cycles de séminaires, interventions dans les écoles, enquêtes, campagnes sur les réseaux sociaux, hackathons, mise en œuvre au plan local d'initiatives innovantes présentées dans les Forums précédents, débats radio/TV ou présentations éclairés pour le grand public (ONG, écoles, centres socioculturels, etc.).

Événements satellites du Forum mondial de la démocratie 2016

Événement satellite « Ville démocratique – vers une infrastructure participative »

Donastia-San Sebastián, Espagne, 6-7 septembre 2016



Comment développer des structures locales afin d'accélérer la croissance et le succès d'initiatives qui améliorent la participation démocratique des citoyens ? Comment les porteurs de projets d'innovation démocratique peuvent-ils soutenir la transformation des villes en institutions plus inclusives ?

Ces questions étaient au centre de l'événement satellite qui s'est tenu à San Sebastián, capitale européenne de la Culture 2016 (DSS2016) sous l'égide du Forum mondial de la démocratie, dans le cadre de son mandat d'Incubateur pour la démocratie participative. L'événement a réuni des porteurs de projets d'innovation démocratique, des représentants des villes et des membres du parlement envisageant de repenser les structures facilitant l'inclusion des citoyens dans le processus de décision politique sous l'angle de la démocratie participative.

Lors des discussions, il a été question de comment mieux coordonner et comment intégrer les mesures qui fonctionnent, en accordant une place très importante à l'inclusion des citoyens en tant qu'acteurs et leaders. La réunion a été organisée par le Forum mondial sur la démocratie directe moderne et le Conseil de l'Europe.

La réunion a été ouverte par Eneko Goia, maire de San Sebastián, et Dunike Agirrezabalaga, conseiller municipal pour la participation, qui a souligné l'importance de la participation des citoyens pour la ville. A suivi une présentation des initiatives en faveur de l'inclusion des citoyens dans l'élaboration et la mise en œuvre du programme de la Capitale européenne de la culture 2016. La ville a introduit un large éventail d'initiatives innovantes destinées à assurer la plus large participation des citoyens possible, y compris le crowdsourcing du contenu d'un festival culturel, l'installation de laboratoires de participation ou la mise en place d'un comité des citoyens.

Les membres du comité des citoyens sont choisis par tirage au sort afin d'inclure des citoyens qui, habituellement, ne participeraient pas nécessairement aux activités politiques ou culturelles. Sept comités différents ont été chargés de sélectionner les projets pour l'année de la Capitale européenne de la culture. Pablo Berastegi, directeur de Donostia-San Sebastián, Capitale européenne de la Culture 2016, a fait remarquer que les comités citoyens fonctionnaient très bien et de manière efficace. La ville a aussi organisé des débats ouverts avec les citoyens, auxquels elle a invité un expert pour délibérer avec eux sur une question précise. Le politologue Anthony Giddens a par exemple été invité à discuter du Brexit et de ses conséquences.

Les responsables de la ville ont ensuite présenté les structures municipales favorisant la participation des citoyens. Le service municipal chargé de la participation des citoyens a été le premier service du genre mis en place en Espagne, et ce dès 1996. Il a pour objectif d'inclure davantage de citoyens dans les structures municipales chargées de l'élaboration des politiques et de créer une culture de la participation. Les citoyens sont considérés comme des acteurs politiques et la participation comme un droit politique. Le fonctionnement de ce service repose sur trois piliers : la représentation (l'accent étant mis sur la transparence, l'information et l'organisation de réunions régulières des responsables élus avec les citoyens), le dialogue (diversité, compromis, délibération), et la franchise (comment universaliser la participation des citoyens dans un scénario spécifique). Les valeurs favorisant cette architecture sont l'inclusion, la coresponsabilité, la créativité, l'autonomie, la confiance et l'empathie. La méthodologie est fondée sur la planification, l'intelligence collective, et l'efficacité.

L'initiative « Critical Points Map », qui vise à repérer des endroits de la ville ayant besoin d'être transformés, notamment car ils ne sont pas sûrs pour les femmes, est un exemple de projet mis en œuvre avec succès afin d'inclure un plus grand nombre de citoyens aux processus de gouvernance. Pour ce projet, une commission pour la participation a identifié 33 lieux et six lignes d'action. Afin d'améliorer les lieux et de recueillir des retours d'information, la commission s'est mise en relation avec des associations de quartier. Les habitants ont été associés au processus de transformation des espaces publics. Ainsi, les citoyens ont été responsabilisés et se sont appropriés les projets.

Lorsque le service pour la participation des citoyens a été établi il y a 20 ans, les responsables de la ville étaient confrontés au problème du manque de confiance, de la part des responsables politiques, qui avaient peur du dialogue et des critiques envers les citoyens, mais aussi de la part des citoyens, qui considéraient fréquemment que leur contribution et leurs propositions ne seraient pas prises en compte à terme. Cependant, au cours des vingt années d'activités du service, les responsables de la ville ont observé un changement de la culture politique. L'obligation de rendre des comptes ressentie par les représentants élus a laissé place à une plus grande ouverture à l'échange direct avec les citoyens. Alors qu'ils étaient d'abord réticents à impliquer la population, ils appellent désormais souvent le bureau de la participation citoyenne pour en savoir plus sur les techniques permettant de l'inclure davantage dans les processus décisionnels. Dans le même temps, un plus grand nombre de citoyens participent sur une base régulière aux activités du service. Aujourd'hui, les structures favorisant la participation à San Sebastián complètent les structures représentatives, ce qui a créé une culture politique de coresponsabilité entre les citoyens et les responsables élus.

Événement satellite « Les jeunes et la démocratie : les nouveaux défis du fonctionnement démocratique – quels sont les enjeux ? » (Échange interactif)

Bruxelles, Belgique, 23 septembre 2016

Quels sont les principaux problèmes que rencontre le dialogue intergénérationnel pour la démocratie et comment les surmonter ? Comment améliorer la participation et la représentation démocratiques des jeunes ? Quelles sont les conditions pour un fonctionnement démocratique sain dans nos environnements en évolution constante, interconnectés et mondialisés ?



Cet événement satellite du Forum mondial de la démocratie a été organisé dans le cadre de l'université d'été des projets [ENLIGHTEN Horizon 2020 financé par l'UE](#) et [Erasmus Mundus GEM](#). S'inscrivant dans le programme de cette université d'été, dont l'objectif premier est d'examiner l'état, le potentiel et les limites de la gouvernance socioéconomique en Europe au lendemain de la crise, cet atelier spécifique a essentiellement porté sur la nécessité d'amorcer un dialogue intergénérationnel sur la démocratie.

Conçu comme une session interactive associant des étudiants de master sélectionnés et de jeunes professionnels, cet événement a été coordonné par l'[Institut d'études européennes de l'université libre de Bruxelles](#) et dirigé par le bureau de l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale ([international IDEA](#)) pour l'UE en coopération avec le [Forum européen de la jeunesse](#).

Les échanges se sont fondés sur les idées suivantes : la méfiance dans les systèmes politiques traditionnels augmente ; il reste de nombreux obstacles à la participation et à la représentation, y compris des jeunes ; une solution possible pour prendre part à la résolution de ces problèmes pourrait être de renforcer le dialogue intergénérationnel pour la démocratie. Bien qu'un grand nombre de pays aient déjà pris des mesures dans ce sens, celles-ci semblent encore largement insuffisantes.

Cet atelier visait donc à mettre en place une plateforme permettant d'échanger des vues de manière ouverte et informelle sur cette question, avec les objectifs spécifiques associés suivants : (1) identifier les principaux défis du dialogue intergénérationnel sur la démocratie ; (2) étudier les moyens de faciliter l'émergence d'un environnement et d'un espace adaptés à un tel dialogue ; (3) identifier les mesures destinées à promouvoir l'importance et la nécessité d'un dialogue intergénérationnel sur la démocratie ; (4) étudier les moyens de renforcer la participation et la représentation des jeunes dans la vie politique en Europe ; et (5) optimiser leur contribution à la construction de sociétés démocratiques durables.

Les conclusions et les recommandations de cet atelier ont été présentées par deux participants sélectionnés lors du Forum mondial de la démocratie du Conseil de l'Europe, qui s'est tenu du 7 au 9 novembre 2016 à Strasbourg, en France.

Quel est l'état de l'éducation à la démocratie au Royaume-Uni aujourd'hui ?

Chambres du Parlement, Londres, Royaume-Uni

20 octobre 2016 (12 h 30 – 14 h 30)



Les objectifs de l'événement étaient les suivants :

- donner une vue d'ensemble de l'état de l'éducation à la démocratie dans les communautés, les écoles, les universités et d'autres secteurs au Royaume-Uni ;
- établir un bref rapport du Forum ;
- identifier les priorités pour renforcer les compétences démocratiques pour l'année à venir.

Cet événement a été organisé par Lord David Blunkett de Brightside et Graham Allen, député de Nottingham North afin de donner une vue d'ensemble de l'état de l'éducation à la démocratie au Royaume-Uni et d'identifier les priorités. Plus de 120 personnes avaient réservé leur place et environ 80 étaient présentes à cet événement présidé et organisé par Titus Alexander.

Intervenants

- David Blunkett, professeur de politiques en poste à l'université de Sheffield, député de Brightside & Hillsborough (1987-2015), ministre de l'Éducation et du Travail, ministre de l'Intérieur, ministre du Travail et des Retraites, président du conseil municipal de Sheffield (1980-87).
- James Weinberg, chercheur associé au Centre Circk, et président du Political Studies Association Early Career Network, sur l'état de l'éducation à la citoyenneté et à la politique dans les écoles ;
- David Kerr, Association of Citizenship Teachers (ACT,) et professeur à l'université de Reading ;
- Samira Musa, Bite the Ballot, sur la participation des jeunes ;
- Ruth Spellman, PDG, Workers Educational Association, sur l'éducation des adultes ;

- Sue Tibballs, PDG de la fondation Sheila McKechnie sur la formation et le soutien à la réalisation de campagnes pour la société civile ;
- Sarah Allen, Involve, sur la participation pour renforcer la démocratie ;
- Ashok Viswanathan, directeur adjoint, Operation Black Vote sur la participation des minorités ;
- Rosemary Bechler, rédactrice de OpenDemocracy sur les jeunes reporters du Forum mondial ;
- Dan Gallacher, Service de l'éducation du Parlement.

Le gouvernement a été invité à envoyer un intervenant ou un commentaire, mais n'a pas adopté de politique sur l'éducation à la démocratie.

Enquête sur les compétences démocratiques

Parmi les participants interrogés au préalable, 68 % n'avaient PAS entendu parler du Forum mondial de la démocratie.

Seuls 37 % des participants interrogés avaient connaissance de l'existence de la Charte du Conseil de l'Europe sur l'éducation à la citoyenneté démocratique, bien que 60 % d'entre eux aient déclaré que leur travail concernait l'éducation au plaidoyer, à la citoyenneté, à la démocratie ou à la politique.

Points clés et prochaine étape

Les trois principaux messages véhiculés par la réunion sont les suivants :

- 1) il est nécessaire d'organiser un mouvement en faveur du droit à l'éducation politique, comme Make Poverty History, avec des concerts, des débats et des manifestations ;
- 2) la situation de l'éducation à la citoyenneté et à la politique dans les écoles est déplorable ; et
- 3) les initiatives en matière d'éducation des adultes et de la société civile sont d'une grande diversité.

Une réunion de suivi se tiendra en 2017 sur les résultats du Forum mondial, le Cadre de compétences pour une culture de la démocratie et des propositions pour la création d'une commission des intervenants sur l'apprentissage de la démocratie.

Résumé

Les présentations ont donné une vue d'ensemble détaillée de l'éducation à la démocratie, et notamment des points suivants :

1. Les connaissances politiques et la participation sont très inégales, en particulier chez les plus jeunes et les plus pauvres mais des efforts ciblés et soutenus permettent de changer les choses, ainsi que le montrent de nombreux exemples.
2. L'éducation à la citoyenneté et l'éducation politique dans les écoles risquent de disparaître, du fait de leur fusion avec des cours d'éducation personnelle, sociale, sanitaire et économique (PSHE) ; il y a un manque d'enseignants spécialisés, de soutien politique et d'appui des directeurs d'établissement ; et, dans le cadre de l'indicateur Progress 8 de responsabilité des écoles, la citoyenneté est une option de troisième niveau, au même titre que l'art et le design, le théâtre, l'éducation physique et d'autres matières. Depuis 2017, la citoyenneté n'est plus une matière du A-level (équivalent du baccalauréat), même si le A-level en sciences politiques reste d'actualité.
3. Il est possible de répondre aux priorités gouvernementales qui visent à axer l'éducation sur la prévention, les valeurs britanniques et la formation du caractère par une éducation à la citoyenneté de qualité, mais ces priorités ont une visée plus étroite et plus fonctionnelle.

4. Le service national citoyen offre aux jeunes de 15 à 17 ans une semaine d'aventures, d'action sociale et d'exercices sur la citoyenneté. David Blunkett fait partie du Conseil de direction du Fonds de ce service. La proposition de loi sur le service national citoyen devait passer devant la Chambre des Lords le 25 octobre (pour suivre l'avancement, cliquez ici).
5. Le Royaume-Uni traverse une période de changement constitutionnel rapide sans aucune cohérence (la Reine et la Chambre des Lords sont les institutions les plus stables), ce qui rend l'éducation à la politique d'autant plus nécessaire.
6. Les universités doivent repenser leur rôle historique de sensibilisation des communautés, à travers une éducation en dehors de leurs murs et une action communautaire.
7. Les mouvements sociaux doivent être associés au processus politique formel pour influencer les structures du pouvoir.
8. La BBC doit faire preuve de davantage d'audace et offrir une éducation à la politique.
9. Les médias sociaux peuvent mobiliser les jeunes selon leurs propres conditions.
10. Bite The Ballot a montré l'importance de faire participer des jeunes dès le début, pour qu'ils puissent partager leurs expériences et prendre part au processus visant à développer des capacités en matière de démocratie.
11. Il convient de mettre en place l'inscription automatique sur les listes électorales dès que les électeurs atteignent la majorité : Lord Roberts de Llanduluno a déposé une proposition de loi pour l'inscription automatique sur les listes électorales des élèves scolarisés.
12. Seulement 6 % des dépenses gouvernementales pour l'éducation sont consacrées aux élèves de plus de 19 ans, y compris les apprentis.
13. Les bâtiments scolaires devraient être utilisés les soirs et les week-ends pour l'éducation, et notamment l'éducation politique.
14. La fondation Sheila McKechnie organise des formations à la réalisation de campagnes pour les organismes caritatifs et les militants communautaires, et remet chaque année une récompense aux militants.
15. Le fonctionnement du Parlement, la manière dont les changements s'opèrent et les moyens d'influencer le gouvernement sont peu connus, même par les militants expérimentés.
16. La loi sur le lobbying a eu un effet dissuasif sur les campagnes menées par les organisations caritatives et les organisations bénévoles.
17. La démocratie délibérative encouragée par Involve crée des modalités de participation au processus décisionnel plus inclusives pour les citoyens (voir le programme People and Participation et Participation Compass, ou l'Open Government Network, le partenariat Participation Works, What Works Scotland et le Citizen Participation Network).
18. Operation Black Vote s'est fait le défenseur de la participation politique des minorités noires et ethniques depuis 1996 et propose un programme permettant d'accompagner et d'observer un député depuis 1999 : parmi les anciens participants figurent les maires de Bristol et Londres, ainsi que les députés Clive Lewis et Helen Grant.
19. OpenDemocracy a organisé une rédaction de jeunes citoyens lors du Forum mondial de la démocratie 2016 ; certains des 70 jeunes venus du monde entier ont couvert le Forum mondial de la démocratie en novembre.

20. Les jeunes peuvent faire entendre leur voix à travers différentes organisations comme Student Voice, le Conseil de la jeunesse, et le Parlement de la jeunesse, pour lequel les jeunes âgés de 11 à 18 ans élisent leurs représentants. Ceux-ci débattent de questions choisies par vote par le biais de « Make Your Mark ». Ainsi, 978 216 jeunes ont voté pour choisir les sujets examinés le vendredi 11 novembre.

21. Les services d'éducation et de sensibilisation du Parlement constituent une ressource fantastique pour les écoles, les universités, l'éducation des adultes et l'éducation communautaire, ainsi que l'offre de formation et d'aide à travers le Royaume-Uni et au Parlement.

22. Use Your Vote est une nouvelle campagne nationale multipartite et non alignée visant à développer l'éducation politique et à renforcer l'engagement démocratique et la citoyenneté active de tous les groupes d'âge. La Semaine du Parlement (14 au 20 novembre) est un programme d'activités destinées à relier les citoyens au Parlement et à la démocratie dans tout le Royaume-Uni.

Titus Alexander, Responsable de Democracy Matters, Portable : 077203 94740, titus@democracymatters.info
Auteur de *Practical Politics: lessons in power and democracy* (voir www.practicalpolitics.global).

Événement satellite « Démocratie électronique et éducation : comment réduire les inégalités »

Münster, Allemagne, 3 novembre 2016



L'événement satellite organisé à Münster avait pour objectif d'enrichir les débats du Forum mondial de la démocratie concernant les défis de la démocratie électronique et de l'éducation.

Norbert Kersting et Frauke Gerlach, qui représentaient les deux organisateurs de l'événement, l'université de Münster et l'Institut Grimme respectivement, ont tout d'abord chaleureusement accueilli les participants. Ils ont ensuite brièvement présenté les questions examinées lors de la réunion, et notamment : la numérisation redynamise-t-elle et favorise-t-elle la démocratie ? La fracture numérique est-elle liée aux compétences numériques et à la fracture sociale ? Quels types d'innovations numériques peuvent réduire le clivage et renforcer la transformation démocratique et l'inclusion sociale ? Ces questions, entre autres, ont été ensuite traitées dans quatre présentations de chercheurs et de praticiens dans le domaine de l'éducation politique.

Dans le premier exposé, Stefan Wills (Deutscher Volkshochschulverband) a illustré le changement profond et à multiples niveaux engendré par la numérisation par des exemples frappants de l'utilisation des technologies numériques dans l'éducation. Wills a déclaré que les enseignants, en particulier, doivent reconnaître ce changement et ses aspects multiples. C'est essentiel pour acquérir et enseigner les compétences nécessaires à la participation dans une société de plus en plus numérisée.

Sindyas Qasem (Ufuq.de) a présenté un projet sur l'éducation politique, et en particulier sur la participation et l'échange d'informations des jeunes communautés musulmanes en ligne. Il s'est appuyé sur plusieurs exemples, afin d'expliquer comment les posts sur des réseaux sociaux peuvent engendrer un discours politique controversé intéressant dans les communautés, où les opinions politiques spécifiques sont par ailleurs préservées et sans cesse renforcées.

Clemens Stolzenberg (Bundeszentrale für Politische Bildung, BpB) a présenté les résultats d'une recherche sur l'analyse d'une vidéo diffusée sur le web/du web social sur laquelle le BpB s'est appuyé pour une série de projets éducatifs. Ces projets se sont adressés aux jeunes défavorisées sur le plan éducatif par des moyens innovants comme la chaîne YouTube. Dans ce cas, de jeunes bloggeurs connus ont été invités à produire des vidéos éducatives sur le web pour leur public spécifique.

Dans la dernière présentation, Claus Arndt (municipalité de Moers) a expliqué comment utiliser les données en accès libre du gouvernement à des fins éducatives. Citant l'exemple de la ville de Moers, Arndt a montré comment ces données peuvent être utilisées pour enseigner le traitement des données numériques, tout en créant de nouveaux contenus pour développer l'enseignement.

L'événement satellite a permis de tirer les conclusions suivantes :

- Ciblage : la numérisation perturbe l'éducation politique. L'éducation en ligne doit identifier les groupes marginalisés et exclus pour surmonter les divisions sociales et participatives. La division participative recoupe la division numérique (migrants, femmes) ; les jeunes (les enfants du numérique) s'intéressent moins à la politique et la génération des plus de 60 ans (les migrants du numérique) manquent de compétences numériques. Ces groupes ne sont pas homogènes mais ont des demandes différentes concernant les mesures démonstratives, expressives, délibératives et décisives ainsi que pour le développement d'une identité et d'une personnalité.
- Données en accès libre : les informations et la transparence sont des préalables indispensables à l'éducation. Il peut devenir essentiel de mettre en place des stratégies ouvertes en matière de données pour élaborer les ressources éducatives libres nécessaires et décider des dépenses consacrées aux données en accès libre, ainsi que de renforcer les données du gouvernement et la société civile et ses organisations. (Des stratégies à long terme pourraient inclure aussi l'ouverture des mégadonnées des ONG.
- Facilité d'accès : Des groupes différents nécessitent des stratégies adaptées et un ciblage des concepts éducatifs numériques. La visualisation devient un instrument important. Pour la rendre plus attrayante, la ludification de l'éducation politique pourrait permettre d'attirer les générations plus jeunes.
- Réduire les bulles de filtres : la segmentation de l'espace public et les enclaves en matière d'information, dues aux processus sociaux ainsi qu'aux algorithmes et aux robots, entre autres, sont considérées comme des problèmes majeurs. L'irritation suscitée par les bulles de filtres dans le discours des médias sociaux pourrait être stimulée. Cela devrait permettre d'élargir la sphère publique, d'engendrer des dialogues différenciés faisant controverse et un éveil spirituel plus profond, et de vaincre les stéréotypes, la recherche d'un bouc émissaire, les dialogues noir et blanc, le populisme. La netiquette semble biaisée culturellement et constituer un processus continu d'apprentissage social.
- L'apprentissage mixte (blended learning) : internet est de plus en plus important pour la génération du numérique. Néanmoins, l'apprentissage politique doit mettre l'accent sur l'apprentissage mixte. La combinaison de l'apprentissage numérique et de l'apprentissage analogue permettra de recueillir le meilleur des deux mondes. Internet permet une large mobilisation et un travail en réseau en agissant comme une mémoire d'entreprise efficace. Le monde analogue permet une meilleure délibération et crée des réseaux durables et solides.
- Division algorithmique : Les réseaux sociaux, les algorithmes de l'intelligence artificielle et les collectes de données massives changent notre manière de communiquer et façonnent donc les évolutions sociétales. Il convient de répondre aux questions d'autodétermination des populations de la plupart des systèmes sociotechnologiques où l'économie occupe généralement une place centrale par un nouvel éveil technologique et un discours public et ouvert sur les valeurs et l'éthique de l'information.

Événement satellite « Comment mesurer les risques de l'éducation aux médias en Europe, et que devraient faire les décideurs politiques à ce sujet ? »

Centre pour le pluralisme et la liberté des médias (CMPF), Institut universitaire européen, Florence, Italie, 3 novembre 2016



Objectif

Le Centre pour le pluralisme et la liberté des médias (CMPF) a réuni un certain nombre d'experts internationaux de l'éducation aux médias à Florence afin de :

- discuter des problèmes urgents liés à l'éducation aux médias en Europe ;
- rassembler des retours d'information des participants sur la manière d'améliorer la mesure de l'éducation aux médias, en particulier dans le cadre de l'Observatoire du pluralisme des médias (outil qui mesure les risques du pluralisme des médias en Europe <http://cmpf.eui.eu/News/All/1601MPM2016Grant.aspx>).

Conclusions

Les experts conviennent que l'indicateur actuel de l'éducation aux médias de l'Observatoire du pluralisme des médias est cohérent et qu'il constitue une bonne base de référence pour comprendre les risques qui pèsent sur l'éducation aux médias en Europe. Cependant, l'évaluation de l'Observatoire est limitée par le manque d'accès à des données et des statistiques comparables relatives à cet enseignement. La principale lacune est le manque de données sur la capacité des individus à analyser, interpréter et produire des messages médiatiques (en ligne et hors ligne). Pour évaluer ces capacités individuelles, l'Observatoire devrait chercher des fonds supplémentaires pour concevoir et mener une enquête auprès de la population à l'échelle européenne. Les participants ont aussi souligné la nécessité de constituer une équipe d'experts nationaux réputés, sur laquelle l'Observatoire pourra s'appuyer pour évaluer les risques de l'éducation aux médias dans les États membres de l'UE. L'un des participants, Paolo Celot, a proposé que l'EAVI (European Association for Viewers' Interests) établisse une liste des experts nationaux.

Les participants ont formulé des recommandations concrètes sur deux thèmes liés à l'éducation aux médias lors de l'atelier : l'environnement de l'éducation aux médias et les compétences individuelles. Pour améliorer l'évaluation de l'environnement de l'éducation aux médias en Europe, l'Observatoire bénéficierait de l'ajout de variables (questions) axées sur (i) la compréhension critique des médias dans le pays ; (ii) le rôle des autorités de régulation

dans l'offre d'informations clés sur les médias au grand public ; (iii) la consommation médiatique, par exemple les téléphones portables vendus (Eurostat) ; et (iv) la formation des enseignants à l'éducation aux médias.

Pour améliorer l'évaluation des compétences individuelles, l'Observatoire devrait : (i) évaluer comment sont utilisés les médias et comment les individus interagissent avec ceux-ci par des enquêtes auprès des usagers en Europe ; (ii) examiner comment exploiter les mégadonnées en tant que source d'informations ; (iii) prendre en compte la connaissance et la diversité des sources envisagées par les utilisateurs ; (iv) analyser la compréhension critique des messages des médias ; (v) prendre en considération les divisions numériques et démographiques (entre les générations plus anciennes et plus jeunes) ; et (vi) étudier les aspects liés à la vie privée et à la sécurité de la consommation médiatique.

Après une brève discussion, les participants ont formulé des recommandations sur l'éducation aux médias.

Au niveau de l'Union européenne (UE) :

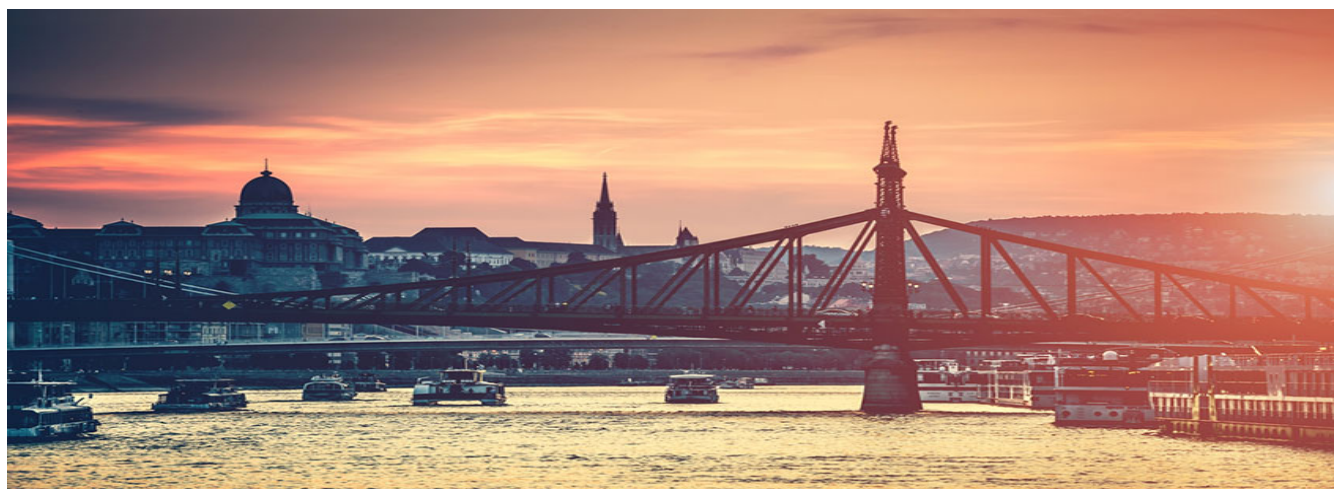
- La directive « Services de médias audiovisuels » (directive SMA) à venir devrait faire référence à l'éducation aux médias et l'UE devrait accroître la responsabilité des États membres dans la promotion de l'éducation aux médias dans leurs pays.

Au niveau national :

- Les organes de régulation du domaine des services audiovisuels devraient collecter et rendre accessibles au public des données sur des questions telles que la propriété des médias, la nature des médias (s'ils sont publics, privés, religieux) et la loi relative aux médias.
- En matière d'éducation, il convient d'investir davantage dans la qualité de la formation des enseignants dans le domaine de l'éducation aux médias.

Événement satellite « Changer le cap de la classe : éduquer à la démocratie, aux droits de l'homme et à une société ouverte »

Université d'Europe centrale, Budapest, Hongrie, 8 novembre 2016



Le département d'Études juridiques de l'université d'Europe centrale, l'initiative Human Rights, le Centre d'enseignement supérieur Yehuda Elkana et le Vera and Donald Blinken Open Society Archives ont organisé un événement satellite du Forum mondial de la démocratie du Conseil de l'Europe le 8 novembre 2016. L'objectif de cet événement de l'université d'Europe centrale était de donner un aperçu général du rôle de l'éducation dans la transition démocratique à travers une table ronde associant des universitaires et des chercheurs qui utilisent des méthodes d'enseignement par l'expérience dans leurs classes ou leurs travaux. Outre les résultats de la recherche universitaire, les organisateurs ont aussi prévu une exposition d'affiches présentant quelques exemples de bonnes pratiques de l'éducation aux droits de l'homme et de la participation des citoyens en dehors du monde universitaire au sens strict.

Lors de la table ronde animée par Renata Uitz, professeur, Olexandr Shtokvych (Administrateur en chef de programme, Centre pour l'enseignement supérieur Yehuda Elkana) a donné une vue d'ensemble de l'implication de la CEU dans la réforme de l'enseignement supérieur au Myanmar (anciennement la Birmanie). Il a abordé l'importance de l'autonomie des universités, condition nécessaire à un enseignement supérieur de classe mondiale dans une démocratie. Sur la base d'exemples tirés d'expériences passées, il a souligné la place centrale accordée par la CEU à l'implication des parties prenantes locales et l'importance d'une présence permanente sur le terrain pour un impact durable.

Oksana Sarkisova, directrice du Festival international du film documentaire sur les droits de l'homme Verzio (Budapest) a présenté l'atelier Verzio DocLab qui, année après année, encourage les réalisateurs à traiter des problèmes liés aux droits de l'homme et de la justice sociale, avec l'aide d'une équipe internationale de réalisateurs, de producteurs et d'experts des droits de l'homme. Cette année, l'atelier a mis l'accent sur les processus d'intégration et a encouragé les participants à étudier comment les personnes de cultures différentes, de milieux différents et de religions différentes peuvent vivre ensemble. Le Festival du film Verzio a commencé le même jour que l'événement satellite, de sorte que les résultats des expérimentations et les histoires personnelles ont tous été présentés dans un second temps seulement.

Eszter Polgari (professeur au département d'Études juridiques) a présenté le programme de stage et la spécialisation proposés essentiellement aux étudiants des droits de l'homme. Le stage et les journées d'étude font tous deux partie du volet d'apprentissage par l'expérience du cursus et font écho à la mission institutionnelle de l'université à plusieurs niveaux. Les étudiants des droits de l'homme apprécient cette combinaison d'éducation formelle et d'expérience pratique car elle leur permet de développer des compétences transférables ; par ailleurs, travailler sur des cas réels qui soulèvent d'importantes questions liées aux droits de l'homme les expose à des problèmes liés à la justice, à l'équité et à la vulnérabilité – aucun environnement scolaire ne peut possiblement offrir cela à la même échelle et avec une telle intensité.

Enfin, Csaba Szilagy (Chef du programme des droits de l'homme, Vera and Donald Blinken Open Society Archives) a présenté les archives interdépartementales et la spécialisation dans les pratiques en matière de preuve. Le programme offre des connaissances solides concernant la théorie archivistique contemporaine, la réflexion et la pratique, la gestion des informations et des pratiques en matière de preuve dans des archives qui détiennent des documents liés au passé récent. Il a souligné l'importance des documents d'archives pour bâtir des sociétés ouvertes, rendre justice aux victimes et construire une mémoire.

La discussion de groupe s'est terminée avec une séance de questions-réponses où les étudiants participant et les membres de la vaste communauté de la CEU ont pu s'adresser aux intervenants et poser d'autres questions dans leur domaine d'expertise.

Après la table ronde, les participants ont été invités à aller voir l'exposition d'affiches. Dans ce cadre, plusieurs ONG et des initiatives ont pu présenter leurs projets axés sur la démocratie, la participation citoyenne, les droits de l'homme, et l'éducation informelle. Les organisations ont dévoilé certains de leurs projets les plus réussis et les plus intéressants en présentant des informations et des photos sur des affiches.

L'association d'utilité publique BAGázs a présenté son service communautaire à l'école, et ses programmes d'éducation des adultes et de conseil juridique, en mettant l'accent sur le service d'aide juridique de Bag, petite collectivité hongroise, et leurs cours d'introduction à l'aide sociale et à la citoyenneté.

La fondation UCCU propose des informations sur ses sessions interactives axées sur la culture et l'identité roms, l'acceptation et la tolérance. Elle organise des formations pour les élèves de l'école primaire et de l'enseignement supérieur, les enseignants, ainsi que d'autres organisations.

L'initiative Open Learning (OLive) de la CEU figurait aussi parmi les projets présentés. Lancée en janvier 2016, elle est devenue un programme non diplômant de grande envergure. Dans le cadre de ce projet, sont organisés des cours le week-end (OLive-WP), pour les réfugiés et les demandeurs d'emploi en Hongrie, et un programme de préparation à l'université (OLive-UP), pour les personnes ayant le statut de réfugié dans l'un des États de l'Espace économique européen.

Autre unité de la CEU, le bureau de l'engagement citoyen a aussi présenté ses projets, en mettant l'accent sur le programme d'ateliers scientifiques. Son objectif est d'accroître l'accès des organisations à but non lucratif et des groupes de la société civile aux recherches scientifiques, et de renforcer l'implication des étudiants et leur capacité à s'engager en tant que citoyen. Ce programme prévoit un soutien à la recherche participative indépendante en réponse à des préoccupations exprimées par la société civile.

Enfin, le programme de mentorat en anglais Ambedkar de la CEU a été évoqué. Il permet à des lycéens roms de l'école Ambedkar de se rendre à la CEU une fois par mois pour bénéficier de cours d'anglais donnés par des bénévoles de la CEU.

Au fil de la présentation des affiches, les participants ont pu prendre connaissance des projets et des initiatives susmentionnés en jetant un œil aux différentes affiches et photos préparées par les organismes participants. Par ailleurs, des discussions plus informelles, plus directes ont ainsi pu s'engager avec les représentants, permettant aux participants de poser des questions sur les spécificités de chaque programme, et d'en savoir plus sur tous les détails qui les intéressaient, y compris le bénévolat, et d'autres moyens de s'impliquer.

Forum mondial de la démocratie 2016 : faits et chiffres

Le Forum mondial de la démocratie 2016 a réuni près de 2200 participants de plus de 100 pays différents et plus de 150 acteurs. Parmi eux figuraient 500 participants des écoles d'études politiques de 23 pays et 75 jeunes de 50 pays différents.

- ▶ 40 initiatives ou projets ont été examinés dans le cadre de 19 laboratoires.
- ▶ L'organisation d'un atelier créatif sur la démocratie dans l'espace public et la tenue de la réunion Pop-up Agora ont été saluées.
- ▶ La réunion des participants de l'incubateur pour la démocratie participative qui s'est tenue dimanche 6 novembre s'inscrit dans la lignée du Forum.

Le prix de l'innovation démocratique a été décerné à l'initiative allemande « Enseignement supérieur ouvert pour les réfugiés, Kiron ».

Twitter

Sur Twitter, 655 contributeurs du monde entier ont utilisé le hashtag #CoE_WFD, pour un total de près de 3000 tweets envoyés entre le 6 et le 9 novembre 2016. Ainsi, 3,2 millions d'utilisateurs ont pu être touchés, avec près de 17 millions d'affichages. Le compte @WFDemocracy a enregistré environ 10 404 nouveaux abonnés (69 % d'hommes et 31 % de femmes), dont 42 % d'abonnés du World Domination Summit. Le hashtag #CoE_WFD faisait partie des sujets tendances en France pendant toute la durée du Forum, ainsi qu'en Belgique pendant la deuxième journée.

655 contributeurs

2898 tweets

3,2 millions d'utilisateurs touchés

17 millions d'affichages

ⁱ Toute référence au Kosovo dans le présent texte, qu'il s'agisse de son territoire, de ses institutions ou de sa population, doit être entendue dans le plein respect de la Résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, sans préjuger du statut du Kosovo.